

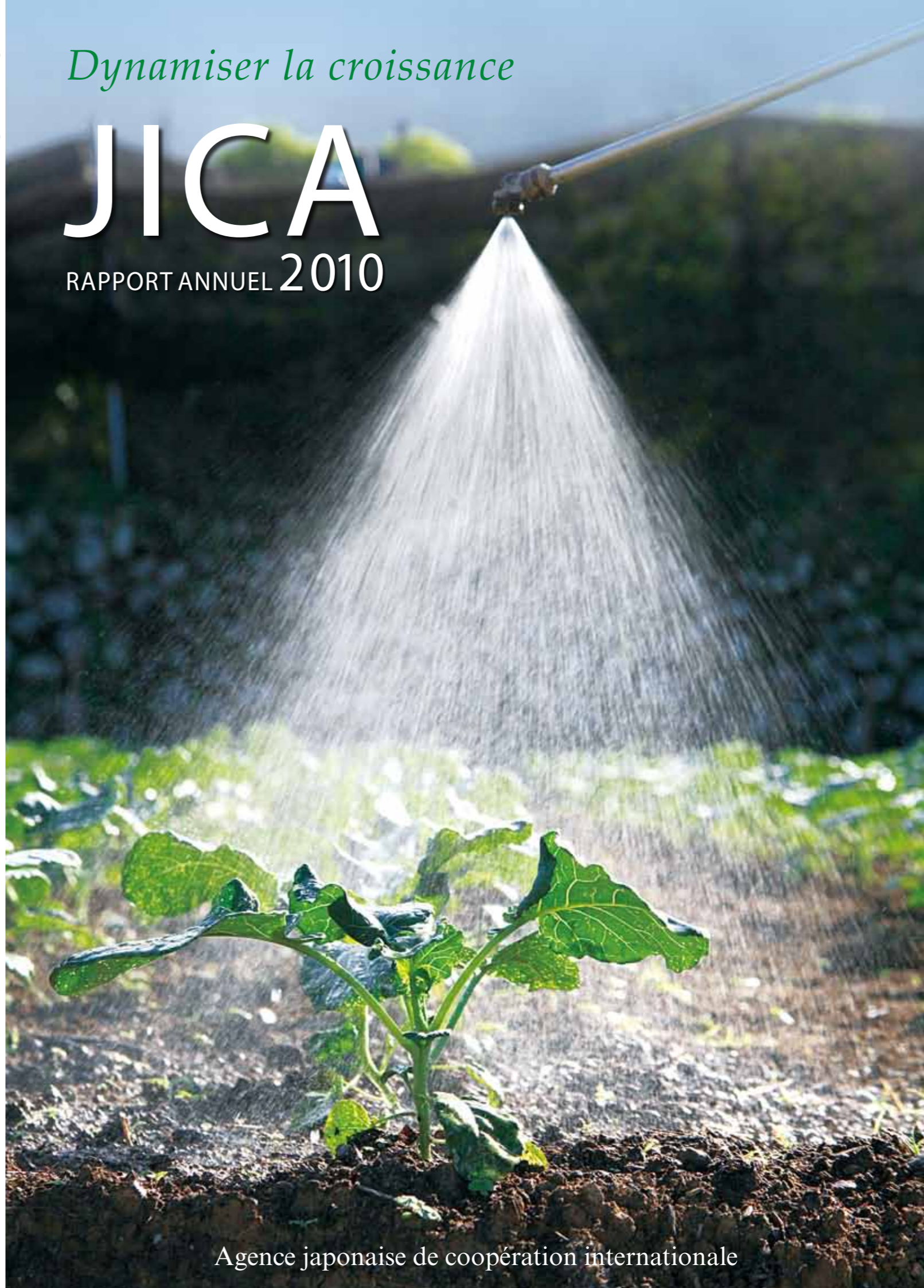


Agence japonaise de coopération internationale
<http://www.jica.go.jp/french>

Dynamiser la croissance

JICA

RAPPORT ANNUEL 2010



L'ambition d'un développement
inclusif et dynamique



Le message de la présidente de la JICA

C'est pour moi un réel plaisir de vous présenter le *Rapport annuel 2010* de la JICA, qui décrit dans le détail l'ensemble de nos activités et réalisations pour la période d'avril 2009 à mars 2010.

Deux ans se sont écoulés depuis que l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a fusionné avec la section Aide au développement de la Banque japonaise pour la coopération internationale, en octobre 2008. La restructuration organisationnelle résultant de cette fusion est quasiment achevée. La « Nouvelle JICA » fournit désormais différents types d'aide, notamment la coopération technique, les prêts concessionnels (prêts d'APD) et les dons, d'une manière souple et adaptée aux besoins locaux.

En Afrique, par exemple, la JICA soutient le développement de réseaux routiers transnationaux avec la mise en place de « postes frontières à guichet unique » (système selon lequel la sortie ou l'entrée sur un territoire, ainsi que les procédures de douane demandent un seul arrêt) aux frontières des principaux pays. La JICA combine d'une part des prêts d'APD et des dons pour la construction de réseaux routiers et d'installations frontalières, et d'autre part la coopération technique pour la formation des agents d'immigration et des douanes. Cette plus grande efficacité au niveau logistique contribuera au développement économique des nations africaines.

Autre exemple d'actions de la Nouvelle JICA qui portent leurs fruits, l'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST) a été inaugurée en juin 2010 à Alexandrie, en Égypte. Douze universités japonaises collaborent avec la JICA par l'envoi d'enseignants, l'organisation de conférences, la prestation de conseils pour la recherche et l'aide à la préparation des programmes d'enseignement. Depuis l'ouverture de l'E-JUST, la JICA s'appuie sur sa riche expérience en matière de promotion de l'enseignement supérieur en Asie pour proposer, en Afrique et dans la région Moyen-Orient et Maghreb, un enseignement des sciences et de la technologie d'inspiration japonaise, sous la direction d'une équipe de cadres japonais.

En Asie et dans d'autres régions, certains pays, comme la Corée, la Chine et le Brésil s'affirment au sein de la communauté internationale en tant que nouveaux donateurs. Malgré tout, les disparités de revenus et la pauvreté restent des problèmes graves dans ces régions. Il s'avère donc capital d'évaluer les résultats que l'aide de la JICA a permis d'atteindre en matière de croissance et d'égalité dans ces pays, afin d'établir avec eux de nouveaux partenariats dans le cadre d'une économie mondialisée.

L'aide au développement est un outil indispensable pour permettre au Japon de coexister et de prospérer avec le reste du monde. En 2009, le gouvernement japonais a annoncé qu'il « fournirait 5 milliards USD d'aide à l'Afghanistan sur une période de cinq ans ». Il a d'autre part clairement affirmé son intention de poursuivre l'engagement du Japon, en faveur du « doublement de l'aide à l'Afrique », comme cela avait été annoncé lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), en mai 2008. La JICA continuera d'assumer d'importantes fonctions et responsabilités dans la poursuite de ces engagements.

J'espère que ce rapport annuel ainsi que notre site web (<http://www.jica.go.jp/french>) vous permettront de mieux connaître la JICA et ses activités, et que nous pourrions compter sur votre soutien et vos encouragements.



緒方 貞子

Sadako Ogata

Présidente

Agence japonaise de coopération internationale
(JICA)

La JICA en un clin d'œil

Les activités de l'Agence en quelques chiffres



Construction de 34 000 salles de classe dans des écoles élémentaires et des lycées et collèges de 47 pays.

Quelque 2,1 millions d'enfants ont étudié dans ces classes et 200 000 enseignants ont reçu une formation.

Des puits creusés dans 48 pays alimentent 28 millions d'individus en eau potable salubre.

La JICA a également formé 13 000 ingénieurs-hydrauliciens.

Diminution annuelle des gaz à effet de serre de 250 000 tonnes grâce à un projet de parc éolien en Égypte.

Cette réduction est équivalente à la quantité de CO₂ absorbée chaque année par une forêt d'une superficie égale aux 23 arrondissements de Tokyo.

Réalisation de l'autosuffisance rizicole à 100 % par un soutien à long terme en Indonésie.

Le volume de riz produit en Indonésie a plus que triplé, passant de 19,3 millions de tonnes en 1970 à 60,25 millions de tonnes en 2008.

Au total, 11 millions de personnes ont bénéficié de programmes d'aide dans les domaines de la foresterie et de la protection du milieu naturel.

La coopération en faveur de la protection de la forêt et des écosystèmes a concerné 14 millions d'hectares, dont 2,8 millions d'hectares reboisés.



**Mise en place de structures
sanitaires sur 1 391 sites
dans 54 pays.**

Au total, 580 millions de doses de vaccin ont été fournies pour les nouveau-nés et les jeunes enfants dans 64 pays.

**Construction ou rénovation
d'infrastructures de transport
dans plus de 40 pays.**

Les projets ont permis de créer ou de rénover 6 200 km de routes, 1 400 km de voies ferrées, des ports dans 10 villes et des aéroports sur 10 sites.

**La lutte contre la maladie de Chagas
a évité la contamination de 2,3 millions
d'individus dans 5 pays
d'Amérique Centrale.**

Des insecticides ont été distribués lors de 460 000 visites de personnes défavorisées en porte à porte et une aide a été apportée aux gouvernements pour les activités d'éducation à la prévention.

**Important soutien à l'augmentation
des taux d'électrification des pays
en développement et à la fourniture
de l'électricité requise pour la croissance
économique.**

L'aide a contribué à fournir 36 % de l'énergie thermique au Vietnam et 61 % de l'hydroélectricité en Indonésie, 53 % en Malaisie et 35 % au Laos.

**Croissance agricole spectaculaire
en Amérique du Sud.**

Le projet nippo-brésilien de développement agricole des Cerrados a fait passer la production de soja au Brésil de 430 000 tonnes en 1975 à 16,6 millions de tonnes aujourd'hui.

Lorsqu'il n'y a pas d'indication de date, les chiffres correspondent à une moyenne sur les dix dernières années. Les chiffres indiqués sont des estimations.

Table des matières

P. 1	Le message de la présidente
P. 2	La JICA en un clin d'œil
P. 4	Table des matières
P. 6	FAITS MARQUANTS EN 2009

P. 8 Dossier spécial

L'aide au développement comme un « moyen de coexistence »

— Face à un monde en pleine évolution —

P. 8	Dans un contexte de mondialisation, l'aide au développement a pris un nouveau sens
P. 8	L'évolution du cadre de l'aide au développement
P. 18	Le rôle que devrait tenir la JICA

Études de cas

- Sortie progressive des crises financières et économiques Inde : Projet de construction d'un corridor de fret ferroviaire (phase 1) (P. 9)
. Afrique : Développement de l'infrastructure régionale (P. 10)
- Adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets Bhoutan et Zambie : Électrification rurale (P. 11)
. Laos : Projet dans le secteur forestier (P. 12)
- Consolidation de la paix Afghanistan : Projet visant à promouvoir le développement de la région métropolitaine de Kaboul (P. 13)
- Sécurité alimentaire Ouganda : Promotion de la riziculture en Afrique (P. 14)
- Actions d'urgence en cas de catastrophes, aide à la reprise/reconstruction et à la prévention des catastrophes Haïti : Catastrophe sismique (P. 15)
- Initiative de réduction de la pauvreté : Contribution à la réalisation des OMD Thaïlande : Programme de soutien aux groupes socialement vulnérables (P. 16)
- Aide dans le domaine des sciences et de la technologie Égypte : Projet de création de l'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST) (P. 17)
- Liens avec les nouvelles stratégies de croissance Chine : Projet d'amélioration de l'environnement à Pékin (P. 18)
- Expansion des partenariats Collaboration des gouvernements japonais et brésilien en faveur de l'Afrique (P. 21)



(Photo : Yuji Shinoda)



P. 23 Objectifs et aperçu des programmes

P. 24	L'APD du Japon
P. 27	Aperçu des programmes de la JICA
P. 30	Feuille de route de la JICA



P. 31 Initiatives concrètes dans le cadre des programmes de la JICA au cours de l'exercice 2009

Activités et initiatives régionales

- P. 32 Moyen-Orient et Maghreb
- P. 38 Afrique
- P. 44 Europe

Activités et initiatives par problème de développement

- P. 48 Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)
- Développement de l'infrastructure
- P. 50 économique
- P. 56 Politique publique
- P. 62 Intégration de la perspective de genre
- P. 64 Consolidation de la paix
- P. 66 Réduction de la pauvreté
- P. 68 Développement humain
- P. 74 Environnement mondial
- P. 80 Développement rural
- P. 88 Développement industriel
- P. 96 Recherche



P. 99 Système d'exécution

Modalités de la coopération

- P. 100 Projets de coopération technique
- P. 102 Prêts d'APD
- P. 104 Dons
- P. 106 Programmes de formation et de dialogue au Japon
- P. 108 Programmes des volontaires japonais
- P. 110 Partenariats avec les ONG et autres organisations
- P. 112 Partenariats public-privé
- P. 114 Études préparatoires
- P. 116 Secours en cas de catastrophe



P. 119 Données chiffrées et informations

- P. 120 Histoire de la JICA
- P. 122 Organigramme
- P. 123 Présidents et auditeurs
- P. 124 Budget
- P. 125 Résultats des programmes
- P. 137 Glossaire
- P. 139 Antennes au Japon et bureaux à l'étranger
- P. 141 Index des études de cas

Photo de couverture : Stimuler la croissance
(Photographe : Harvey Tapan/lieu de la photo : Philippines)

Photo : Marcos Abbs, Kenshiro Imamura, Shinichi Kuno, Sanae Numata, Yuji Shinoda, Arase Sugawara, Mika Tanimoto, Yoko Tomori

FAITS MARQUANTS EN 2009



Enfants ghanéens captivés par un match de football de leur équipe retransmis en direct.

Juin-Juillet 2009

Coopération toujours plus intense avec le secteur privé, des ONG et d'autres organisations

La JICA et Sony Corporation mettent en œuvre un projet conjoint de partenariat public-privé pour promouvoir l'éducation au VIH/sida au Ghana

La JICA renforce ses partenariats avec les entreprises du secteur privé afin de soutenir plus efficacement le développement socioéconomique des pays en développement. De juin à juillet 2009, la JICA et Sony Corporation ont mis en œuvre au Ghana un projet visant à prévenir la propagation du VIH/sida, qui est également l'un des objectifs du Millénaire (OMD) de la communauté internationale. Ce projet s'est révélé très fructueux, comme le montre le quasi triplement du nombre de personnes qui se sont soumises à un dépistage du VIH/sida par rapport aux années précédentes.

[Voir article](#) Page 113

Une réponse ambitieuse aux problèmes d'environnement et de changement climatique

Mise en œuvre de 21 projets dans le cadre du partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

Depuis 2008, la JICA et l'Agence japonaise pour la science et la technologie (JST) ont lancé des projets conjoints pour résoudre les problèmes de portée mondiale, notamment dans le domaine de l'environnement et du changement climatique, des maladies infectieuses, des pénuries d'eau et des catastrophes naturelles. Ces projets doivent permettre de développer des ressources humaines et de renforcer les capacités des chercheurs et instituts de recherche de pays en développement, et ce grâce à la promotion conjointe de la recherche internationale par des institutions de recherche japonaises et de pays et régions en développement. En 2009, la JICA a mis en œuvre 21 projets de coopération technique.



Les pays en développement sont particulièrement sensibles aux incidences du changement climatique.

[Voir article](#)

Communiqué de presse publié le 22 avril 2009 et diffusé sous la rubrique « News » du site web en anglais de la JICA

Septembre 2009

Le Japon constant dans le respect de ses engagements internationaux

Coopération triangulaire mise en œuvre en Afrique par le Japon et le Brésil

En avril 2009, les gouvernements du Japon et du Brésil ont conclu un accord de coopération visant à soutenir des pays en développement en s'appuyant sur des exemples d'aide au développement agricole fructueux dans leurs pays respectifs. Partant de cet accord, en septembre 2010, les représentants du Japon, du Brésil et du Mozambique ont signé dans la capitale Maputo un accord visant à promouvoir le développement agricole d'une région de savane tropicale de ce pays. Les trois pays conduiront ainsi un projet de coopération triangulaire exploitant le savoir-faire en matière de développement agricole acquis au Brésil en convertissant les cerrados, savanes buissonnantes marquées par une forte acidité du sol, en région agricole.

[Voir article](#) Page 21

Novembre 2009

Le soutien de la JICA au Mékong, région d'Asie en croissance constante, reçoit un accueil enthousiaste

Mise en œuvre de divers types d'aide pour renforcer les investissements dans les infrastructures économiques et l'environnement



Suite au développement économique, le nombre de voitures et d'embouteillages ont fortement augmenté à Phnom Penh, capitale du Cambodge. (Photo : Kenshiro Imamura)

Ces dernières années, les pays du bassin versant du Mékong (péninsule indochinoise) ont connu une croissance spectaculaire. Cette région a également été au centre de l'attention en tant que cible des investissements de filiales japonaises et les relations avec le Japon devraient s'intensifier encore davantage à l'avenir. La JICA a apporté un soutien appuyé au développement de la région, ce qui lui a valu en novembre 2009 des éloges lors d'une réunion entre les ministres des Affaires étrangères du Japon et de pays du Mékong.

[Voir article](#)

JICA's World Octobre 2009, Vol.5 Mekong

Février 2010

Appui permanent à la reconstruction des pays déchirés par les conflits et au rétablissement de la stabilité internationale

Accord avec l'Afghanistan sur le développement de la région métropolitaine de Kaboul

En février 2010, la JICA a conclu avec l'Afghanistan un accord portant sur l'exécution du projet de promotion de la région métropolitaine de Kaboul, et plus précisément le réaménagement de la capitale. Commencé en mai 2010, ce projet contribue au renforcement des capacités, notamment à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'aménagement urbain. Le projet contribue en outre à la remise en état de l'infrastructure publique de Kaboul, notamment des voies urbaines qui se sont détériorées durant la guerre civile, ainsi qu'au développement urbain, notamment durant la première phase d'aménagement des quartiers d'une ville nouvelle construite dans le cadre du projet.



Une équipe d'experts japonais travaille à la remise en état de l'infrastructure publique.

[Voir article](#) [Page 13](#)



Mme Ogata à la cérémonie d'ouverture de l'Université E-JUST

Février 2010

Mise à profit des connaissances et du savoir-faire exceptionnels du Japon dans le monde entier

Enseignement supérieur de style japonais pour les sciences et technologies en Égypte

Suite à l'augmentation de la population jeune et à la gratuité des frais d'inscription, les universités égyptiennes accueillent toutes plus de 100 000 étudiants. En outre, les étudiants en sciences et techniques ne disposent pas d'un environnement approprié. En effet, il manque cruellement de matériel de recherche et d'enseignement pour ceux qui se spécialisent dans la technique. Pour remédier à cette situation, le gouvernement égyptien a créé l'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST). Partageant les caractéristiques des universités japonaises, notamment des « classes à effectifs réduits », la « priorité à l'enseignement de troisième cycle » et un « enseignement axé sur la recherche », cet établissement a accueilli ses premiers étudiants en février 2010.

[Voir article](#) [Page 17](#)

Mars 2010

Le « secours international en cas de catastrophe » prend plus d'importance et l'aide de la JICA est toujours plus demandée pour la prévention des catastrophes

Une équipe de JDR certifiée au plus haut niveau

L'exercice 2009 a connu des catastrophes naturelles de grande ampleur, notamment un typhon à Taïwan en août 2009, puis un autre aux Philippines en septembre, un séisme au Sumatra occidental (Indonésie) le même mois, puis un séisme à Haïti en janvier 2010. Dans ce cadre, la JICA a conduit des opérations de secours international d'urgence dans le monde entier grâce aux équipes de JDR. Ces équipes qui assurent des opérations de recherche et de sauvetage de victimes lorsqu'une catastrophe naturelle se produit dans le monde suscitent d'année en année des attentes toujours plus grandes. L'objectif de toute équipe de JDR est d'être reconnue dans le monde entier. En mars 2010, les membres d'une équipe de JDR se sont soumis à une évaluation (évaluation des capacités des équipes internationales de recherche et sauvetage en milieu urbain organisée par l'Office de coordination des Affaires humanitaires des Nations unies), qui leur a valu une certification au plus haut niveau.

[Voir article](#) [Page 116](#)



Les équipes de sauvetage affinent en permanence leur niveau de compétences, notamment grâce à la formation.

L'aide au développement comme « un moyen de coexistence »

Face à un monde en pleine évolution

Le Japon a enregistré une croissance remarquable durant la période de reconstruction qui a suivi la deuxième guerre mondiale. Pour répondre aux attentes que la communauté internationale place dans ce pays aujourd'hui industrialisé, la JICA, agence d'exécution de l'aide publique au développement (APD) du Japon, soutient les pays en développement afin de promouvoir leur développement socioéconomique.

Le monde connaît des changements majeurs sans précédent et doit par exemple faire face à de grandes « disparités de développement » et de « nouveaux problèmes transfrontières ». Dans ce cadre, la JICA est appelée à prendre de nouvelles initiatives afin de résoudre ces problèmes d'envergure mondiale en s'appuyant à cet effet sur une solide expérience de l'aide au développement accumulée au cours des ans.

Dans un contexte de mondialisation, l'aide au développement a pris un nouveau sens

À l'exemple de la transmission des techniques de fabrication du papier et d'impression ou de la pyrotechnie par l'Orient à l'Occident il y a environ 1 000 ans, l'évolution de l'humanité s'est inscrite dans le cadre d'échanges culturels et technologiques répétés. Encouragée par la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest et les progrès saisissants des technologies de l'information (TI), la société contemporaine entre dans une ère où les personnes, les biens, l'argent et les informations circulent à une vitesse inégalée et dans des proportions encore inconnues. Les problèmes de portée mondiale, même à l'extérieur du Japon, dépassent instantanément les frontières du pays où ils ont émergé et menacent la sécurité et la prospérité du Japon comme du monde dans son ensemble. Parmi ces problèmes figurent la crise financière et économique de 2008 ainsi que la pauvreté, les maladies infectieuses, le terrorisme et les conflits, ou encore les catastrophes naturelles, le changement climatique, et enfin la pénurie alimentaire et énergétique.

La spectaculaire avancée de la mondialisation depuis les années 1980, déclenchée par la « révolution des TI », a remodelé le monde. Alors qu'il était par le passé formé de nations constituant des entités solitaires, le monde se caractérise aujourd'hui par « une dépendance mutuelle et une complémentarité qui transcendent le cadre des frontières nationales ». Le Japon entretient des relations étroites

de dépendance mutuelle avec d'autres pays pour une multitude d'activités économiques, à commencer par l'importation de ressources. Aussi, la communauté internationale n'autorisera jamais le Japon à se concentrer uniquement sur ses problèmes intérieurs en ignorant la situation dans le reste du monde ou à appliquer un « pacifisme défensif » et à poursuivre uniquement ses propres intérêts nationaux.

Aujourd'hui, il n'est pas un pays au monde qui puisse complètement se couper des autres nations, et il est essentiel de reconnaître que « la poursuite des intérêts communs (intérêts internationaux) de la communauté internationale est liée aux intérêts propres du Japon ». Comme l'indique le préambule de la constitution japonaise, le Japon souhaite aspirer à la paix et à la stabilité avec le monde afin d'établir de bonnes relations avec la communauté internationale et occuper « une place d'honneur » qui lui permette à l'avenir de coexister et de prospérer de concert avec la communauté internationale. L'aide au développement n'est plus considérée comme une activité charitable entreprise par les riches pour aider les pauvres. Elle doit au contraire être reconnue comme un « outil essentiel pour poursuivre les intérêts internationaux et garantir la survie du Japon ».

L'évolution du cadre de l'aide au développement

Depuis l'an 2000, l'environnement de l'aide au développement a considérablement évolué, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Japon. L'une des évolutions les plus notables est sans doute l'étendue sans précédent de la croissance économique dans de nombreuses régions suite aux progrès rapides de la mondialisation. Même si le monde doit encore complètement se remettre des crises financières et économiques, les pays dits « émergents » ont enregistré une croissance économique spectaculaire ces dernières années.

La valeur totale représentée par les nations du G20, nations du G8 exclues, est passée de 7,3 trillions USD en 1999 à 18,7 trillions USD en 2009, soit une multiplication d'un facteur 2,6 sur une période de dix ans.

Résultat concret de cette croissance économique, le nombre d'individus vivant avec moins de 1,25 USD par jour en Asie de l'Est et en Océanie a diminué de moitié, chutant de 640 millions d'individus en 1990 à 320 millions en 2005. Avec un segment à revenus moyens qui devrait atteindre 2 milliards de personnes en 2020, on peut penser que l'Asie parvienne à surmonter les crises économiques et financières, et à enregistrer une nouvelle croissance, comme l'usine du monde et comme marché de consommation.

L'aide au développement assurée pendant de longues années par le Japon avec tous les types de partenaires, notamment du secteur privé, a contribué de manière considérable à la croissance des pays

émergents. Pour conserver de bonnes relations et continuer à prospérer avec ces pays, le Japon doit favoriser encore davantage les échanges mutuels de personnes, de biens et de capitaux.

Parallèlement, il sera nécessaire de mettre en place et de mutualiser les connaissances et les technologies favorisant l'innovation hors du Japon. Outre le recrutement des ressources humaines nécessaires pour intervenir comme ingénieurs au cœur de la coopération, le Japon devra accomplir une grande mission, à savoir former solidement la population japonaise pour remplir des rôles importants en tant que chefs de file de la communauté internationale et sur les marchés à l'étranger, afin de garantir à l'avenir la stabilité et la croissance du Japon.

Tout à fait à l'opposé de ces pays d'Asie et d'autres pays émergents connaissant une croissance solide, dans des pays plus fragiles, notamment nombre de nations africaines, ainsi que des pays comme l'Afghanistan, en pleine reconstruction après une période de conflit, des personnes sont encore plongées dans une lutte acharnée simplement pour parvenir à survivre. Même si le PIB de l'Afrique a augmenté, passant de 0,6 trillion USD en 2000 à 1,6 trillion USD en 2010, il représente seulement 3 % environ de l'économie mondiale. De plus, le taux de pauvreté (proportion d'individus vivant avec moins de 1 USD par jour) en Afrique subsaharienne ne s'est amélioré que très légèrement, baissant de 56 % en 1990 à 51 % en 2005, et aujourd'hui, 400 millions de personnes de cette région vivent dans un dénuement extrême.

Ces pays fragiles, où le développement progresse à un rythme vraiment très lent, sont considérablement affectés par les menaces de portée mondiale qui transcendent les frontières nationales, comme les crises financières et économiques, les maladies infectieuses, les catastrophes naturelles et le changement climatique. Comme jamais auparavant, les pays en développement et les autres pays du monde sont liés par des relations de complémentarité et de dépendance mutuelle, comme régions productrices de ressources ou comme marchés servant à l'écoulement des produits manufacturés. Aussi, un soutien plus appuyé à ces pays fragiles n'est pas seulement une initiative essentielle dans une perspective humanitaire, elle est aussi indispensable pour garantir la stabilité et la prospérité du Japon. Cette aide devrait d'ailleurs prendre de plus en plus d'importance à l'avenir.

Lors du sommet de Gleneagles en 2005, les pays industrialisés avaient convenu de faire passer l'APD à 154 milliards USD d'ici 2010. Selon un rapport des Nations unies, les gouvernements de ces pays ont encore un retard de 35 milliards USD (environ 3 trillions JPY) par rapport à leur engagement initial.

D'un autre côté, les « fonds du secteur privé » et les « fonds d'aide de pays autres que les pays industrialisés » affectés à l'aide au développement ont fortement augmenté.

En opposition avec la simple structure dichotomique qui existait jusqu'ici et consistait en « un côté donateurs et un côté bénéficiaires », nous entrerons bientôt dans une période où l'aide au développement sera assurée en étroite collaboration avec les entreprises du

Étude de cas

La technologie ferroviaire japonaise mise à profit pour construire un corridor de fret entre Delhi et Mumbai (Bombay)

Inde : Projet de construction d'un corridor de fret ferroviaire (phase 1)

Le volume de fret transporté en Inde, pays qui connaît une vigoureuse croissance économique, augmente à un rythme annuel d'environ 15 %. Les réseaux ferroviaire et routier sont donc proches de leurs limites en termes de capacité de transport. Pour remédier à cette situation, le gouvernement indien prévoit de créer un réseau de transport reliant les villes principales aux grands pôles d'activités industrielles du pays. Dans le cadre de ces efforts, il a lancé l'initiative du corridor industriel Delhi-Mumbai, qui permettra de relier Delhi, la capitale, à Mumbai et à son port international. Cette initiative prévoit l'aménagement de tronçons ferroviaires et routiers le long du corridor de fret ouest. La mise en place de cette infrastructure devrait accélérer le développement économique régional, améliorer la logistique et attirer les investissements étrangers.

La JICA va contribuer à la création de ce réseau en soutenant la construction d'un nouveau corridor de fret ferroviaire d'environ 1 500 km entre Delhi et Mumbai. Il s'agit d'un projet phare de la coopération entre le Japon et l'Inde. En mars 2010, l'Agence a signé un accord de prêt d'APD d'un montant approximatif de 90,3 milliards JPY pour la construction des 950 km du tronçon

prioritaire (phase 1 du projet). Les préparatifs progressent, la mise en service étant prévue pour 2016. Un peu partout dans le monde, des projets de construction de systèmes ferroviaires offrant d'excellentes performances environnementales et énergétiques sont en cours ou à l'étude. La JICA peut se prévaloir de nombreuses expériences réussies en Inde, pays auquel elle a octroyé 18 prêts d'APD pour des projets ferroviaires dans quatre grandes villes. Parmi ces projets, citons le métro de Delhi – premier système ferroviaire enregistré au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) dans le monde – et ceux de Kolkata (Calcutta), Chennai (Madras) et Bangalore. Ce projet

de corridor de fret est remarquable à deux égards : d'une part, il sera réalisé grâce au prêt d'APD le plus important consenti à ce jour, et d'autre part, ce sera le premier projet à bénéficier du dispositif STEP (*Special Terms for Economic Partnership* : conditions spéciales de partenariat économique) en Inde. L'utilisation de locomotives électriques haute performance et de systèmes de signalisation et de communication ferroviaires entièrement automatisés intégrant les dernières technologies japonaises permettra de réaliser le transport à grande vitesse de gros volumes de fret dans de bonnes conditions de sécurité, d'efficacité énergétique et de ponctualité.



Le transport à grande vitesse de gros volumes de fret devrait améliorer l'efficacité de la logistique.

secteur privé et des institutions et organisations telles que fondations, institutions universitaires et ONG.

Pour permettre à ces institutions et organisations de s'engager davantage dans le développement, les organismes publics de développement ont une grande responsabilité, à savoir instaurer un cadre propice, notamment mettre en place des infrastructures et moderniser les systèmes et politiques des pays en développement.

L'un des enseignements à ce jour, c'est qu'une croissance durable bénéficiant à tous favorise efficacement le développement et que ce dernier n'est possible qu'avec la coopération de toutes les parties concernées et pas seulement de quelques régions, pays, organisations ou sociétés. Aujourd'hui, le gouvernement japonais met en œuvre l'aide au développement dans le cadre d'une structure « pan-nipponne », avec des ONG et un personnel polyvalents. Reconnue d'une extrême importance, cette démarche reflète en outre les difficultés économiques et budgétaires auxquelles le Japon est confronté aujourd'hui.

Approches transfrontières des problèmes économiques et sécuritaires

Sortie progressive des crises financières et économiques

Les crises financières et économiques qui ont débuté suite aux problèmes liés aux prêts hypothécaires à risque aux États-Unis en 2008 donnent une illustration très parlante des caractéristiques de la mondialisation contemporaine. Commencée dans un seul pays, les États-Unis, la crise financière s'est instantanément propagée à travers la planète pour aboutir à de véritables crises financières et économiques mondiales.

Même si ces crises ont entraîné un très fort ralentissement de l'activité économique, elles n'ont eu qu'un impact limité sur les pays d'Asie, car ces derniers avaient tiré les enseignements de la crise

financière de la précédente décennie dans la région et s'étaient armés en conséquence. Grâce en partie au succès d'actions telles que les politiques d'aide financière et de relance axées sur l'Asie, conduites en collaboration avec la communauté internationale, une reprise économique tirée par l'Asie semble devoir s'affirmer.

Pour que l'Asie, notamment le Japon, puisse être une locomotive de l'économie mondiale, la JICA poursuivra ses efforts en vue de soutenir cette croissance, tout en favorisant une collaboration qui permette aux pays en développement, nations asiatiques comprises, de sortir progressivement des crises financières et économiques, et de parvenir à une croissance durable.

Adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets

Pour que le monde puisse connaître une croissance durable à long terme, il est nécessaire de répondre de manière appropriée aux risques de portée mondiale, tels que le changement climatique.

Pour réduire les risques liés à ce phénomène, il faut prendre des « mesures d'atténuation » telles que la réduction ou le ralentissement des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que la conservation et l'extension des « puits de carbone », notamment les forêts qui absorbent le CO₂, et ce pas uniquement dans les pays développés mais aussi dans les pays en développement. La JICA met en œuvre toute une série de mesures de lutte contre le changement climatique et notamment celles en faveur des « bénéfiques accessoires », qui contribuent à la croissance économique tout en réduisant les gaz à effet de serre.

Le monde entier subit les effets du changement climatique. Cela étant, il est essentiel pour les pays en développement touchés de manière significative de s'adapter à ces effets s'ils veulent parvenir à un développement durable sans en perdre les bénéfices. En particulier,

Étude de cas

Le développement des infrastructures régionales au service de la coopération transfrontalière en Afrique

Afrique : Développement de l'infrastructure régionale

Sur le continent africain, qui compte pas moins de 15 pays en développement enclavés, le déficit d'infrastructures de transport et électriques ainsi que l'inefficacité du système d'échanges commerciaux (et notamment des procédures de dédouanement) constituent de sérieux obstacles à la croissance économique.

Conformément aux engagements pris lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), qui s'est tenue à Yokohama en 2008, la JICA participe à des initiatives axées sur le développement des infrastructures régionales dans les secteurs des transports et de l'énergie, notamment.

Dans le domaine des transports, par exemple, l'Agence contribue à l'intégration économique régionale et à l'amélioration de la distribution intrarégionale via le développement du corridor économique de Nacala. Ce corridor prévoit notamment de relier le Malawi et la Zambie, deux pays privés d'accès à la mer, au port mozambicain de Nacala. Après la construction d'un pont à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe financée par un don, on a

élaboré des lois et formé des effectifs dans le cadre des préparatifs à la mise en place d'un poste frontière à guichet unique (PFGU). Ce dispositif a pour objectif d'accélérer les procédures de passage des frontières.

En décembre 2009, le premier PFGU du continent africain a commencé à fonctionner à Chirundu.

S'agissant de l'interconnexion des réseaux électriques au niveau régional, la JICA soutient la mise en place d'un réseau de transport d'électricité desservant cinq pays du Bassin du Nil (Ouganda, Kenya, Rwanda, Burundi et République démocratique du Congo). Ce projet cofinancé par la Banque africaine de développement (BAfD) devrait améliorer l'efficacité et la continuité de

l'approvisionnement électrique.

La JICA continuera à soutenir activement le développement d'infrastructures régionales afin d'accélérer la croissance économique africaine.



Nouveau terminal de fret au PFGU de Chirundu. La réduction importante des temps d'attente aux frontières devrait avoir de nombreuses retombées positives, comme l'amélioration de la valeur commerciale des produits agricoles due à la baisse des coûts de transport.

pour protéger la vie des personnes vivant dans la pauvreté, il est nécessaire de mettre en œuvre des « mesures d'adaptation » dans des domaines tels que la sécurité alimentaire et la prévention des catastrophes, et d'assurer un approvisionnement en eau régulier.

Le changement climatique est intimement lié à une foule de problèmes dont souffrent les pays en développement et l'on peut affirmer que les mesures de lutte contre ce phénomène sont déterminantes pour leur développement. La JICA est favorable à la politique consistant à promouvoir simultanément les mesures de lutte contre le changement climatique et d'aide au développement. Ces mesures consistent par exemple à créer des infrastructures en prévision des catastrophes naturelles dans les villes côtières d'Asie ou à aider le secteur agricole à surmonter les variations de température et de précipitations.

Ces approches du changement climatique diffèrent des processus de développement suivis dans le passé par les pays développés, aussi sera-t-il nécessaire d'identifier de nouveaux modes de développement.

Mesures environnementales au niveau mondial

—Maintenance de la biodiversité

Les graves menaces pesant sur la biodiversité constituent également un problème environnemental de portée mondiale. Aujourd'hui, on dit l'équilibre du riche écosystème de la planète, qui réunit 1,6 million d'espèces végétales et animales, humains compris, en pleine désagrégation. L'univers des organismes vivants ne connaît pas

de frontières nationales et le monde doit collaborer pour régler les questions de biodiversité, de la même manière que dans la lutte contre le changement climatique. Pour rétablir l'harmonie entre milieu naturel et activités humaines, la JICA adopte une démarche intégrée qui vise à la fois à améliorer la qualité de vie des personnes vivant dans la pauvreté, à concilier conservation et exploitation des ressources naturelles, et enfin à renforcer les capacités des gouvernements et des populations.

Consolidation de la paix

Dans les années 1990, la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest a fait naître l'espoir de sociétés plus stables et plus pacifiques. Au lieu de cela, à la même époque, le monde a vu s'accumuler les conflits violents, en particulier au sein d'un même pays, et les civils en sont souvent les principales victimes. Pour prévenir l'apparition et la récurrence de ces conflits ou pour les résoudre et instaurer une paix durable, il ne suffit pas de solutions exclusivement militaires ou de méthodes telles que la diplomatie, le contrôle des armements et la médiation. C'est d'ailleurs l'une des principales raisons pour lesquelles le rôle de l'aide au développement est particulièrement mis en avant dans les efforts de consolidation de la paix. C'est un moyen de lutter contre les facteurs qui sous-tendent les conflits, notamment les problèmes d'écart entre riches et pauvres et d'inégalité des chances.

Étude de cas

Recours au MDP pour les projets d'électrification rurale dans les pays les moins avancés (PMA)

Bhoutan et Zambie :
Électrification rurale

Le mécanisme de développement propre (MDP) est l'un des instruments établis par le protocole de Kyoto pour lutter contre les changements climatiques. Avec la participation des pays développés, qui se sont vu attribuer des plafonds d'émissions de gaz à effet de serre, des projets permettant de réduire ou d'éviter les émissions sont mis en œuvre dans les pays en développement. Ces projets génèrent des crédits de réduction d'émissions, dont la vente représente une précieuse source de financement pour les pays en développement. Plus de 2 000 projets ont été enregistrés à ce jour par les Nations unies au titre du MDP. Or, les trois quarts d'entre eux se concentrent dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure comme la Chine, le Brésil et le Mexique, et très peu concernent les PMA.

Par conséquent, la JICA a proposé de promouvoir le recours à des projets MDP pour amener l'électricité dans les régions qui en sont dépourvues au sein des PMA, le but ultime étant de faire reculer la pauvreté. Le Bhoutan et la Zambie ont manifesté leur intérêt à cet égard, et avec la coopération de la JICA, ces deux pays ont organisé des séminaires lors de la 15^e conférence des parties qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009

(conférence de l'ONU sur le changement climatique).

Le Bhoutan a toujours privilégié l'hydroélectricité, qui est une source d'énergie renouvelable. Durant le séminaire, le ministre adjoint de l'Environnement de ce pays a lancé un appel pour « approvisionner en hydroélectricité des régions reculées non électrifiées, afin de diminuer la consommation de fioul et de bois de feu, ce qui réduirait les émissions de CO² tout en améliorant les conditions de vie de la population et en faisant reculer la pauvreté. »

Le séminaire zambien s'est déroulé en présence



Le ministre zambien prononce un discours lors d'un événement organisé en marge de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP15) de décembre 2009.

du ministre du Tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles de ce pays, et des cadres dirigeants de la compagnie d'électricité zambienne Zesco. La Zambie s'est engagée à déployer des efforts pour faire enregistrer un projet d'électrification rurale par les Nations unies au titre du MDP.

Afin d'encourager le recours au MDP pour les initiatives d'électrification rurale, la JICA appuiera des efforts favorisant le commerce des droits d'émission, et notamment la création d'une bourse d'échange de crédits carbone.



Transport d'un transformateur le long d'un chemin escarpé (électrification rurale au Bhoutan)

Dans les pays touchés par un conflit, les fonctions de l'État ont disparu et les gouvernements ne peuvent même plus assurer des fonctions élémentaires telles que la garantie de la sécurité publique ou la prestation de services administratifs aux habitants. Très souvent, les populations perdent confiance en leur gouvernement et sont alors exposées à des dangers qui mettent leur existence en péril, comme les conflits armés, l'extrême pauvreté, le terrorisme et les épidémies de maladies infectieuses. En outre, elles sont aussi plus vulnérables face au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Dans des États aussi fragiles, la JICA appuie la reconstruction et la consolidation de la paix par des approches fondées sur le concept de sécurité humaine, dont l'objectif est à la fois de renforcer les fonctions de l'État et de répondre aux besoins des habitants et des communautés. Un soutien comme celui qu'apporte actuellement la JICA constitue un nouveau type de défi, car il est mis en œuvre dans un cadre où la sécurité publique n'est pas assurée.

Pour que les sociétés retrouvent la paix et la prospérité, il est essentiel d'une part d'assurer de façon harmonieuse une « aide humanitaire » qui protège et aide rapidement les individus, et d'autre part de conduire « la reconstruction et le développement » afin de restaurer la stabilité à moyen et à long terme après les conflits. À ce jour, la JICA s'est lancée dans une opération de soutien aussi rapide que possible en fonction de l'évolution politique, sociale et de sécurité publique dans divers pays touchés par un conflit : Cambodge, Timor

oriental, Afghanistan, Irak, Soudan, République démocratique du Congo. Dans le même temps, la JICA veille minutieusement à prévenir les conflits et à ce que l'aide ne favorise pas en fait l'apparition de facteurs sources de conflits, en élargissant ou renforçant les disparités. La JICA a également mis en œuvre un soutien intégrant des éléments qui réduisent autant que possible les facteurs sources de conflits et offrent des perspectives de conciliation et de coexistence.

La JICA souhaite à l'avenir continuer à favoriser les initiatives de consolidation de la paix par le développement.

Sécurité alimentaire

La faim est peut-être encore la première cause de décès dans le monde. Aussi, la production alimentaire ainsi que la garantie d'un approvisionnement régulier en nourriture sont des problèmes essentiels pour nombre de pays en développement. Pourtant, la variabilité de la production agricole liée au changement climatique, conjuguée à la récente flambée des prix de l'alimentation, portent un sérieux coup aux personnes vivant dans la pauvreté. En soutenant le développement agricole et rural des régions qui comptent une population pauvre importante, on peut tisser un filet de protection susceptible de réduire la pauvreté d'un pays tout entier. L'aide à l'agriculture est un élément essentiel pour soutenir la croissance économique des pays en développement en phase d'industrialisation, car elle leur permet de se procurer des devises étrangères grâce à l'exportation de produits

Étude de cas

Approche diversifiée fondée sur des recommandations de politique, la collecte d'informations sur les forêts et la gestion forestière communautaire et participative

Laos : Projet dans le secteur forestier

Le Laos, dont les montagnes occupent 80 % du territoire, possède de vastes étendues de forêts. Hélas, ces dernières années, les pratiques excessives de culture sur brûlis et d'abattage illicite, et la conversion de forêts en terres agricoles ont entraîné la régression du couvert forestier. On a alors commencé à s'inquiéter des effets négatifs de la déforestation sur les écosystèmes. En 2005, le gouvernement du Laos a élaboré une Stratégie forestière à l'horizon 2020 ; celle-ci vise à réduire la pauvreté en fixant des objectifs comme la restauration de la proportion de terres boisées, et la mise en place d'un système durable d'exploitation et de transformation des produits forestiers.

La JICA a appuyé tout un éventail d'initiatives en relation avec les forêts au Laos. Elle a notamment émis des recommandations en matière de politique et de stratégie forestières, et contribué à faire reculer la pratique de la culture sur brûlis en améliorant les conditions de vie de la population et en développant les ressources humaines des secteurs agricole et forestier. Conformément à la Stratégie forestière à l'horizon 2020 et au plan décennal correspondant (lancé en 2009), la JICA met en œuvre un ensemble d'initiatives dont l'élaboration de recommandations

axées sur l'atténuation du changement climatique, la gestion du système d'information forestière et la promotion de la gestion forestière communautaire et participative.

La JICA promeut ces activités par une approche intégrée reposant sur trois piliers : le projet de gestion participative des terres et des forêts pour réduire la déforestation (PAREDD), le projet de développement des capacités du secteur forestier (FSCAP), (coopération technique) et le programme de gestion de l'information forestière (don).

Via le projet PAREDD, la JICA cherche à améliorer les outils de renforcement du soutien communautaire applicables aux systèmes de lutte contre la déforestation, en lançant des activités comme l'élevage de bétail, la pisciculture dulcicole, l'agroforesterie et les cultures fruitières, en étroite collaboration avec le projet FSCAP et le programme de don. Grâce à ces mesures, le projet doit permettre de concilier l'accès à de

nouvelles sources de revenus pour la population et la conservation des forêts. Dans le cadre de ce projet, la JICA réfléchira aux systèmes à mettre en œuvre pour que la réduction des émissions de CO² liée aux efforts destinés à freiner la déforestation profite *in fine* aux communautés locales. Ce projet est mis en œuvre à partir de Luang Prabang dans six provinces du nord du Laos. La JICA s'inspirera des résultats et des données de ce projet pour proposer au gouvernement du Laos des modèles de réduction de la déforestation.



La pratique de la culture sur brûlis dépasse les capacités de régénération de la nature, ce qui provoque la dégradation et la destruction des forêts au Laos.

agricoles. La JICA s'emploie donc à favoriser le développement agricole et rural en vue de soutenir les mesures de prévention de la faim dans les pays en développement. Ainsi, face à l'augmentation rapide des besoins en riz en Afrique, la JICA a lancé la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), en collaboration avec l'ONG Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Démarrée en 2008, la CARD encourage les initiatives visant à doubler la production de riz d'ici 2018 en Afrique subsaharienne (soit de 14 millions à 28 millions de tonnes par an).

Actions d'urgence en cas de catastrophes, aide à la reprise/reconstruction et à la prévention des catastrophes

Le nombre de personnes brusquement frappées par une catastrophe naturelle leur ayant fait perdre tout moyen de subsistance a très fortement augmenté. Ainsi, en 2008, plus de 130 000 personnes ont péri ou ont été portées disparues au Myanmar suite à un cyclone. Environ 70 000 autres ont perdu la vie dans le tremblement de terre au Sichuan en Chine, alors que le tremblement de terre à Haïti en janvier 2010 a coûté la vie à près de 220 000 personnes. Depuis, environ 20 millions de personnes ont été les victimes des ravages sans précédent causés par des inondations de grande ampleur au Pakistan en juillet 2010. Comme le démontrent ces exemples, les catastrophes naturelles détruisent facilement en un instant les moyens d'existence et la vie de nombreuses personnes.

Environ 90 % des morts ou disparus suite à une catastrophe

naturelle dans le monde vivaient dans des pays en développement. Ce taux de pertes élevé provient en particulier du fait que les pays en développement sont mal préparés face aux catastrophes naturelles et que les dommages liés à ces catastrophes ont tendance à se concentrer sur les personnes vulnérables, notamment les pauvres et les personnes âgées. Les catastrophes naturelles, tels les cyclones, devraient à l'avenir être plus nombreux et plus virulents suite au changement climatique. Il est à craindre que les pertes économiques causées par ces catastrophes répétées n'annulent les efforts de croissance des régions en développement qui tentent de sortir de la pauvreté.

L'année 2010 a marqué le 15^e anniversaire du grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji, au Japon. Ce pays a connu toute une série de catastrophes entraînant des dégâts importants, qu'ils soient de nature géophysique, comme les tremblements de terre et les éruptions volcaniques ou de nature météorologique, comme les typhons, les pluies torrentielles, les inondations et les dégâts dus à la neige. Cela étant, le Japon est un pays expérimenté en matière de prévention des catastrophes, avec de nombreuses réalisations dans ce domaine. En s'appuyant sur les enseignements tirés lors des catastrophes passées, le Japon a mis en place des systèmes juridiques adaptés et des installations destinées à la prévention. Assurant une formation et un enseignement dans ce domaine, il a mis sur pied des structures d'intervention d'urgence très bien rôdées en cas de catastrophe. Quelques pays et institutions internationales disposent bien de technologies et de

Étude de cas

Démarrage du projet à grande échelle pour la revitalisation de Kaboul

Afghanistan : Projet visant à promouvoir le développement de la région métropolitaine de Kaboul

Si Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, comptait deux millions d'habitants en 1999, sa population a plus que doublé aujourd'hui, ce qui dépasse largement ses capacités d'absorption démographique. On constate ainsi une intensification de problèmes comme la baisse du niveau de la nappe phréatique, la pollution de l'eau, de l'air et des sols, la multiplication des constructions illégales et la congestion du trafic. Le développement de l'infrastructure et des services de base, et l'amélioration de la qualité de vie sont devenus des enjeux critiques.

Soucieuse de remédier à ces problèmes, la JICA a réalisé l'étude pour l'élaboration du schéma directeur d'aménagement de la région métropolitaine de Kaboul de 2008 à 2009. Cette étude faisait suite à une demande du gouvernement afghan, la reconstruction et le développement de la région métropolitaine de Kaboul apparaissant comme un symbole de l'intégration nationale.

En février 2010, la JICA a conclu un accord avec l'État afghan pour la mise en œuvre du projet de promotion du développement de la région métropolitaine de Kaboul, un projet de coopération technique. Ce projet à grande échelle d'une durée de cinq ans (2010-2014), qui vise à développer les capacités nécessaires

à la réalisation du schéma directeur, est en cours de réalisation. Dans le cadre de ce projet, la JICA soutient l'amélioration des capacités afghanes en ce qui concerne le développement des infrastructures, la revitalisation urbaine et la mise en œuvre de l'aménagement de la

nouvelle ville de Kaboul. La JICA posera des bases solides pour le schéma d'aménagement de la région métropolitaine de Kaboul, en associant à bon escient développement des ressources humaines et amélioration urbaine continue.



Site de la future nouvelle ville de Kaboul (Deh Sabz)

savoir-faire en matière de prévention des catastrophes et d'intervention d'urgence. Le Japon est cependant le seul pays capable d'intégrer toute une gamme de moyens pour fournir un soutien permanent et harmonieux, allant des interventions d'urgence à la reprise et à la reconstruction, en passant par la mise en place de structures de prévention des catastrophes. La JICA considère l'aide qu'elle fournit dans le cadre des interventions et de la prévention contre les catastrophes comme des biens intellectuels que le Japon se doit de communiquer au reste du monde, et elle poursuivra ses efforts dans ce sens pour que ce soutien bénéficie à l'intérêt général au sein de la communauté internationale.

Initiative de réduction de la pauvreté : Contribution à la réalisation des OMD

Avancées en faveur des OMD

Le sommet du Millénaire des Nations unies a réuni 189 nations à New York en septembre 2000. Il reste désormais cinq ans jusqu'en 2015, date butoir convenue pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Élaborés dans la perspective de la déclaration des Nations unies pour le Millénaire, ils forment l'objectif global de la communauté internationale pour le 21^e siècle. Les initiatives conduites

jusqu'ici par les différents pays et institutions ont toutes permis d'avancer dans la réalisation de ces objectifs, à commencer par une réduction de la pauvreté. On espère notamment que le nombre de pauvres dans le monde, qui s'élevait à 1,8 milliard de personnes en 1990, baisse à 920 millions de personnes en 2015. Cela étant, les initiatives ont pris du retard dans d'autres domaines, comme l'accès universel à l'éducation primaire, l'amélioration de la santé maternelle, la prévention des maladies infectieuses et l'approvisionnement en eau potable. Sur un plan régional, les retards sont importants dans les pays fragiles, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

De plus, l'impact de la situation mondiale, notamment les préoccupations concernant l'augmentation de la proportion de personnes souffrant de la pauvreté et de la famine suite aux crises financières et économiques de 2008, ainsi que les effets de ces crises sur la santé maternelle, ainsi que le changement climatique, les conflits et les catastrophes naturelles comme le tremblement de terre à Haïti en janvier 2010, influencent de manière déterminante les progrès effectués en faveur des OMD. Le monde doit donc redoubler d'efforts et se montrer plus résolu que jamais pour atteindre ces objectifs.

Étude
de cas

Promotion de la riziculture en Afrique

Ouganda : Programmes de promotion de la riziculture (Projet de promotion du riz NERICA en Ouganda / Assistance technique au projet de développement durable de l'agriculture irriguée dans l'est de l'Ouganda)

À l'instar d'autres pays africains, l'Ouganda est confronté à la pauvreté et à des pénuries alimentaires. Dans ce pays, les aliments de base traditionnels sont la banane plantain, le maïs et le manioc. Depuis quelques années, la consommation de riz, aliment plus facile à cuisiner que les autres denrées de base, ne cesse d'augmenter, surtout dans les zones urbaines. La demande de riz étant supérieure à la production nationale, les importations ont augmenté, ce qui pèse lourdement sur les réserves en devises étrangères. En revanche, comme le riz se vend plus cher que d'autres aliments de base, sa production permet aux agriculteurs non seulement d'assurer leur propre sécurité alimentaire, mais de percevoir des revenus qui leur permettent de financer des dépenses d'éducation ou autres.

Par rapport à d'autres pays d'Afrique de l'Est, l'Ouganda possède des ressources en eau assez importantes. Cela étant, dans les régions qui offrent une pluviométrie insuffisante ou sont dépourvues de systèmes d'irrigation, le riz ne peut être cultivé dans des rizières comme au Japon. C'est pourquoi le programme de promotion du riz encourage à la fois la culture de riz aquatique dans des rizières, et celle de riz de montagne, cultivé à sec dans des champs.

Dans le cadre de son soutien à la riziculture de montagne, la JICA a détaché des experts chargés de former des chercheurs, acteurs essentiels pour la promotion de la riziculture en Ouganda. Parallèlement, l'Agence mène des actions de promotion du riz NERICA* auprès des cultivateurs,

en leur fournissant les matériels et équipements nécessaires au titre de la coopération technique. Pour ce qui est du riz cultivé dans des rizières, la JICA vise à accroître les rendements dans les régions pilotes de la province orientale en dispensant une assistance technique aux vulgarisateurs et aux petits agriculteurs. Cette assistance porte notamment sur les techniques culturales élémentaires pour le riz de rizière (nivellement des rizières, confection des diguettes, repiquage en ligne des plants, etc.), sur les méthodes d'entretien des canaux d'irrigation et sur l'utilisation de matériels agricoles de base.

La JICA considère l'Ouganda comme le fer de lance des efforts visant à doubler la production rizicole sur le continent africain. Outre les experts, l'Agence envoie des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) afin de promouvoir la diffusion du riz NERICA, et elle contribue à la mise en place du Centre de recherche et de formation rizicoles. Toutes ces activités ont pour but d'élargir la base de la riziculture.

* NERICA (nouveau riz pour l'Afrique) : Variété de riz hybride mise au point en 1992 en croisant des variétés africaines et asiatiques. Ce riz de montagne combine les caractéristiques des riz asiatiques à haut rendement et celles des riz africains, résistants aux maladies et à la sécheresse. Cette variété de riz est appelée à jouer un rôle précieux dans la promotion de la riziculture en Afrique, où cette activité est tributaire de la pluviométrie.



Riz NERICA cultivé sur une parcelle d'essai en Ouganda, avec l'assistance technique d'un expert japonais (Photo : Yuji Shinoda)

Initiatives menées pour atteindre les OMD

Ces dix dernières années (2000–2010) ont marqué une période de forte croissance pour l'économie mondiale. Le PIB mondial, qui se situait environ à 32 milliards USD en 2000, a pratiquement doublé pour atteindre 60 milliards USD en 2010, soit en dix ans seulement. Durant cette décennie, le PIB de l'Asie, hors Japon, a plus que triplé, passant de 3 à 10 milliards USD, une croissance qui a contribué à faire baisser en Asie le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. D'un autre côté, même si le PIB de l'Afrique a augmenté, passant de 0,6 milliard USD en 2000 à 1,6 milliard USD en 2010, il ne représente que 3 % environ de l'économie mondiale. De plus, on n'a pas noté d'amélioration sensible concernant le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne, qui est passé de 56 % en 1990 à 51 % en 2005, et 400 millions de personnes vivent encore avec moins d'un dollar par jour.

On estime que l'Asie doit son extraordinaire développement à toute une série de facteurs, notamment à l'existence de sociétés relativement paisibles et stables, aux infrastructures économiques et aux systèmes juridiques en place, ainsi qu'aux fonds dégagés pour la formation des ressources humaines et le développement. On aura donc fait un pas considérable vers la réalisation des OMD si l'on apporte un soutien approfondi qui garantisse une croissance durable dont tous puissent récolter les fruits.

Depuis les composantes intellectuelles (amélioration des compétences et modernisation des structures par l'aide technique) jusqu'aux composantes matérielles (création d'infrastructures grâce à l'aide financière), la JICA peut apporter aux pays en développement le soutien dont ils ont besoin pour parvenir à une croissance durable et faire en sorte que les fruits de la croissance bénéficient à tous. Dans des régions comme l'Asie, où les PRITS (pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure) sont en augmentation, la JICA assure une aide au développement destinée à

corriger les disparités tout en promouvant la croissance économique.

D'un autre côté, dans des régions comme l'Afrique, avec ses nombreux pays appauvris, la JICA fournit une aide destinée à éliminer les obstacles à la réduction de la pauvreté et à instaurer une croissance équitable et durable, tout en s'appliquant à soutenir les services sociaux de base, comme l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'eau potable. C'est par des efforts de ce type que la JICA souhaite à l'avenir participer encore plus à la réalisation des OMD.

L'Afrique devrait continuer à avoir besoin d'aide même une fois ces objectifs atteints, en 2015. Outre les problèmes classiques liés aux OMD, des questions publiques de portée mondiale comme le changement climatique et la biodiversité seront au centre de l'intérêt général. Les actions seront probablement aussi axées sur le rétablissement de la paix par une croissance équitable et une réduction permanente de la pauvreté. Une aide sera fournie aux États fragiles tout au long du processus. Consciente des enjeux de la coexistence, la JICA continuera de tout mettre en œuvre pour atteindre les OMD.

Initiatives en Afrique subsaharienne

Aux termes du rapport 2009 des Nations unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le continent africain, notamment l'Afrique subsaharienne, serait selon toute probabilité le seul continent incapable d'atteindre la plupart des OMD si la tendance se confirmait. À l'opposé, sur les 18 objectifs, l'Asie du Sud-Est devrait en atteindre 9 et le nord de l'Afrique 11. Le développement de l'Afrique semble donc crucial, même sur le plan des progrès en faveur des OMD par rapport à d'autres régions.

Comme il a été établi à Yokohama en mai 2008 lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, la stratégie japonaise d'aide à ce continent s'articule autour de trois axes : « encourager la croissance économique », « réaliser les OMD » et « traiter

Étude de cas**Une équipe médicale soutient la prestation de soins au niveau régional, sur un territoire largement dévasté****Haïti : Catastrophe sismique**

À 4 h 53 le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7 s'est produit à environ 25 km à l'ouest-sud-ouest de Port-au-Prince, la capitale haïtienne. La proximité de l'épicentre explique en partie l'ampleur des dégâts provoqués dans la capitale. Le bilan de cette catastrophe fait état de 222 517 morts, 310 928 blessés et de plus de 3 millions de sinistrés.

À 11 h du matin le 14 janvier, le gouvernement japonais décidait d'envoyer une équipe d'évaluation sur place ; cette équipe s'est envolée le jour même. Le 15 janvier, en réponse à une demande du gouvernement haïtien, le Japon entreprenait de détacher sur les lieux de la catastrophe une équipe médicale appartenant au réseau des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR). Partie le 16 janvier, cette équipe commençait le 17 son activité dans les locaux d'une école de soins infirmiers de Léogâne, ville située

à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale. En l'espace de huit jours, cette équipe a dispensé des soins à 534 personnes, souffrant pour la plupart de blessures graves. En collaboration avec d'autres équipes étrangères, elle a dispensé des soins médicaux dans toute la région. Il est intéressant de noter qu'en réponse aux demandes d'équipes venues d'autres pays, le personnel médical japonais a joué un rôle important en effectuant de nombreux diagnostics à l'aide de systèmes de radiographie numérique et d'échographie.

Des opérations de maintien de la paix (OMP) ont été déployées par les Nations unies en Haïti, le pays étant aux prises avec des problèmes de sécurité. L'équipe médicale japonaise a toutefois pu mener à bien sa mission, sous la protection de soldats sri lankais et canadiens.

Compte tenu des besoins d'aide médicale à long terme après l'achèvement de la mission des JDR, l'aide dans ce domaine a été confiée aux forces d'autodéfense jusqu'au 13 février.



Enfant venant de subir un examen médical, dans les bras d'une infirmière

des questions d'environnement et du changement climatique ». En Afrique subsaharienne, la JICA intensifie ses initiatives en vue de réaliser les OMD et fournit à cet effet un soutien qui parvient régulièrement à la population locale et donne des résultats concrets. Mais ces dernières années, les progrès déjà accomplis dans cette région ont été enrayerés par les effets préjudiciables des crises alimentaires, financières et économiques. Cela confirme combien il est important pour atteindre les OMD de soutenir la croissance économique, ainsi que le développement social (éducation : OMD 2, soins de santé : OMD 4, 5 et 6). La JICA œuvre pour une croissance globale en développant les infrastructures essentielles et en soutenant l'agriculture, notamment la riziculture.

La JICA ne peut faire face seule aux énormes problèmes de l'Afrique subsaharienne. Aussi, il lui est indispensable de collaborer avec d'autres institutions pour créer des synergies conduisant à une aide efficace et rationnelle sur le terrain. Le processus de la TICAD a été organisé conjointement par les Nations unies, le Programme de développement des Nations unies (PNUD) et la Banque mondiale. Pour atteindre l'objectif fixé en commun, à savoir le développement de l'Afrique par la concrétisation des OMD, la JICA plaide pour une action concertée fondée sur une collaboration

qui tienne compte des avantages respectifs de chaque partenaire sur le terrain.

Collaboration avec les entreprises ciblant le marché à la « base de la pyramide » (BoP) (activités BoP, microfinance)

On dit que le BoP (base de la pyramide), qui regroupe les personnes vivant avec moins de 3 000 USD par an compterait environ 4 milliards d'individus. Ces dernières années, les représentants de ce segment sont au cœur de toutes les attentions, et les entreprises privées se sont efforcées de conduire des activités à leur intention. Dans l'économie BoP, on considère que ce segment est composé de consommateurs potentiels faisant également partie de la chaîne de valeur, et les entreprises fournissent aux membres de ce segment des produits et services en utilisant diverses méthodes commerciales. Les activités BoP devraient avoir une influence positive sur le développement et apporter des améliorations, notamment sur la vie des membres du segment BoP, et ce grâce aux produits et services fournis par les entreprises ainsi qu'à l'ouverture de nouveaux débouchés pour l'emploi et les nouvelles entreprises.

Étude
de cas

Programme de soutien aux groupes socialement vulnérables

Thaïlande : Projet de renforcement des équipes pluridisciplinaires pour la protection des victimes de la traite des êtres humains

Selon une étude, près de 800 000 personnes à travers le monde sont victimes chaque année d'un commerce transfrontalier d'êtres humains ; 30 % d'entre elles sont originaires de la région Asie-Pacifique. Beaucoup de ces victimes sont âgées de moins de 18 ans. Exploitées le plus souvent à des fins de prostitution ou de travail forcé, elles sont en outre très exposées à des maladies comme le VIH/sida. La Thaïlande connaît de nombreux cas de commerce humain depuis les années 1980, du fait de sa situation géographique et des disparités économiques avec les pays environnants.

La Thaïlande est à la fois un pays d'origine, de transit et de destination pour le trafic des personnes. Les victimes de la traite originaires de Thaïlande sont emmenées vers des pays et régions comme le Japon, le Moyen-Orient, les États-Unis et l'Europe. La Thaïlande est aussi une destination pour les personnes qui font l'objet d'un commerce humain en provenance du Laos, du Cambodge, du Myanmar et du Vietnam. En tant que pays de transit, elle voit passer des victimes sud-coréennes ou malaisiennes. La situation dans ce domaine est donc très compliquée. Ce fléau doit être traité comme un problème de développement dépassant les frontières nationales.

Pour lutter contre la traite des êtres humains, il faut adopter des mesures intégrées de prévention, de protection des victimes et de poursuite des trafiquants. La

JICA mène des initiatives centrées sur la protection des victimes (identification des victimes, fourniture d'un logement et de soins, appui à la formation professionnelle, réhabilitation et réinsertion sociale).

En 2008, le gouvernement thaï a élaboré une loi sur la lutte contre la traite des personnes et, en collaboration avec les gouvernements, les ONG et les institutions internationales, a mis sur pied une équipe pluridisciplinaire (EPD) pour lutter de manière intégrée contre le trafic des êtres humains.

La JICA, qui participe à cette initiative, met en œuvre un projet de coopération technique visant à renforcer les fonctions de l'EPD afin d'aider plus efficacement les victimes de la traite. Parmi les principales activités, citons les ateliers et formations pour les membres de l'EPD, la valorisation des gestionnaires de cas, la mise en place de réseaux et le partage d'informations avec les pays de la région du Mékong et le Japon sur l'approche pluridisciplinaire en Thaïlande.



Formation professionnelle pour la réhabilitation et l'autonomisation des enfants protégés.

La JICA collaborera étroitement avec les entreprises privées japonaises qui s'efforcent de lancer des activités susceptibles d'atténuer les problèmes de développement du segment BoP, de sorte à pérenniser ces activités et à en renforcer les bénéfices pour le public concerné. Par ces efforts, l'Agence espère pouvoir contribuer au développement économique et social des pays en développement, ainsi qu'à la réalisation des OMD, et de ce fait réduire la pauvreté.

Comme elles n'ont pas les sûretés et garanties nécessaires pour obtenir un financement, de nombreuses personnes du segment BoP ont des difficultés à obtenir des services financiers, notamment des comptes de dépôt, des prêts et des services de transferts d'argent. La croissance du secteur de la microfinance est alimentée par le développement et la mise à disposition des services requis par les personnes appartenant au segment BoP. Comme le montre le succès de la Grameen Bank, qui propose des prêts à faible taux, octroyés

sans garantie de couverture, il y a de bonnes raisons d'espérer que la microfinance puisse éviter à certaines personnes de tomber dans la spirale de la pauvreté et en aider d'autres à la quitter.

Les activités BoP et la microfinance sont des initiatives qui devraient à l'avenir contribuer de manière significative à la réalisation des OMD. Malgré tout, ces activités comportent des risques importants, justement parce qu'elles ciblent le segment BoP dans les pays en développement. Une démarche conjointe de partenariat public-privé s'avère nécessaire si l'on veut pouvoir offrir à l'avenir aux personnes du segment BoP les services dont ils ont besoin et aux prix appropriés. La JICA renforcera ses partenariats avec les entreprises du secteur privé et les ONG intervenant dans le cadre de ces activités, en mettant en place des structures, en formant des ressources humaines et en favorisant l'aide financière.

Étude de cas

Appui à la création d'une université d'inspiration japonaise pour les sciences et la technologie

Égypte : Projet de création de l'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST)

Créée en 2009 par le gouvernement égyptien avec l'appui du Japon, l'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST) s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Égypte pour promouvoir la diffusion des connaissances dans ces disciplines. La JICA a appuyé la mise en place et le fonctionnement de cette université nationale via un projet de coopération technique (projet E-JUST).

En Égypte, les universités nationales sont surpeuplées (chaque établissement compte plus de 100 000 inscrits) et manquent cruellement de locaux et d'équipements ; dans tout le pays, l'environnement de recherche et d'enseignement des filières scientifiques et technologiques (sciences de l'ingénieur) est inadapté. Pour améliorer cette situation, le gouvernement égyptien a créé l'E-JUST, appelée à jouer un rôle clé dans le domaine des sciences et de la technologie. Cette université s'inspire du modèle japonais :

petit nombre d'étudiants par cours, priorité à l'enseignement de troisième cycle et enseignement organisé autour des laboratoires de recherche. La JICA a commencé à déployer une aide en faveur de l'E-JUST en 2008.

Dans le cadre de son soutien à l'E-JUST, la JICA a formé un consortium constitué de 12 universités japonaises nationales et privées.* Via ce consortium, des membres d'universités japonaises ont été détachés auprès de l'E-JUST et inversement, des universitaires égyptiens ont été accueillis par des établissements japonais dans le cadre de programmes de bourses. Cette approche doit permettre à la JICA et au consortium de promouvoir une meilleure compréhension du système japonais d'enseignement de l'ingénierie, et de renforcer les capacités égyptiennes en ce qui concerne le fonctionnement des laboratoires de recherche et la gestion des départements.

Certaines des 12 universités nippones ont été sélectionnées en tant que « principale université partenaire » pour

soutenir l'un des sept programmes (Électronique et ingénierie des communications, Mécatronique et ingénierie robotique, Ingénierie énergétique et environnementale, Science et ingénierie des matériaux, Génie industriel et gestion des systèmes, Génie chimique et pétrochimie, Génie informatique)

L'E-JUST a commencé à accueillir des étudiants en février 2010. Mohammed Sallam, qui se spécialise en mécatronique et ingénierie robotique, explique : « Les cours sont centrés sur des expériences et je me réjouis de pouvoir acquérir autant de connaissances par la pratique. » De son côté, Hiroyasu Iwata, professeur associé à l'Université de Waseda, nous confie ses espoirs : « Les étudiants absorbent le savoir avec avidité, comme des éponges. J'aimerais qu'ils puissent acquérir des connaissances leur permettant de combiner d'une manière organique la théorie et le *monozukuri* (littéralement « processus de fabrication », désigne l'excellence en production). »



Recherche scientifique et applications technologiques de Mubarak City, site du campus provisoire de l'E-JUST



Des enseignants d'université japonais et égyptiens donnent des conseils pour un séminaire de la filière Électronique et ingénierie des communications.

* Institut de technologie de Tokyo, Universités de Waseda, de Kyoto, de Kyushu, du Hokkaido, du Tohoku, de Tokyo, de Keio, de Nagoya, de Ritsumeikan et d'Osaka, Institut de technologie de Kyoto.

Le rôle que devrait tenir la JICA

Auparavant centrées sur les différents pays, les garanties en terme d'économie et de sécurité, ainsi que la situation des affaires publiques, connaissent actuellement une évolution radicale, car les relations d'interdépendance et de complémentarité mutuelles s'intensifient dans le monde entier aux plans national et communautaire. La JICA répondra de manière adaptée à ces évolutions et aux attentes des individus. Pour accomplir cette mission, elle s'emploiera avec la plus grande énergie à promouvoir les initiatives décrites ci-après, en plus des actions conduites jusqu'à aujourd'hui.

Les attentes placées dans la JICA

Des démarches globales et universelles bénéficiant à toute la population

La JICA est l'un des rares organismes d'aide dans le monde capable d'intégrer à la fois la planification et la mise en œuvre de projets de coopération technique et des projets d'aide financière.

Pour planifier et mettre en œuvre un projet de développement, il est essentiel de respecter un bon équilibre entre ses éléments constitutifs (personnes, matériels et capitaux). Cela suppose de former des ressources humaines, d'élaborer des politiques et des systèmes d'organisation, de mettre en place des infrastructures et enfin de trouver des fonds pour les

programmes. La JICA est capable d'assurer tous les aspects de ce type d'aide. En outre, les expériences acquises et les réseaux (d'information) mis en place au cours de longues années d'engagement dans les projets de développement sont des ressources que la JICA peut partager avec ses divers partenaires. Exploitant les ressources ainsi accumulées, la JICA apporte une aide combinant de manière organique des améliorations politiques et systémiques avec la mise en place d'une infrastructure. Elle favorise en outre la coopération de sorte à ce que toute la population bénéficie des résultats du développement. Parallèlement, elle s'attache à renforcer les capacités de transmission des informations des institutions du Japon, à commencer par l'Institut de recherche de la JICA, et s'efforce de partager ses diverses expériences du développement avec un large éventail de partenaires au Japon et à l'étranger.

La JICA a été l'un des thèmes débattu lors du processus d'examen du budget du gouvernement japonais par l'Unité de revitalisation du gouvernement en 2009. Même s'il a été demandé à la JICA d'être plus efficace dans la mise en œuvre des programmes et dans les méthodes opératoires de l'organisation, le processus d'examen a permis de confirmer qu'il n'y avait aucun problème quant au rôle et à l'importance des différents programmes de la JICA. Cette dernière continuera donc d'assumer avec conviction les missions qui lui ont été confiées et de rehausser l'efficacité de

Étude
de cas

Du charbon au gaz naturel – Lancement de systèmes de cogénération à haut rendement

Chine : Projet d'amélioration de l'environnement à Pékin

La Chine, dont la demande énergétique augmente à mesure que l'économie se développe, serait aujourd'hui le premier émetteur mondial de CO². En particulier, ce pays consomme d'énormes quantités de charbon, lequel pollue l'atmosphère et engendre des phénomènes comme les pluies acides. Le gouvernement chinois s'emploie à réduire les émissions de CO² et d'autres polluants en abandonnant les générateurs au charbon au profit d'autres systèmes alimentés par des énergies propres (gaz naturel).

Afin de soutenir les efforts de la Chine dans ce sens, la JICA a octroyé en 2002 un prêt d'APD pour le projet d'amélioration de l'environnement de Pékin, qui cible des zones industrielles et résidentielles au sein de la zone électronique de Pékin, dans le nord-est de la ville. Dans cette région, de nombreuses petites centrales au charbon vétustes mais encore en activité étaient l'une des principales sources de pollution atmosphérique de la capitale. Avec la collaboration d'entreprises japonaises maîtrisant des technologies énergétiques avancées, le gouvernement chinois a lancé la première installation de cogénération au gaz naturel à Pékin (gaz naturel à cycle combiné : la chaleur issue de la production d'électricité est récupérée et réutilisée). Non seulement cet équipement fournit de l'électricité, mais il alimente en eau

chaude les industries et les habitations de la région environnante. Cette installation de cogénération est devenue opérationnelle durant l'hiver 2008, ce qui a permis de fermer 102 des 108 centrales au charbon, et de réduire ainsi la consommation de charbon de 300 000 tonnes et les émissions de CO² de 200 000 tonnes par an.

Ji Peng, président du gouvernement populaire

municipal de Pékin, qui met en œuvre ce projet, s'est montré enthousiaste : « Je suis impressionné par le niveau des technologies énergétiques japonaises, et par la diligence et l'intégrité des Japonais. Je souhaite étendre à d'autres régions l'adoption de systèmes de cogénération en utilisant ce projet comme modèle. »



Nouvelle installation de cogénération. Afin de réduire les nuisances sonores produites par cette installation pour les riverains, la turbine à gaz a été enfermée dans un grand boîtier (en bas à droite).

ses programmes et de son organisation.

Développement en collaboration avec les entreprises privées

Les besoins de développement des pays en développement sont énormes. Or, les fonds de l'APD représentent actuellement seulement 17 % environ des apports de capitaux à ces pays, ceux-ci étant constitués à plus de 80 % par des fonds privés. Comme l'indiquent ces chiffres, il n'est pas possible de répondre aux besoins financiers des pays en développement avec les seuls fonds de l'APD. D'un autre côté, lorsque l'on considère que les fonds privés se taillent la part du lion des apports de capitaux aux pays en développement et contribuent considérablement au développement de chacun d'eux, une approche apparaît souhaitable : faire en sorte que l'APD et le secteur privé s'entendent pour mettre en place des partenariats constructifs, donner plus d'efficacité au développement et accélérer la croissance. Les entreprises ont elles aussi des attentes envers les gouvernements des pays en développement. Elles concernent la réduction du risque commercial et les activités qu'elles peuvent mener si ces mêmes gouvernements prennent à leur charge une certaine partie du risque commercial et des coûts. C'est pourquoi des méthodes du type partenariat public-privé (PPP) sont utilisées dans le monde entier et que des structures pour régler les problèmes de développement dans les pays en développement sont mises en œuvre dans le cadre de la collaboration public-privé. Ce mouvement est appelé à se renforcer et à s'étendre à l'avenir.

Compte tenu de ce contexte, la JICA continuera de promouvoir la collaboration avec les entreprises du secteur privé, ainsi que les organisations économiques et industrielles. Elle continuera par ailleurs de soutenir grâce à la collaboration public-privé les activités engagées par le secteur privé, notamment les activités BoP et les partenariats public-privé (PPP) qui contribuent à l'essor des pays en développement. Parallèlement, l'Agence met en œuvre différents types de programmes devant permettre d'établir un environnement propice à l'investissement dans les pays en développement. Cet environnement doit favoriser les investissements directs étrangers (IDE) d'entreprises japonaises, élargir les opportunités et notamment favoriser le commerce de produits de pays en développement, et enfin soutenir les activités liées à la responsabilité sociale d'entreprise (RSE).

Aide dans le domaine des sciences et de la technologie

Les progrès scientifiques et technologiques, ainsi que l'innovation technique sont des éléments indispensables à la croissance. Afin d'instaurer un développement durable, la JICA s'attache à promouvoir le développement des ressources humaines spécialisées dans les sciences et la technologie. Elle s'emploie aussi à mettre en place un réseau d'instituts d'enseignement supérieur dans ces domaines, notamment par le biais du Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net) et de l'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST). Au cours de l'exercice 2009, des projets ont été lancés avec succès dans le cadre du Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) et du programme d'« Envoi de chercheurs en sciences et technologie » (envoi d'experts individuels). La

JICA continuera de soutenir les sciences et la technologie de manière proactive en faveur d'une croissance durable, en se concentrant essentiellement sur les technologies environnementales et d'économie d'énergie, des domaines dans lesquels le Japon est plus avancé que les autres pays en termes de technologies et d'expérience.

Liens avec les nouvelles stratégies de croissance – Croissance conjointe avec l'Asie suivant le principe de prospérité mutuelle

Figurant parmi les « nouvelles stratégies de croissance » du gouvernement japonais, la « stratégie économique tournée vers l'Asie » est l'un de ses axes stratégiques. Cette stratégie veut que l'exploitation des technologies et du savoir-faire uniques du Japon permette de résoudre les problèmes de l'Asie et la conduise vers un développement encore plus dynamique et plus durable, même si elle a déjà connu une prodigieuse croissance économique ces dernières années. Cette stratégie se fonde en outre sur les concepts inscrits dans le principe de prospérité mutuelle, en vertu duquel le Japon profite également de la dynamique de l'Asie et l'accompagne dans sa croissance.

Principale illustration de cette démarche, nombre de grandes villes d'Asie souffrent de la pollution et d'une détérioration de leurs fonctions urbaines. Face à cette situation, le Japon peut contribuer à la construction de villes fonctionnelles à faibles émissions de CO², en s'appuyant sur ses remarquables technologies en matière d'environnement et d'infrastructure urbaine, ainsi que sur son savoir-faire en matière de développement et d'exploitation de systèmes divers et variés. Le Japon dispose d'ailleurs des technologies et du savoir-faire requis pour « mettre en place des infrastructures intégrées » qui combinent des infrastructures matérielles et immatérielles, et qui permettent de relancer la circulation et les mouvements de personnes, de biens, de capitaux et d'informations dans le cadre de l'intégration économique de l'ANASE. Le Japon dispose enfin des technologies et du savoir-faire requis pour aider à réaliser des systèmes encore plus élaborés et qui intègrent des dispositifs liés aux procédures en douane, aux droits de propriété intellectuelle et aux normes d'homologation.

Avec ses connaissances et ses réseaux, la JICA peut contribuer à jeter les bases d'une croissance dynamique et durable pour l'Asie, qui contribuera à son tour à conserver toute sa vitalité à l'économie et à la société japonaises. L'établissement de relations « gagnant-gagnant » de ce type s'inscrit dans les aspirations de la JICA.

Vers un Japon ouvert – L'internationalisation et la dynamisation de la société japonaise

Dans le monde profondément interdépendant qui est le nôtre aujourd'hui, si le Japon veut continuer à profiter des avantages de la mondialisation et assumer ses responsabilités, il lui sera plus que jamais nécessaire de poursuivre la coopération internationale aux niveaux du gouvernement, du secteur privé et de la population. La JICA définit la promotion de la participation du public comme « l'une de ses initiatives visant à soutenir et encourager les activités de coopération internationale de la population japonaise en tant que passerelle reliant le Japon aux pays en développement ». La JICA, qui souhaite que la coopération internationale devienne une partie intégrante de la culture japonaise,

soutiendra l'enseignement lié au développement dans les écoles et les associations de citoyens, et mettra en place des réseaux collaboratifs. Ces actions visent non seulement à favoriser l'internationalisation de la société japonaise, plutôt autocalmée, mais elles contribuent aussi à la dynamiser. Cela suppose d'encourager les échanges grâce à des réseaux humains plus larges, d'étendre les marchés d'exportation pour les biens produits localement, de rendre publiques les technologies en gestation et d'opérer leur transfert à l'étranger.

Dans le cadre du programme des volontaires japonais, plus de 40 000 personnes ont été détachées à l'étranger depuis 1965. Tout au long de leurs activités, les volontaires travaillent main dans la main avec la population locale et apprennent à s'ouvrir davantage sur le monde, à prendre plus conscience de divers problèmes et à renforcer leurs capacités

de communication. La réévaluation de la société japonaise par le prisme international leur permet en outre de redécouvrir les points forts du Japon, d'avoir une meilleure vision des questions posant problème et d'être réellement ouverts sur l'international à leur retour au Japon. La JICA aspire à poursuivre ce programme en tant qu'initiative pratique servant de base à l'ouverture du Japon sur l'extérieur.

Le chemin à suivre par la JICA pour une nouvelle aide au développement

Adaptation à un cadre mondial diversifié et à l'expansion des partenariats

Le système de Bretton Woods et le G8, qui sous-tendaient le système financier et l'économie du monde, ont connu en 2008 des évolutions

Étude de cas

Nouvelle approche de la coopération internationale

Coopération triangulaire via le programme de partenariat Japon-Brésil (JBPP)

La coopération économique du Japon en faveur du Brésil a débuté en 1959. Elle a bénéficié à un large éventail de secteurs, dont l'agriculture, la santé et la protection de l'environnement. Après avoir atteint un bon niveau de développement économique, le Brésil a commencé à apporter une aide à d'autres pays en développement d'Amérique latine et des Caraïbes, aux pays lusophones d'Afrique et au Timor oriental¹ (également lusophone) dans la seconde moitié des années 1980. Ces efforts relevaient de la coopération Sud-Sud : des pays en développement soutiennent d'autres pays en développement. Parallèlement à cette démarche Sud-Sud, le Japon et le Brésil ont mis en place dès 1985, le premier système de coopération triangulaire, via le programme de formation pour les pays tiers (PFPT).

En mars 2000, les gouvernements japonais et brésilien se sont entendus pour instaurer le programme de partenariat Japon-Brésil (JBPP), afin de continuer à capitaliser sur les réussites obtenues durant les longues années de coopération et de partenariat entre ces deux pays. Par la mise en place du JBPP, les deux pays réaffirmaient leur engagement et leur volonté de promouvoir plus avant la coopération triangulaire via des instruments comme le projet de coopération conjointe, le programme de formation pour les pays tiers², le programme de formation pour les pays tiers³, et le séminaire/atelier conjoint. En 2007, le premier projet de coopération conjointe dans un pays bénéficiaire a débuté en Angola ; il s'agissait d'une formation destinée à renforcer les capacités de l'hôpital Josina Machel.

1. Après l'accession à l'indépendance de ce pays

2. Ce programme a été intégré au programme de formation pour les pays tiers (PFPT) en 2009. Tous les programmes de formation relèvent aujourd'hui du PFPT.

3. Le programme de formation pour les pays tiers a été intégré au JBPP en 2007.

Mise en œuvre du programme de partenariat avec 12 pays

Le programme de partenariat offre un cadre permettant aux pays en développement ayant réussi leur décollage économique grâce à la coopération du Japon de collaborer ensuite avec ce pays pour fournir une aide à d'autres pays en développement. Dans de nombreux cas, le pays qui apporte une aide et celui qui en bénéficie ont une langue, un contexte historique et culturel, et des processus de développement communs ou similaires, ce qui améliore grandement l'efficacité et l'efficience de l'aide.

Pour l'heure, le Japon a conclu des programmes de partenariat avec 12 pays, dont le Brésil, Singapour et l'Égypte ; la JICA mène des activités de coopération conjointe avec chacun de ces pays dans le cadre du programme de partenariat.

La mise en œuvre du PFPT a toujours fait partie des attributions de la JICA. Durant l'exercice 2009, la formation pour les pays tiers a bénéficié à 3 406 personnes dans 117 pays, le Brésil ayant accueilli 132 personnes issues de 23 pays. Seul pays hôte du PFPT à former des stagiaires venus des trois régions (Amérique latine, Afrique et Asie), le Brésil est devenu l'un des plus grands pays hôtes au monde en matière de formation pour les pays tiers.

Depuis le lancement de projets conjoints en 2007, le Japon et le Brésil ont entrepris de façon sélective des initiatives de partenariat prioritaires, centrées sur ces « projets conjoints », à fort impact sur le développement des pays bénéficiaires. Pour l'élaboration de ces projets, la JICA s'appuie sur les séminaires conjoints et le PFPT. En associant de façon optimale les ressources humaines et financières des deux pays, la JICA entend offrir une coopération encore plus efficace et innovante.

Format de la coopération pour le programme de partenariat (à partir de 2010).

Projet de coopération conjointe

Coopération technique sous forme de projets faisant appel à des ressources issues des deux pays (experts du Japon et des pays partenaires, formation au Japon et dans les pays partenaires, fourniture des équipements nécessaires, etc.).

Programme de formation pour les pays tiers (PFPT)

Il s'agit d'un système de coopération triangulaire classique. Les techniciens de pays en développement sont formés dans un pays partenaire (un autre pays en développement qui apporte son aide). Les coûts de mise en œuvre sont partagés, conformément au système prévu par le programme de partenariat, et le Japon travaille conjointement avec le pays partenaire à la planification, à la mise en œuvre des cours, au suivi et à l'évaluation.

Séminaire/atelier conjoint

Ces séminaires ou ateliers ayant lieu dans les pays bénéficiaires et/ou les pays pivots sont organisés conjointement par le Japon et les pays partenaires. Des experts des deux pays y participent, et les coûts de mise en œuvre sont partagés par le Japon et les pays partenaires.

Extension de la coopération dans le cadre du JBPP

Important pays d'Amérique du Sud, le Brésil entretient des relations amicales non seulement avec les autres pays latino-américains, mais avec les pays africains, surtout lusophones. Dans le cadre de la coopération internationale, outre cet avantage linguistique, le Brésil s'est développé dans des conditions assez semblables à celles que connaissent aujourd'hui les pays bénéficiaires de son aide. Il est donc à même de fournir et de transférer des technologies dans un format facilement adaptable aux pays bénéficiaires. De plus, ce pays possède une expérience du développement de capacités dans un large éventail de secteurs, grâce aux longues années de coopération bilatérale avec le Japon. Le transfert de cette expérience vers d'autres pays par le biais du JBPP est tout à fait judicieux.

majeures suite au « choc Lehman ». Aujourd'hui, il est difficile d'élaborer des mesures efficaces en faveur du système financier et économique mondial sans la participation des nations du G20. Les préoccupations sécuritaires viennent s'ajouter aux problèmes économiques. Rien n'indique en effet un recul de la prolifération des armes nucléaires et des conflits régionaux. D'aucuns demandent même une révision de la structure du Conseil de sécurité des Nations unies.

Les problèmes liés à l'environnement et au changement climatique, les questions d'alimentation et de sécurité énergétique, les difficultés financières et économiques, ainsi que l'omniprésence des maladies infectieuses, cet héritage du passé consécutif aux progrès industriels menace aujourd'hui directement l'humanité. Ces problèmes transcendent les frontières nationales et peuvent frapper en un instant le monde entier.

La mondialisation a très rapidement touché les économies et les biens publics. Dans le même temps, les organisations et les intervenants ayant des intérêts directs et exerçant une influence dans ces domaines se sont diversifiés. Or, la gouvernance censée fonctionner à l'échelle mondiale n'a pas été à même d'accompagner efficacement ces changements, et c'est là l'un des principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

Dans ce contexte, pour parvenir à un monde meilleur, chaque pays ne devra plus se concentrer uniquement sur ses intérêts nationaux directs à court terme, mais engager des actions qui prennent également en considération les intérêts internationaux. En assumant cette responsabilité au travers de la coopération internationale, la JICA contribuera effectivement à la « poursuite d'intérêts internationaux » concernant

Collaboration des gouvernements japonais et brésilien en faveur de l'Afrique

À travers le déploiement de cette aide technique à partir du Brésil, on mise aussi beaucoup sur les ressources humaines japonaises, qui possèdent des compétences techniques de pointe. En associant de manière organique les technologies et les connaissances spécialisées des deux pays, on peut accroître l'impact en termes de développement.

Les pays bénéficiaires et le Brésil placent également leurs espoirs dans une gestion englobant l'élaboration des projets, la gestion de la mise en œuvre des programmes de formation et le suivi/évaluation. En transmettant son savoir-faire en matière de gestion de la coopération internationale, la JICA souhaite aider le Brésil à devenir un partenaire de développement plus important, et elle compte promouvoir plus avant l'aide au développement s'appuyant sur la coopération triangulaire.

Premier projet de coopération conjointe Japon-Brésil dans un pays bénéficiaire Formation pour le renforcement des capacités de l'hôpital Josina Machel, en Angola

Dès 2007, des experts brésiliens intervenant comme instructeurs et superviseurs ont dispensé des formations auprès de 750 professionnels de santé de deux hôpitaux de référence et de 13 centres de santé. Ces formations se sont déroulées sur trois ans dans les locaux de l'hôpital Josina Machel – l'établissement de référence en Angola –, réhabilité via des dons du gouvernement japonais. Le programme comprenait quatre formations, portant notamment sur les soins infirmiers, la gestion hospitalière (y compris la gestion et l'entretien des équipements), et les technologies de laboratoire d'analyse et de radiologie.

Un point de vue local

Ritsuko Tanida RN
Institut de cardiologie de l'Université de Sao Paulo
Étant d'ascendance japonaise, je suis très honorée d'avoir été choisie comme expert pour représenter les gouvernements japonais et brésilien. La théorie peut s'apprendre n'importe où, mais il n'est pas possible d'acquérir des compétences techniques sans passer par la pratique. À l'avenir, mon sens

des responsabilités m'incite à poursuivre mes efforts en faveur de l'amélioration des services de santé en Angola. (2008)



Programme de formation pour les pays tiers (PFPT)

Formation internationale sur les technologies et systèmes agroforestiers

Cette formation est mise en œuvre depuis l'exercice 2006 par le Centre de recherche agroforestier de l'Amazonie orientale de la Société brésilienne de recherche en agronomie (EMBRAPA CPATU). Sur une période de cinq ans, elle a permis de former environ 75 techniciens de pays panamazoniens, et presque autant de techniciens brésiliens vivant dans la région amazonienne. L'agroforesterie est parfois décrite comme une « forme d'agriculture qui crée des forêts ». Cette forme d'agriculture a donné de bons résultats au sein d'une communauté de descendants d'émigrés japonais dans la ville de Tomé-Açu (État du Pará). Un projet de la JICA fondé sur une coopération Japon-Brésil a permis de relever les niveaux technologiques. Les technologies employées ont suscité de nombreux éloges dans le monde entier. Dans le cadre du JBPP, le Japon et le Brésil travaillent de concert à la promotion d'initiatives visant à protéger les forêts tropicales humides de la planète. Les efforts sont centrés sur l'initiative citée plus haut – une formation internationale sur la surveillance des forêts tropicales par satellite, et une formation à la gestion des forêts naturelles via le mécanisme REDD+.

Projet de coopération conjointe Coopération pour le développement agricole dans la savane tropicale au Mozambique – ProSAVANA-JBM

Ce programme vise à stimuler le développement régional et agricole dans une savane tropicale du Mozambique via différentes activités de coopération triangulaire entre le Japon, le Brésil et le Mozambique. Il s'appuie sur l'expérience issue de la coopération Japon-Brésil : dans les années 1970, ces efforts ont en effet permis de convertir les cerrados – savanes buissonnantes brésiliennes – jusque-là réputés stériles, en une vaste région agricole qui est aujourd'hui l'un des greniers de la planète. Un projet spécifique s'appuyant sur les résultats d'une étude conjointe de 2009 est actuellement en cours d'élaboration. En août 2010, une mission d'étude conjointe d'avant projet détaillé a été envoyée sur place. Le premier projet de coopération technique de ProSAVANA-JBM commencera avant la fin de l'année fiscale. Ce projet destiné à améliorer les capacités de recherche et de transfert de technologies pour le développement agricole du corridor de Nacala, au Mozambique, est l'un des plus importants projets de coopération triangulaire au monde.



également les intérêts du Japon. Afin de contribuer à l'accomplissement de réalisations constructives avec des ressources restreintes et dans un délai limité, les institutions peuvent conjuguer leurs capacités et savoirs dans leurs domaines de spécialité respectifs et mettre en œuvre des mesures pratiques pour trouver des solutions. Afin de répondre à la nécessité croissante et à l'importance d'étendre et de renforcer ce type de partenariats internationaux, la JICA compte renforcer sa collaboration et entreprendre des programmes avec différents partenaires, notamment divers types d'organismes d'aide comprenant de nouveaux donateurs.

En 1975, la JICA a lancé des initiatives visant à renforcer les partenariats entre pays en développement dans le cadre du programme de stages pour les pays tiers. La JICA peut se prévaloir en tant qu'organisme d'aide au développement dans la coopération Sud-Sud d'une expérience et de réalisations exemplaires, comme le montrent les études de cas. La coopération Sud-Sud entre bientôt dans une nouvelle phase et la JICA est amenée à jouer un rôle moteur dans la promotion d'une coopération à très grande échelle. Elle partage son expérience du développement et lance par exemple avec le Brésil une nouvelle action pour développer l'agriculture du Mozambique (Afrique). Elle s'appuie dans ce cadre sur l'expérience que le Brésil a acquise dans les régions de savane grâce à l'aide du Japon. La JICA s'emploie par ce type d'aide (coopération triangulaire) à aider les pays les moins avancés (PMA) en appliquant l'expérience et le savoir-faire acquis en soutenant le processus de développement d'anciens pays en développement. Parallèlement, la JICA renforce les partenariats entre les pays en développement et utilise des moyens ingénieux pour affecter de manière efficace et rationnelle des ressources limitées au profit de la coopération.

Les expériences de l'Asie appliquées au monde – Renforcement des relations avec la région asiatique et aide aux pays fragiles

La JICA continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que la croissance prévue en Asie se réalise et se traduise par une amélioration de la qualité de vie de la population. Suite aux progrès effectués en faveur de la réduction de la pauvreté, la proportion de personnes à revenus moyens a fortement augmenté en Asie. Cette région représente donc à la fois un grand marché et une base de production pour le Japon. La prospérité de l'Asie n'est donc pas souhaitable uniquement pour le Japon mais également pour le monde entier.

Grâce à la coopération technique du type formation de stagiaires et à la coopération sous forme de prêts d'APD et de dons, le Japon a pu établir des réseaux humains et des relations de confiance solides avec les gouvernements de plusieurs pays d'Asie.

La JICA exploite les précieuses ressources accumulées pour l'Asie sur de longues années pour élaborer des mesures de lutte contre l'urbanisation ; mettre en place des infrastructures matérielles et immatérielles pour stimuler l'activité économique de vastes régions ; lutter contre les problèmes de portée mondiale tels que le changement climatique afin de parvenir à une croissance durable ; réduire les écarts entre pays et régions ; et enfin développer des ressources humaines capables d'appuyer la croissance, tout en renforçant les réseaux humains existants.

Il est également important de prévoir une aide à l'Asie dans le futur.

Si la proportion de personnes à revenus moyens ou élevés augmente, il deviendra nécessaire d'élaborer un système de sécurité sociale approprié, avec des programmes de retraite et d'assurance maladie, pour que les économies de ces personnes soient bien affectées à l'investissement et à la consommation au sein de la région Asie. La JICA peut en outre faire partager aux pays émergents, qui connaissent aujourd'hui des problèmes similaires, les nombreuses expériences accumulées dans les pays d'Asie.

Hors d'Asie, notamment en Afrique, les problèmes économiques, sociaux et sécuritaires sont nombreux. Dans des pays comme l'Irak et l'Afghanistan, d'importants moyens doivent être mis en œuvre pour retrouver la croissance économique après les conflits. La JICA s'efforcera d'atteindre rapidement des résultats constructifs en matière de développement dans ces pays fragiles aux besoins économiques et sociaux énormes, et continuera pour ce faire de partager son expérience du développement qu'elle a acquise dans des pays plus développés, notamment en Asie.

Sécurité humaine et croissance

Lié aux initiatives de croissance et de prospérité dans le monde, le concept de « sécurité humaine » vise à ce que « chacun puisse profiter de sa liberté et de ses capacités ».

Conformément à ses expériences à ce jour, la JICA a confirmé que l'APD, qui est mise en œuvre dans le cadre d'un programme du gouvernement japonais, devait s'articuler sur les politiques essentielles de « sécurité humaine » et de « croissance ».

Dans un monde en constante évolution, la JICA s'efforce de mettre en œuvre avec efficacité et rigueur un « développement inclusif et dynamique » qui « permette au Japon de coexister avec le monde », afin non seulement d'assurer la survie des êtres humains mais aussi de donner corps à une société garantissant la dignité humaine.



Enfants du Bhoutan, pays célèbre pour son indice du bonheur national brut (BNB)

Objectifs et aperçu des programmes



L'APD du Japon	24
Aperçu des programmes de la JICA	27
Feuille de route de la JICA	30

L'APD du Japon

1. Qu'est-ce que l'APD ?

Il s'agit de la coopération apportée par divers organismes et entités, dont les gouvernements, institutions internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées, en appui au développement économique et social des pays en développement. L'aide publique au développement (APD) désigne le transfert, dans le cadre de cette coopération, de ressources et de technologie des pays développés aux pays en développement.

2. Les catégories d'APD

Schématiquement, l'APD se répartit en deux catégories : l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Cette dernière comprend les financements et les contributions octroyés aux organisations internationales, alors que l'aide bilatérale est fournie sous trois formes : la coopération technique, qui inclut notamment l'envoi de volontaires, les prêts d'APD et les dons.

3. La nouvelle JICA utilise divers mécanismes d'aide de manière intégrée

Ces dernières années, les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord ont utilisé l'APD comme un moyen de lutter plus efficacement contre les problèmes mondiaux, tels que le changement climatique et la réduction de la pauvreté. De nouveaux donateurs, dont la Chine et la Corée, sont apparus. À l'inverse, le Japon a pour sa part réduit le budget consacré à l'APD suite à une situation financière difficile.

Au vu de ces évolutions à l'échelon international et des nombreuses réformes administratives qu'elles ont entraînées en interne, le gouvernement japonais a mis en œuvre des réformes visant à améliorer les politiques stratégiques et les systèmes d'exécution de l'APD, afin d'améliorer la qualité de son aide publique au développement. Afin d'intégrer dans ce sens les organismes d'exécution de l'APD, l'Agence a absorbé au 1^{er} octobre 2008 la division chargée des opérations économiques au sein de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) et les activités d'aide sous forme de dons du ministère des Affaires étrangères (hormis celles relevant de la politique diplomatique, directement supervisées par le ministère) ce qui a conduit à la création de la « nouvelle JICA ». Par cette intégration, trois mécanismes d'aide sont désormais organiquement liés au sein d'une même organisation, ce qui permet à la JICA d'être plus efficace et rationnelle dans ses activités. Ces trois mécanismes d'aide sont décrits ci-après.

en élevant le niveau technologique général et en mettant en place de nouvelles institutions et organisations. Toutes ces actions aident les pays partenaires à développer des capacités pour résoudre les problèmes et à parvenir à la croissance économique. La coopération technique comprend : (1) la formation, (2) l'envoi d'experts, (3) la fourniture d'équipements et (4) la réalisation d'études destinées à soutenir l'élaboration de politiques et la planification de projets publics (coopération technique pour la planification du développement).

► L'aide sous forme de prêts

Ce type d'aide soutient les efforts des pays en développement vers la croissance en fournissant à ces nations les capitaux nécessaires à long terme et à des taux d'intérêt bien inférieurs à ceux du marché. Les prêts d'APD et les prêts d'investissement dans le secteur privé relèvent de ce type d'aide. Les prêts d'APD permettent en particulier des financements plus importants que la coopération technique ou les dons. Aussi, cette forme de soutien a été largement exploitée pour l'implantation d'infrastructures de base de grande envergure dans les pays en développement.

Contrairement à la coopération technique ou aux dons, les prêts d'APD doivent être intégralement remboursés par le pays bénéficiaire, ce qui incite ce dernier à réfléchir plus précisément à l'importance et à l'urgence des projets, et aussi à s'efforcer d'affecter et d'utiliser l'aide de manière plus efficace.

► L'aide sous forme de dons

Mécanisme fournissant les fonds nécessaires pour promouvoir le développement socioéconomique, ce type d'aide n'est assorti d'aucune obligation de remboursement. Dans les pays en développement où les revenus sont particulièrement bas, les dons sont principalement destinés à la construction d'infrastructures socioéconomiques, telles que des hôpitaux et des ponts, mais aussi pour promouvoir l'enseignement, les programmes de lutte contre le VIH/sida, les soins de santé infantile et les activités liées à l'environnement. L'ensemble se traduit par une amélioration directe du niveau de vie.

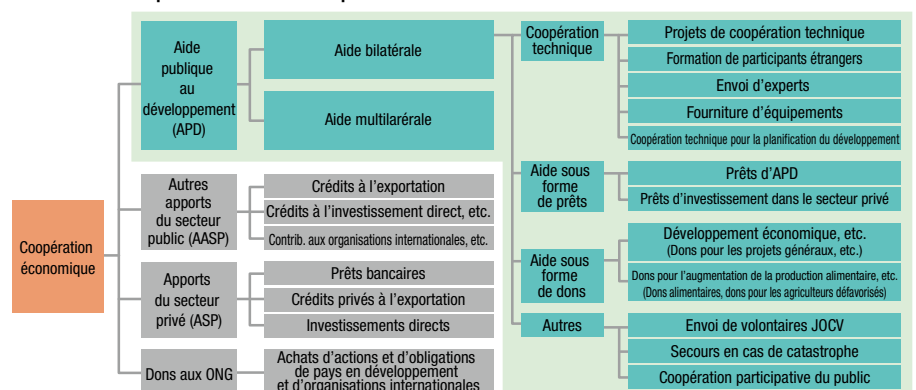
L'aide sous forme de dons se divise en quinze catégories : les dons pour les projets généraux ; les dons hors projet ; les dons pour les projets de sécurité humaine au niveau local ; les dons pour les projets d'ONG japonaises ; les dons pour le développement des ressources humaines (bourses d'étude) ; les dons pour la coopération antiterroriste

L'aide bilatérale

► La coopération technique

La coopération technique fait appel à la technologie, au savoir-faire et à l'expérience du Japon pour former les ressources humaines appelées à jouer un rôle clé dans l'évolution socioéconomique des pays en développement. En collaborant avec les pays partenaires et en planifiant avec eux un programme de coopération répondant aux problèmes locaux, la coopération technique contribue à renforcer et à améliorer les techniques adaptées à la situation de chaque pays, tout

Tableau 1 Coopération économique et APD



et sécuritaire renforcée ; les dons pour la prévention des catastrophes et la reconstruction ; les dons pour l'autonomisation communautaire ; les dons pour la pêche ; les dons pour la culture ; les dons d'urgence ; les dons alimentaires ; les dons pour les agriculteurs défavorisés ; les dons pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique ; et les dons pour les stratégies de réduction de la pauvreté.

Les financements et contributions aux organisations internationales (aide multilatérale)

L'aide multilatérale est une aide indirecte aux pays en développement qui transite par des institutions internationales financées par les pays membres. Les contributions sont versées aux agences spécialisées des Nations unies, dont le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF),

et les financements sont alloués aux banques multilatérales de développement (BMD), dont la Banque mondiale, l'Association internationale de développement (AID, appelée aussi « deuxième Banque mondiale ») et la Banque asiatique de développement (BASD).

4. Les tendances de l'aide internationale

À l'instar des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), une nouvelle tendance est récemment apparue en matière d'aide internationale. Ainsi, la communauté internationale a redoublé d'efforts pour définir des objectifs communs, alors que divers pays et institutions conjuguent leurs moyens pour les atteindre. Autrefois, la tendance était à la coopération et à la coordination de l'aide au niveau des projets individuels, mais plus récemment, l'accent est davantage mis sur l'importance de soutenir l'appropriation des pays partenaires avec la collaboration et les efforts conjoints des pays donateurs et

Tableau 2 L'APD japonaise en 2009 (par type d'aide : valeurs provisoires)

Type d'aide (année civile 2009)		1 million USD			1 milliard JPY			Parts en % APD Total	
		Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2008/2009 (%)	Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2008/2009 (%)		
Décaissements d'APD									
APD	Dons	Dons	2 177,95	4 780,69	-54,4	203,420	494,802	-58,9	22,8
		Réduction de la dette	68,33	2 801,18	-97,6	6,382	289,922	-97,8	0,7
		Dons par le biais d'organisations internationales	660,59	730,90	-9,6	61,699	75,648	-18,4	6,9
		Dons excluant ce qui précède	1 449,03	1 248,61	16,1	135,339	129,231	4,7	15,1
		Dons (Europe de l'Est et pays émancipés exclus)	2 175,22	4 776,56	-54,5	203,166	494,374	-58,9	22,9
		Réduction de la dette	68,33	2 801,18	-97,6	6,382	289,922	-97,8	0,7
		Dons par le biais d'organisations internationales	660,49	730,06	-9,5	61,690	75,561	-18,4	7,0
		Dons excluant ce qui précède	1 446,39	1 245,32	16,1	135,093	128,891	4,8	15,3
		Coopération technique	3 225,46	3 057,82	5,5	301,258	316,484	-4,8	33,7
		Coopération technique (Europe de l'Est et pays émancipés exclus)	3 149,34	2 987,07	5,4	294,148	309,161	-4,9	33,2
	APD bilatérale	Total des dons	5 403,41	7 838,51	-31,1	504,678	811,286	-37,8	56,5
		Total des dons (Europe de l'Est et pays émancipés exclus)	5 324,56	7 763,62	-31,4	497,314	803,535	-38,1	56,2
		Prêts d'APD et autres crédits	674,55	-899,66		63,003	-93,115		7,0
		(Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue)	740,03	163,87	351,60	69,119	16,960	307,53	
		(Valeur des prêts versés)	7 744,40	7 050,81	9,84	723,327	729,759	-0,88	
		(Valeur des prêts remboursés)	7 069,85	7 950,47	-11,08	660,324	822,874	-19,75	
		(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	7 004,38	6 886,94	1,71	654,209	712,799	-8,22	
		(Prêts d'APD et autres crédits (Europe de l'Est et pays émancipés exclus)	673,90	-940,38		62,943	-97,329		7,1
		(Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue)	739,38	123,15	500,38	69,058	12,746	441,79	
		(Valeur des prêts versés)	7 657,42	6 933,44	10,4	715,203	717,611	-0,3	
(Valeur des prêts remboursés)	6 983,51	7 873,82	-11,3	652,260	814,940	-20,0			
(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	6 918,04	6 810,28	1,6	646,145	704,864	-8,3			
APD bilatérale globale	6 077,96	6 938,85	-12,4	567,681	718,171	-21,0	63,5		
APD bilatérale globale (Europe de l'Est et pays émancipés exclus)	5 998,46	6 823,25	-12,1	560,257	706,206	-20,7	63,3		
Contributions et financement aux organisations multilatérales	3 492,62	2 759,75	26,6	326,211	285,634	14,2	36,5		
Contributions et financement aux organisations multilatérales (BERD exclue)	3 481,64	2 755,86	26,3	325,185	285,231	14,0	36,7		
APD nette globale		9 698,60	-1,3	893,892	1 003,805	-10,9	100,0		
APD nette globale (Europe de l'Est, pays émancipés et BERD exclus)	9 480,10	9 579,10	-1,0	885,442	991,437	-10,7	100,0		
APD brute globale	16 640,43	17 649,07	-5,7	1 554,216	1 826,679	-14,9			
APD brute globale (Europe de l'Est, pays émancipés et BERD exclus)	16 463,62	17 452,92	-5,7	1 537,702	1 806,377	-14,9			
Revenu national brut (RNB) nominal pour chaque catégorie (1 milliard USD, 1 milliard JPY)	5 223,13	5 063,82	3,1	487 840,30	524 105,80	-6,9			
Pourcentage du RNB	0,18	0,19		0,18	0,19				
Pourcentage du RNB (Europe de l'Est, pays émancipés et BERD exclus)		0,19		0,18	0,19				

Notes 1. Les 14 pays et régions ayant bénéficié de l'APD sont les suivants : Brunei, Singapour, Koweït, Qatar, Émirats arabes unis, Israël, Hong Kong, Chypre, République de Corée, Nouvelle-Calédonie, Malte, Slovaquie, Bahreïn et Arabie saoudite

2. Taux de conversion défini par le CAD pour 2009 : 1 USD = 93,4 JPY (dépréciation de 10,1 par rapport à 2008)

3. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

4. BERD : Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

5. La réduction de la dette inclut les renoncements à des prêts d'APD et des réductions de la dette liée à des obligations gagées, mais exclut le report des remboursements.

6. Auparavant, les dons transitant par les organisations internationales étaient considérés comme des « Contributions et financement aux organisations multilatérales », mais depuis 2006, les dons parvenus aux pays et régions au cours de cette même année sont considérés comme des « aides non remboursables ».

des organisations internationales, afin d'aider ces pays à définir leurs propres plans de développement et objectifs prioritaires, pour ensuite les concrétiser. En bref, il faut que les organisations fournissant leur aide le fassent conformément aux stratégies de développement et aux priorités des pays partenaires.

5. Le niveau de l'APD japonaise

Si l'on considère le niveau de l'APD japonaise en décaissements nets, le Japon a fourni en 2009 environ 5 998,4 millions USD (environ 560,3 milliards JPY) d'APD bilatérale et 3 481,6 millions USD (environ 325,2 milliards JPY) de contributions et financements aux organisations internationales. En conséquence, l'APD globale s'élève à 9 480,1 millions USD, soit une baisse de 1 % par rapport à l'exercice précédent (ou une baisse de 10,7 % en yens (885,4 milliards JPY) d'une année sur l'autre). Ce montant classe le Japon au cinquième rang des États membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, après les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

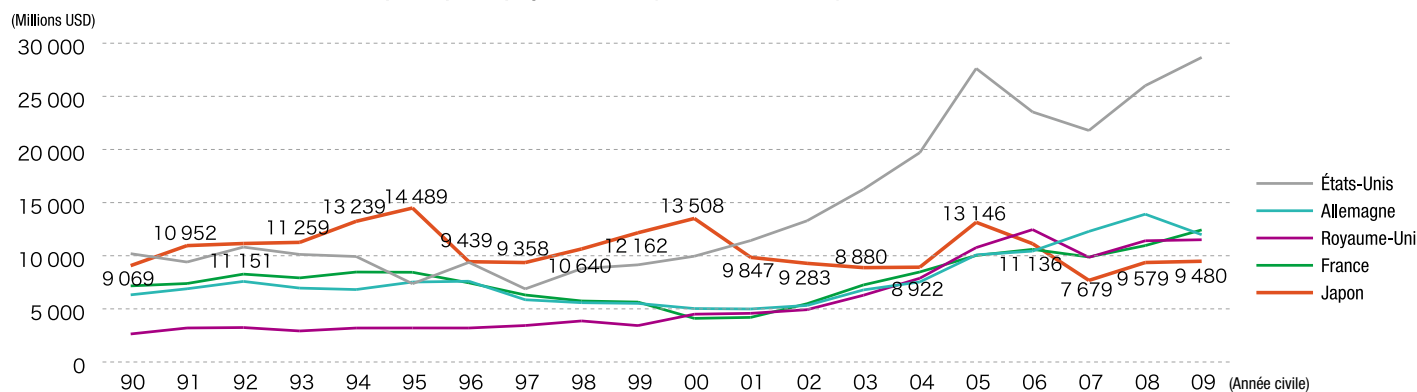
En 1989, le Japon s'est hissé à la première place, jusqu'alors occupée par les États-Unis. Il est ensuite demeuré en tête des pays membres du CAD pendant huit ans, de 1993 à 2000. Cependant, l'aide japonaise a chuté en 2001 et commencé progressivement à décliner, hormis un sursaut temporaire notable en 2005.

Avec un ratio APD/PNB de 0,18 %, le Japon se situe à la 21^e place parmi les 23 pays membres du CAD.

Tableau 5 Récapitulatif du budget d'APD du ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 2010 (Milliards JPY)

	Exercice 2009		Exercice 2010	
	Budget	Variation 2008/2009	Budget	Variation 2009/2010
Budget du gouvernement	672,2	-4,0 %	618,7	-7,9 %
Budget du ministère	436,3	-1,0 %	413,4	-5,3 %
Dons	160,8	1,3 %	154,1	-4,2 %
Fonds alloués à la JICA	155,8	1,3 %	148,0	-5,0 %
Fonds accordés par la JICA	7,0	-48,1 %	0,0	-100,0 %
Contributions et donations	50,2	-1,8 %	51,4	2,4 %
Aide pour activités de soutien	62,4	-1,7 %	59,8	-4,1 %

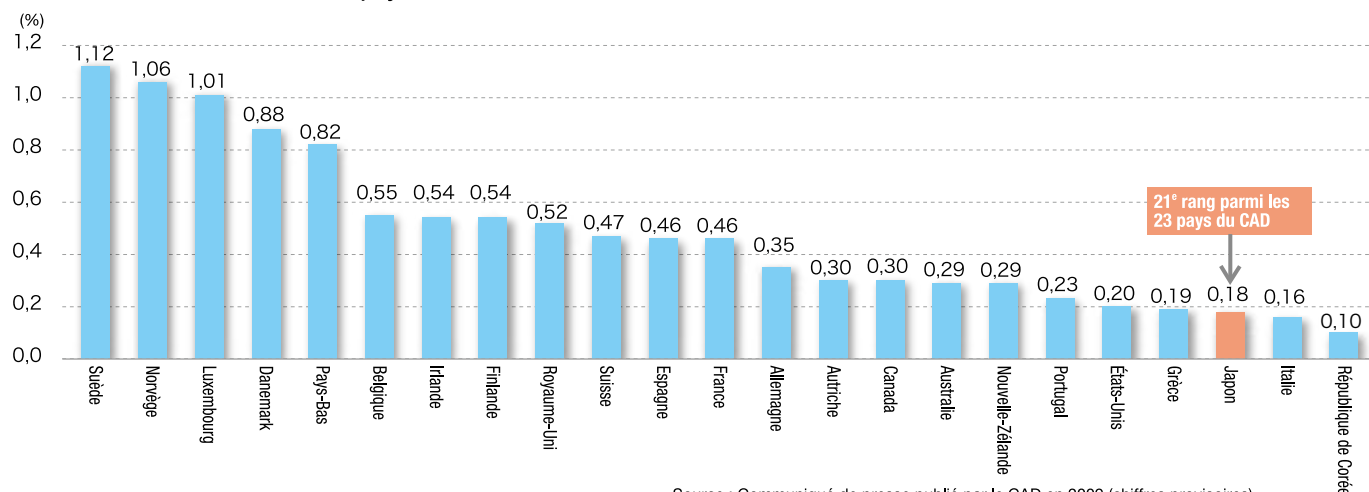
Tableau 3 Évolution de l'APD des principaux pays du CAD (Versements nets)



Source : OCDE ; CAD

1. Ce tableau exclut l'aide fournie à l'Europe de l'Est et aux pays émancipés de l'aide.
2. Pour les États-Unis, les valeurs de 1990 à 1992 excluent la réduction de la dette pour des raisons d'ordre militaire.
3. Les valeurs indiquées pour 2009 sont provisoires.

Tableau 4 Ratios APB/PNB des pays du CAD



Source : Communiqué de presse publié par le CAD en 2009 (chiffres provisoires)

Aperçu des programmes de la JICA

En priorité au cours de l'exercice 2009, la JICA a apporté son soutien à l'Asie durant les crises financières et économiques, appuyé des mesures visant à atténuer le changement climatique et fourni une aide à l'Afghanistan, au Pakistan et à l'Afrique.

Concrètement, la JICA a soutenu les pays d'Asie en maintenant ou en augmentant l'aide destinée aux personnes défavorisées et à l'accroissement de la demande intérieure afin de réduire les effets négatifs des crises financières et économiques, et de contribuer à la reprise économique. Concernant les mesures d'atténuation du changement climatique, la JICA a soutenu en amont les initiatives mises en œuvre dans les pays en développement afin de créer et de moderniser les infrastructures permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, comme la promotion du recours à la production d'énergie solaire.

En Afghanistan, dans le cadre du développement de la région métropolitaine de Kaboul, la JICA a engagé des fonds pour aménager les routes et les ressources en eau. La JICA a également activement participé à l'élaboration de projets visant à concrétiser l'engagement du gouvernement japonais de doubler l'APD pour l'Afrique.

Aperçu des activités de la JICA pour l'exercice 2009

Résultats de l'APD japonaise et des activités de la JICA

Le montant total (provisoire) de l'APD japonaise pour 2009 est de 16,640 milliards USD (1 554,2 milliards JPY), en comptant les apports à l'Europe de l'Est, aux nations émancipées de l'aide et à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Sur ce montant, les dons représentaient 2,178 milliards USD (203,4 milliards JPY), la coopération technique 3,225 milliards USD (301,2 milliards JPY) et les prêts d'ADP 7,744 milliards USD (723,3 milliards JPY).

Quant aux résultats, les activités de coopération technique de la JICA en 2009 (tableau 6) ont représenté 176 milliards JPY, soit une augmentation de 16,7 % par rapport à l'exercice précédent.

La JICA a assuré à partir de novembre 2008 une partie de l'aide sous forme de dons du Japon. Durant l'exercice 2009, la JICA a conclu 217 accords de dons à hauteur d'environ 102 milliards JPY (chiffres basés sur les accords précités) et participé à 67 projets totalisant 34,8 milliards JPY (chiffres basés sur les échanges de notes) au titre de la promotion de l'aide sous forme de dons (tableaux 7 et 10).

Des prêts d'ADP d'un montant de 745,1 milliards JPY (base des décaissements) ont été accordés à 50 pays et autres destinataires.

Parmi les principaux projets financés figuraient : le programme de lutte contre le changement climatique en Indonésie, le plan stratégique national d'aménagement urbain de Sihanoukville au Cambodge et le projet visant à promouvoir le développement de la région métropolitaine de Kaboul en Afghanistan.

Les tableaux 8 à 10 montrent les tendances des montants alloués par la JICA aux programmes réalisés au titre de la coopération technique, des prêts d'ADP et des dons au cours des 10 dernières années.

Au cours de l'exercice 2009, les dépenses de coopération technique se sont élevées à 176 milliards JPY, soit une augmentation de 17 % (25,2 milliards JPY) par rapport à l'année fiscale précédente.

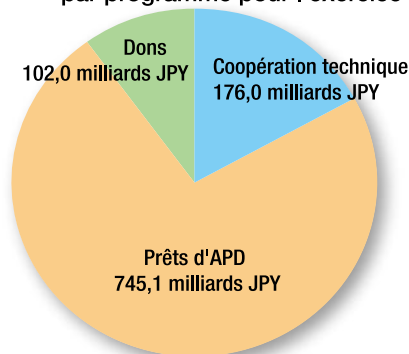
Au cours de l'exercice 2009, les montants engagés au titre des prêts d'ADP ont remonté depuis la première moitié des années 2000 pour atteindre 967,6 milliards JPY. Poursuivant la croissance de l'année précédente, les montants des programmes de dons ont continué de croître pour atteindre 136,8 milliards JPY.

Tableau 6 Résultats des programmes de la JICA au cours de l'exercice 2009 (Milliards JPY)

	Exercice 2009	Exercice 2008
Coopération technique	176,0	150,8
Formation de participants étrangers	25,1	23,7
Experts	21,3	19,6
Membres de missions d'étude	14,9	20,0
Fourniture d'équipements	3,5	4,4
JOCV	14,7	15,9
Autres volontaires	4,6	4,4
Autres	91,1	63,0
Prêts d'ADP	745,1	714,3
Dons	102,0	37,1

1. Inclut les dépenses liées à l'envoi de volontaires et d'autre nature. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.
2. Montant versé au cours de l'exercice.
3. Montant accordé dans le cadre de nouveaux accords de dons (chiffres basés sur les accords précités).

Tableau 7 Répartition de l'aide de la JICA par programme pour l'exercice 2009



1. Dépenses de coopération technique excluant les dépenses de gestion
2. Montant des prêts versés (montant des prêts d'ADP versés : 745,0 milliards JPY)
3. Montant accordé dans le cadre de nouveaux accords de dons (Chiffres basés sur les accords précités).

Tableau 8 Évolution des dépenses de coopération technique au cours des 10 derniers exercices

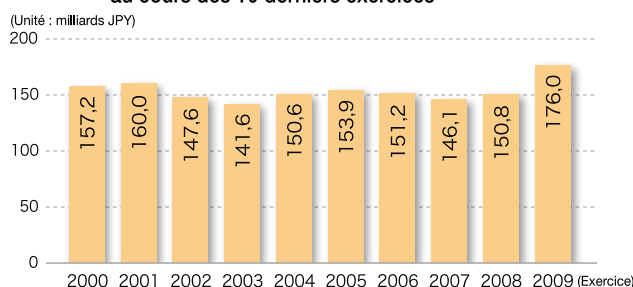


Tableau 9 Évolution des accords de prêts d'APD au cours des 10 derniers exercices

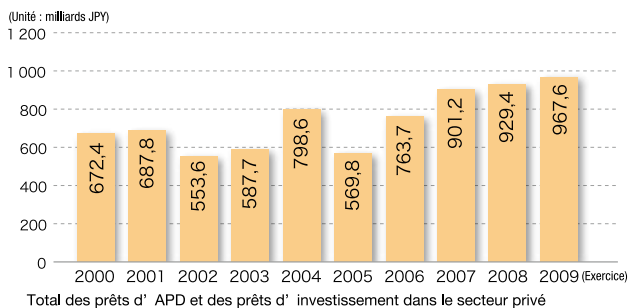
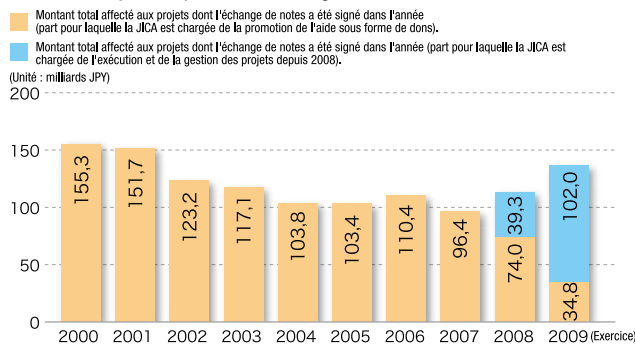


Tableau 10 Montants alloués par la JICA pour la promotion et la gestion des dons



Jusqu'à l'exercice 2007, la JICA devait assurer la promotion de l'aide sous forme de dons. Depuis octobre 2008, l'Agence s'occupe également de gérer une partie des projets réalisés grâce aux dons japonais. Montant des accords de dons pour l'exercice 2008 (chiffres basés sur les accords précités) : 37,1 milliards JPY. Montant affecté pour l'exercice 2009 : 102,0 milliards JPY (chiffres correspondant aux documents d'échange de notes).

Répartition géographique des dépenses d'aide

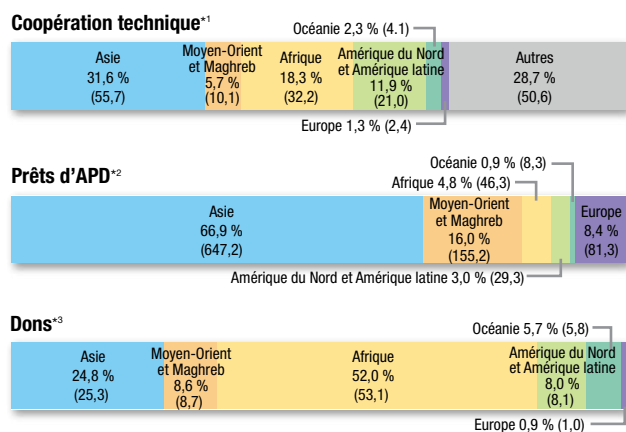
Le tableau 11 montre les dépenses d'aide — coopération technique, prêts d'APD et dons — ventilées par région géographique.

Les dépenses de coopération technique ont été allouées à hauteur de 31,6 % à l'Asie, 18,3 % à l'Afrique et 11,9 % à l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, ces régions absorbant la plus grande partie des dépenses. Les 28,7 % restants ont été affectés aux institutions internationales et aux projets de portée mondiale.

Les nouveaux prêts d'APD accordés par région au cours de l'exercice 2009 ont été alloués à hauteur de 66,9 % à l'Asie, de 16,0 % au Moyen-Orient et au Maghreb et de 4,8 % à l'Afrique. Comme pour l'exercice précédent, c'est l'Asie qui a bénéficié de la part la plus importante des prêts d'APD.

À l'inverse, 52,0 % des dons ont été accordés à l'Afrique, 24,8 % à l'Asie et 8,6 % au Moyen-Orient et au Maghreb. Comme pour l'exercice précédent, c'est l'Afrique qui a bénéficié de la part la plus importante des dons.

Tableau 11 Dépenses par région (% , milliards JPY)



1. Dépenses pour l'envoi de volontaires et d'équipes de secours d'urgence incluses.
 2. Les montants sont calculés sur la base des accords de prêts.
 3. Ventilation des 102,0 milliards JPY (nouveaux accords de dons) affectés aux projets qui seront mis en œuvre et gérés par la JICA.
 3. Dans les dépenses par secteur, le génie agricole représentait 45,0 millions JPY (0,04 %).

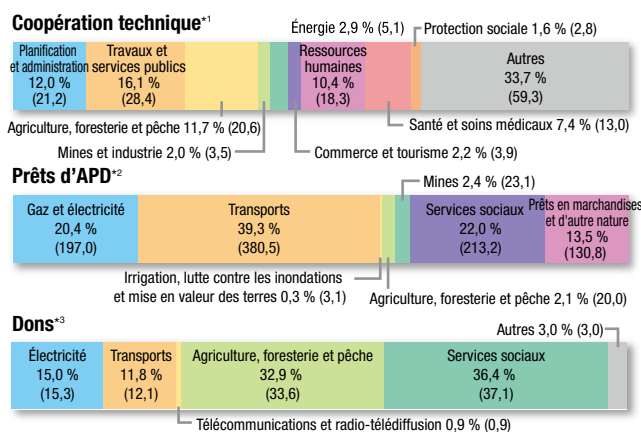
Répartition sectorielle des dépenses d'aide

Le tableau 12 donne la composition des dépenses par secteur au cours de l'exercice 2009. Les dépenses de coopération technique de la JICA ont porté sur les secteurs suivants, par ordre décroissant : autres 33,7 %, travaux et services publics 16,1 %, planification et administration 12,0 %, et enfin, agriculture, foresterie et pêche 11,7 %.

Les nouveaux prêts d'APD ont principalement été affectés à des projets de coopération dans le domaine des transports (39,3 %), avec notamment l'aménagement de voies ferrées, de routes et de ports. Viennent ensuite les services sociaux (22,0 %) puis le gaz et l'électricité (20,4 %), en augmentation de 11,9 % par rapport à l'exercice précédent.

L'essentiel des dons a été affecté à hauteur de 36,4 %, à la coopération en matière de services sociaux, tels que l'exploitation des ressources en eau, l'éducation, la santé et les soins médicaux, ainsi que le développement de l'infrastructure sociale et l'environnement. Viennent ensuite l'agriculture, la foresterie et la pêche (32,9 %) et l'électricité (15,0 %).

Tableau 12 Dépenses par secteur (% , milliards JPY)



Nombres d'effectifs par type de coopération

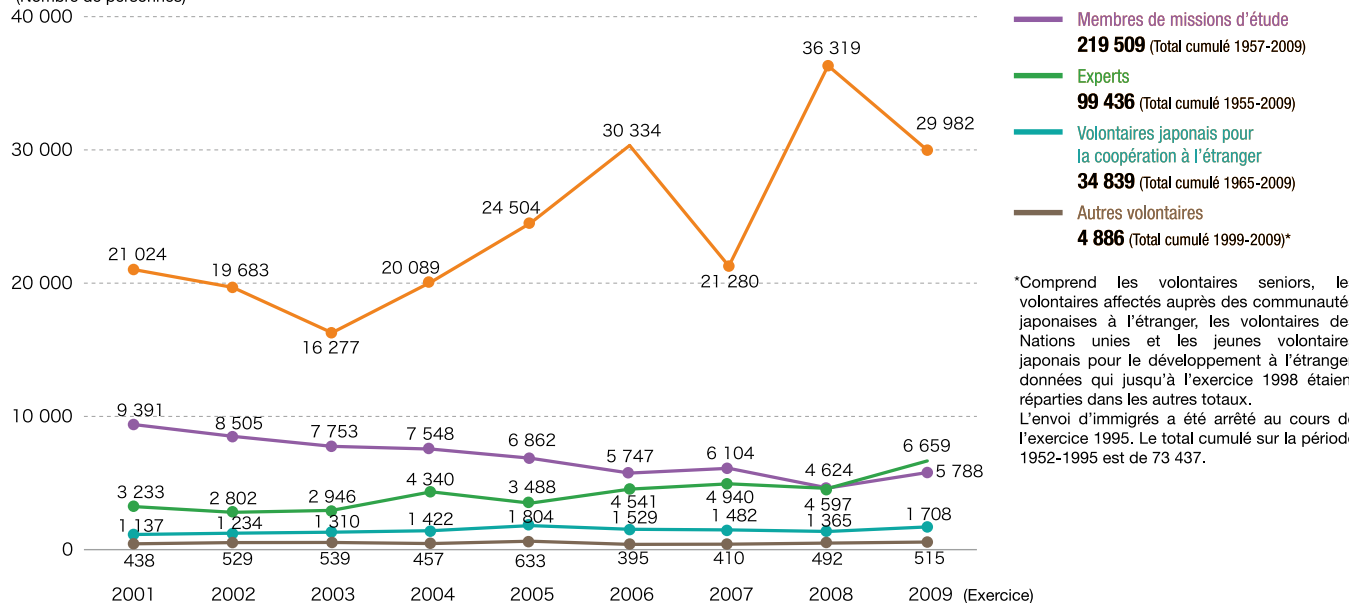
Au cours de l'exercice 2009, la JICA a accueilli 29 982 (nouveaux) participants dans ses programmes de formation technique, alors qu'elle a envoyé 6 659 (nouveaux) experts, 5 788 (nouveaux) membres de missions d'étude, 1 708 (nouveaux) volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 515 (nouveaux) autres volontaires. À ce jour, la JICA a accueilli 437 961 participants à des formations techniques (période fiscale 1954-2009) et envoyé 219 509 membres

de missions d'étude (période fiscale 1957-2009), 99 436 experts (période fiscale 1955-2009) et 34 839 JOCV (période fiscale 1965-2009).

Le tableau 13 donne l'évolution des effectifs par type de coopération depuis l'exercice 2001.

Tableau 13 Évolution des effectifs par type de coopération

(Nombre de personnes)



Feuille de route de la JICA

Orientation générale de la stratégie d'aide de la JICA pour l'exercice 2010

1. Priorités de l'aide japonaise (Axes prioritaires de la politique de coopération internationale pour l'exercice 2010)

- (1) Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : Promouvoir la sécurité humaine en soutenant les initiatives en faveur des OMD dans les pays en développement, à commencer par les pays africains.
- (2) Dans le cadre du concept de « Communauté de l'Asie de l'Est », promouvoir le développement de l'Asie, qui est le pôle de croissance du monde, et soutenir les initiatives visant à renforcer la consolidation intrarégionale et à réduire les disparités. Promouvoir l'établissement d'environnements propices aux diverses activités des entreprises japonaises dans les pays en développement, qui contribueront également à la croissance au Japon.
- (3) Dans le cadre de l'Initiative Hatoyama, tout en surveillant étroitement l'évolution des négociations internationales, apporter un soutien aux pays en développement qui s'emploient à mettre en œuvre des mesures de lutte contre le réchauffement climatique mondial, notamment la réduction des émissions, mais aussi aider les pays en développement plus faibles à faire face aux effets négatifs du changement climatique.
- (4) Fournir à l'Afghanistan un soutien pour améliorer les capacités du pays en matière de sécurité, réintégrer les forces antigouvernementales des talibans et favoriser un développement durable et autonome incitatif pour la population, tout en soutenant l'élaboration de mesures anti-terroristes au Pakistan.
- (5) Partenariats avec des ONG : Fourniture d'un soutien adapté pour renforcer les bases et les activités des ONG, qui sont à l'origine d'une « nouvelle gestion publique », tout en renforçant les partenariats avec ces dernières.

2. Feuille de route de la JICA pour l'exercice 2010

Consciente que l'APD est un mécanisme permettant de poursuivre les intérêts communs du Japon et d'autres pays dans le monde, en cohérence avec les politiques gouvernementales japonaises (axes prioritaires de la politique de coopération internationale notamment), la JICA entend élaborer et réaliser en priorité les programmes suivants. Ces initiatives se fondent sur les missions de la JICA en tant qu'institution chargée de mettre en œuvre l'APD du Japon, à savoir : (1) traiter des problèmes de portée mondiale, (2) réduire la pauvreté par une croissance équitable, (3) améliorer la gouvernance et (4) garantir la sécurité humaine.

(Objectifs prioritaires)

(1) Soutenir l'Afrique

- Conformément aux trois piliers de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) ((1) stimuler la croissance économique, (2) garantir la sécurité humaine, et (3) s'attaquer aux problèmes environnementaux et de changement climatique), la JICA contribuera au doublement de l'APD du Japon à l'Afrique d'ici 2012 en mobilisant et en affectant significativement des ressources financières à différents programmes/projets.

- La JICA apportera un soutien constant, essentiellement en Afrique, pour contribuer à la réalisation des OMD.

(2) Renforcer la collaboration avec les pays d'Asie, qui forment un pôle de croissance dans le monde, et promouvoir leur développement

Partant du bilan de la coopération passée, sans toutefois perdre de vue la nouvelle stratégie de croissance du gouvernement japonais (un Japon dont la croissance accompagne celle de l'Asie), la JICA apportera son soutien de diverses manières : mesures d'urbanisation et création d'infrastructures bénéficiant à de vastes régions, mesures d'atténuation du changement climatique, mise en place d'infrastructures intellectuelles et promotion du développement et des échanges au niveau des ressources humaines. La JICA utilisera efficacement ses atouts dans le domaine de la coopération et renforcera sa collaboration avec les pays d'Asie, qui enregistrent une croissance spectaculaire, afin de mettre en œuvre des initiatives pour lutter contre les problèmes de portée mondiale.

(3) Initiatives en faveur de mesures environnementales et d'atténuation du changement climatique

- Élaborer et exécuter les projets requis pour répondre à l'Initiative Hatoyama.
- Adopter les réponses appropriées (conservation de la forêt) axées sur la COP 10 (10^e Conférence des parties de la convention sur la diversité biologique).

(4) Soutenir la consolidation de la paix en Afghanistan et dans d'autres pays

- En Afghanistan, s'attacher à affecter des fonds pour la coopération technique et l'aide sous forme de dons dans le cadre des 5 milliards USD d'APD prévus d'ici 2014.
- En tenant compte des engagements du gouvernement japonais et d'autres facteurs, évaluer le soutien adapté aux besoins spécifiques des pays qui comme l'Afghanistan sont actuellement en phase de reconstruction post-conflictuelle.

(5) Renforcer les partenariats avec les ONG et les entreprises du secteur privé

- Améliorer et étendre les programmes actuels, notamment les programmes de partenariat de la JICA avec les ONG, tout en étudiant la possibilité de faire également participer ces mêmes ONG à d'autres projets.
- Soutenir en amont les activités du secteur privé contribuant au développement. Pour ce faire, réaliser des études préparatoires pour soutenir les partenariats public-privé et promouvoir des projets reposant sur des propositions du secteur privé par l'introduction de systèmes de soutien aux activités BoP (base de la pyramide).

Initiatives concrètes dans le cadre des programmes de la JICA au cours de l'exercice 2009



Activités et initiatives régionales	
Moyen-Orient et Maghreb.	32
Afrique	38
Europe	44
Activités et initiatives par problème de développement	
Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)	48
Développement de l'infrastructure économique.	50
Politique publique	56
Intégration de la perspective de genre	62
Consolidation de la paix	64
Réduction de la pauvreté	66
Développement humain	68
Environnement mondial	74
Développement rural.	80
Développement industriel.	88
Recherche	96

Moyen-Orient et Maghreb

Consolidation de la paix dans la région : La condition du développement économique mondial

Cette région renferme 60 % des réserves de pétrole et 40 % des réserves de gaz naturel de la planète. Le Japon étant tributaire à 90 % du Moyen-Orient et du Maghreb pour ses besoins pétroliers, la paix et la stabilité de cette région jouent un rôle déterminant pour l'essor de l'économie japonaise.

L'histoire du Moyen-Orient et du Maghreb a été marquée par de nombreux conflits qui ont appauvri ses habitants et eu de graves répercussions sur la politique et l'économie mondiales. Les problèmes d'accès aux ressources ont engendré des disparités économiques, et même les pays richement dotés en ressources naturelles sont confrontés à la nécessité de créer des emplois et de poser les bases d'une économie tournée vers l'avenir, moins dépendante des exportations de pétrole.

Soucieuse de jouer un rôle clé au sein de la communauté internationale et dans cette région, la JICA déploie une aide pour résoudre ces problèmes. Par exemple, elle concentre ses efforts sur la consolidation de la paix en Irak, où la sécurité publique progresse, et sur des initiatives destinées à soutenir la création d'un futur État palestinien et à consolider la paix au Moyen-Orient.

Principales stratégies d'aide

Appui à la consolidation de la paix selon six axes prioritaires – En collaboration avec la communauté internationale

Au fil des siècles, cette région à la croisée des routes commerciales est devenue un carrefour stratégique, une zone de jonction entre les civilisations orientales et occidentales. Cela étant, elle a toujours été ébranlée par des conflits ethnico-religieux, et elle a été le théâtre des deux guerres du Golfe, de la guerre en Irak et des guerres israélo-arabes. Ainsi, l'appui à la consolidation de la paix dans les pays déchirés par des conflits, et les efforts d'aide en faveur du renforcement ou de la reconstruction de l'État, sont essentiels non seulement pour la stabilité de l'approvisionnement en hydrocarbures, mais aussi pour la politique et l'économie mondiales.

Le Japon entend tirer parti du capital de confiance qu'il a acquis en maintenant une position neutre et objective vis-à-vis de toutes

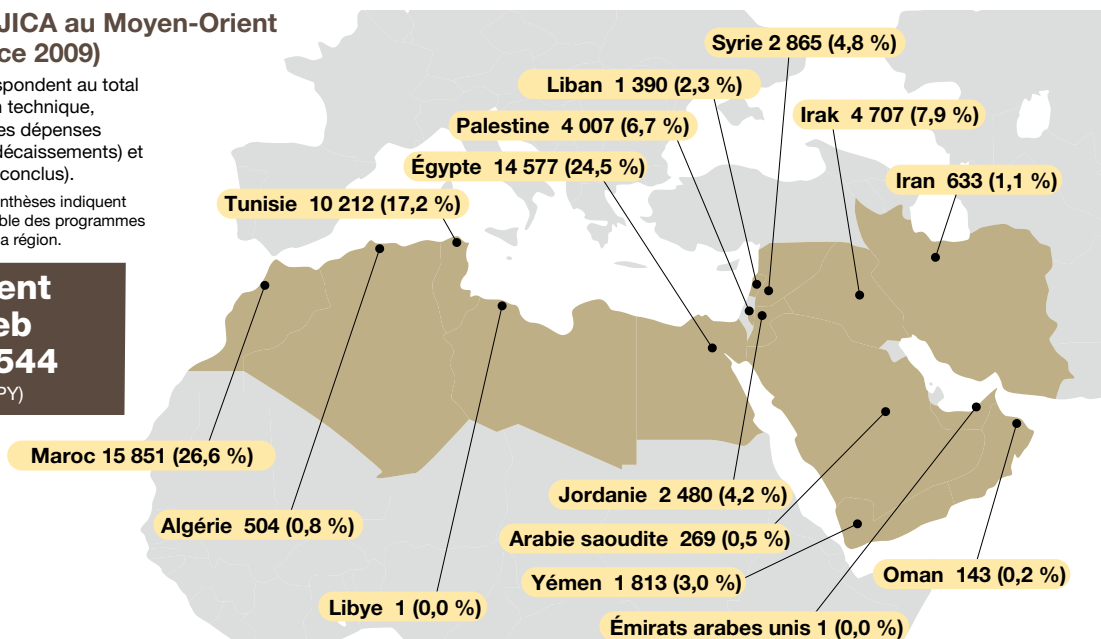
les parties en présence dans la région. Ainsi, en collaboration avec la communauté internationale, le Japon a engagé une série d'initiatives destinées à consolider la paix dans la région, selon six grands axes : (1) appui à la consolidation de la paix en Irak et dans les Territoires palestiniens ; (2) contribution au processus de paix au Moyen-Orient par le soutien à l'Autorité palestinienne et aux pays arabes environnants ; (3) soutien aux efforts de démocratisation des pays de la région ; (4) développement de l'infrastructure socioéconomique et soutien à la lutte contre la pauvreté dans les pays à revenu faible et intermédiaire ; (5) soutien à la gestion des ressources hydriques ; et (6) appui au développement des ressources humaines répondant aux besoins spécifiques de chaque pays.

Programmes de la JICA au Moyen-Orient et Maghreb (Exercice 2009)

Les montants par pays correspondent au total des dépenses de coopération technique, d'envoi de volontaires, d'autres dépenses engagées, des prêts d'APD (décaissements) et des dons (nouveaux accords conclus).

Remarque : Les chiffres entre parenthèses indiquent la part en pourcentage de l'ensemble des programmes de la JICA ventilés par pays dans la région.

Moyen-Orient et Maghreb
Total : 59 544
(Unité : millions JPY)



Remarque : Ces chiffres ne comprennent pas la coopération multi-pays et multilatérale de la JICA.

Questions et actions prioritaires

Aide adaptée aux besoins spécifiques des pays – qu'ils soient ou non producteurs de pétrole

Dans cette région, les pays producteurs de pétrole, à revenu élevé, voisinent avec d'autres pays non pétroliers. Chacun d'eux abrite en outre une société complexe, aux multiples composantes ethniques et culturelles. L'aide doit donc prendre en compte les spécificités de chaque pays.

La JICA déploie une aide axée sur la consolidation de la paix et sur la reconstruction en Irak et dans les Territoires palestiniens. Par ailleurs, elle apporte un appui adapté aux différents besoins

nationaux en matière de gestion des ressources hydriques, de développement industriel, de formation de techniciens et de protection de l'environnement, autant de domaines où cette région affiche d'importants besoins.

Face à la multiplication des attaques de navires dans l'océan Indien et dans le détroit de Malacca ces dernières années, la JICA soutient des mesures de lutte contre la piraterie. Elle a notamment contribué à la formation de garde-côtes au Yémen, dans le Sultanat d'Oman et dans certains pays d'Asie en 2009.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

■ Irak

Instaurer un équilibre régional pour favoriser le développement autonome

Une grande partie de l'infrastructure socioéconomique irakienne a été détruite au fil des guerres – dont les deux guerres du Golf et la guerre en Irak – et des attentats à répétition dont ce pays est le théâtre depuis les années 1980. Toutes ces destructions ont appauvri le pays. Aujourd'hui, sept ans après la guerre en Irak, de nombreux Irakiens vivent dans une pauvreté abyssale. L'Irak, qui se classe au troisième rang mondial par l'importance de ses réserves de pétrole, tire près de 90 % de ses revenus des exportations pétrolières. L'évolution du prix du baril a donc un impact important sur ses finances publiques.

L'aide de la JICA en Irak s'appuie sur une stratégie globale en trois volets – coopération technique, prêts et dons – dans quatre domaines : (1) renforcement des secteurs qui soutiennent la croissance économique (secteurs pétrolier, gazier, agricole, manufacturier et minier) ; (2) mobilisation du secteur privé (électricité, transports et télécommunications) ; (3) réhabilitation des infrastructures essentielles à la vie quotidienne (approvisionnement en eau, assainissement, santé et éducation) ; et (4) développement de la gouvernance

(administration et valorisation des ressources humaines).

Depuis la fin de la guerre en Irak, la JICA a lancé 15 projets financés par des prêts d'APD d'un montant total de 364,6 milliards JPY, et via la coopération technique, elle a dispensé des formations à 4 200 Irakiens. Durant l'exercice 2009, l'Agence s'est engagée à accorder des prêts d'APD pour trois autres projets, dont l'un porte sur l'approvisionnement en eau dans le centre-ouest de l'Irak, l'autre sur la construction de la centrale au gaz d'Al-Akkaz. Ces projets ont d'autant plus de poids qu'ils ciblent une région où les efforts de reconstruction et de développement ont beaucoup tardé à démarrer pour des raisons sécuritaires. L'appui à la reconstruction et au développement de cette région, à prédominance sunnite vient contrebalancer d'autres programmes d'aide dont ont bénéficié la région kurde au nord du pays et la région sud, à majorité chiite. Les efforts déployés doivent favoriser le développement sain et durable du pays tout entier.

L'évolution de la situation politique mérite d'être suivie avec attention, les élections législatives du 7 mars 2010 n'ayant toujours pas conduit à la formation d'un nouveau gouvernement*.

La JICA a ouvert un bureau à Erbil, dans la région du Kurdistan, en mars 2009, et elle a envoyé du personnel pour renforcer les activités de coopération sur le terrain. De plus, soucieuse de fournir une aide à la reconstruction socioéconomique intégrant les problèmes en amont, l'Agence s'efforce d'approfondir le dialogue direct avec les représentants du gouvernement irakien.

* Situation au 21 décembre 2010



Terminal d'exportation de brut offshore, d'où est acheminé 80 % du pétrole brut irakien. Un projet financé par un prêt d'APD va permettre de doubler la capacité d'exportation.

■ Territoires palestiniens

Indépendance économique au service de la paix

À la suite des accords d'Oslo signés en septembre 1993, des dispositions intérimaires d'autogouvernement ont été appliquées – création d'une Autorité nationale palestinienne –, et la communauté internationale a accéléré ses efforts d'aide pour favoriser l'instauration de la paix dans la région. Cependant, le déclenchement de la deuxième Intifada en septembre 2000 a eu pour conséquences une détérioration de la situation sécuritaire et le blocage du processus de paix dans la région. Le gouvernement israélien a alors imposé un blocus aux territoires occupés. L'économie palestinienne a beaucoup souffert des restrictions pesant sur le transport et la distribution de marchandises, et de la baisse des opportunités d'emploi pour les Palestiniens en Israël.

En juillet 2006, le gouvernement japonais a lancé l'idée d'un « Corridor pour la paix et la prospérité », cadre à moyen et long terme pour la coexistence et la coprosperité d'Israël et de la Palestine. Ce cadre s'appuie sur l'idée qu'une solution « bi-étatique » est essentielle pour instaurer la paix entre Israël et la Palestine. L'objectif est de renforcer les bases socioéconomiques des territoires placés sous le contrôle de l'Autorité palestinienne pour assurer une transition en douceur vers un futur État palestinien indépendant et économiquement viable, en bâtissant une relation de confiance avec les pays voisins via une coopération régionale entre la Palestine, Israël et la Jordanie.

Dès 2005, la JICA a conduit différents projets de coopération technique dans les domaines de l'administration locale, de la santé maternelle et infantile, et de la gestion des déchets, essentiellement dans la région de Jéricho, afin d'améliorer les conditions de vie dans la région. De plus, la JICA a assuré une coopération technique en vue d'améliorer les techniques agricoles et de faciliter la mise en place d'un tourisme durable. Elle a également réalisé des études pour la construction d'un parc agro-industriel, toutes ces initiatives visant à faire avancer le concept de « Corridor pour la paix et la prospérité ».

■ Égypte

Rôle clé pour la paix et la stabilité régionales

L'Égypte, qui est l'un des grands pays du Moyen-Orient et Maghreb, est censée jouer un rôle clé dans l'avènement de la paix dans la région. Mais elle doit pour cela disposer d'une économie compétitive et d'une



Camp de réfugiés palestiniens de Zubeidaa, près de la frontière jordanienne
(Photo : Kenshiro Imamura)

société stable. Ainsi, la JICA déploie des projets axés sur l'instauration d'une croissance durable et la création d'emplois, sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie, ainsi que sur la promotion de la stabilité régionale, ces projets étant adaptés aux enjeux spécifiques du développement égyptien.

Dans le but de favoriser la croissance durable et la création d'emplois, la JICA fournit un appui financier pour le développement d'infrastructures comme les parcs éoliens et solaires, qui permettent d'augmenter les capacités de production électrique tout en préservant l'environnement. De plus, une coopération technique a permis au Centre de promotion des exportations égyptiennes et au Centre Kaizen de voir le jour. La JICA mène également diverses activités dans le domaine touristique et culturel ; elle a notamment appuyé la construction d'un musée ainsi que la préservation et la restauration d'éléments du patrimoine culturel. Elle a par ailleurs contribué à la création de l'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST), afin de promouvoir le développement des ressources humaines du secteur industriel.

L'Agence soutient les efforts de l'Égypte pour réduire la pauvreté et améliorer le niveau de vie par les activités suivantes : aménagement d'infrastructures de base telles que des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement dans le delta du Nil, promotion des services de santé scolaire en Haute-Égypte, et développement des capacités de gestion des ressources hydriques dans le delta du Nil.

La JICA contribue également à la consolidation de la paix, à la stabilité régionale et au développement social du Moyen-Orient et de l'Afrique via son programme de formation pour les pays tiers.

■ Maroc

Correction des disparités régionales et valorisation des ressources hydriques

La politique de déréglementation appliquée dès les années 1990 a permis au Maroc de connaître une croissance stable. Cela étant, il subsiste d'énormes disparités économiques entre zones urbaines et rurales, et l'atténuation de ces écarts est devenue un enjeu essentiel.

La JICA octroie des prêts d'APD pour des projets d'aide axés sur le développement et la revitalisation de l'agriculture et de la pêche, et sur la valorisation des ressources hydriques – eau potable, eau à usage agricole, etc. Elle soutient ainsi des projets destinés à équiper les communes rurales de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, à améliorer l'environnement urbain et à construire des routes rurales. L'Agence se concentre en outre sur le programme



Une formation pour les pays tiers permet aux participants de se familiariser avec les différents modèles d'engins de chantier et leur utilisation. (Photo : Shinichi Kuno)

de formation pour les pays tiers dans le cadre de ses efforts en faveur de l'Afrique francophone.

Étude de cas

Soutien à la viabilité économique de l'entité palestinienne
Territoires palestiniens : « Corridor pour la paix et la prospérité » et parc agro-industriel de Jéricho

La JICA assure une coopération technique pour améliorer la technologie agricole, et elle prévoit de construire le parc agro-industriel de Jéricho, à proximité de la ville éponyme, dans le cadre de ses actions en faveur du « Corridor pour la paix et la prospérité ».

Priorité au développement du secteur agricole, à la transformation des produits agricoles et à la revitalisation des systèmes de distribution

Comme près de 70 % des habitants du territoire de Jéricho, sur la rive ouest de la vallée du Jourdain, travaillent dans l'agriculture, la revitalisation de ce secteur joue un rôle crucial pour la stabilité et le développement de la région. Or, les agriculteurs peinent à vivre de leur travail du fait de la médiocrité des techniques agricoles et de la faiblesse des systèmes de distribution et de commercialisation de leurs produits.

Pour remédier à cet état de fait, la JICA a mené des études et organisé des formations répondant aux besoins des cultivateurs locaux. Il s'agit d'améliorer la situation économique des petits agriculteurs en développant les capacités de chefs de file, qui pourront ensuite diffuser l'adoption de meilleures pratiques au sein de la communauté locale.

Par ailleurs, il est essentiel de mettre en place des zones agro-industrielles afin d'ajouter de la valeur aux produits agricoles, et de créer des plateformes de distribution pour préserver la fraîcheur des produits et assurer des expéditions régulières. Cette approche destinée à revitaliser différents secteurs via des plateformes comme les parcs industriels



Reconstitution d'un mariage traditionnel lors du Festival de Jéricho, avec l'appui de la JICA

contribue efficacement à promouvoir l'industrie dans une région comme la Palestine, où les entreprises locales pâtissent d'un manque d'informations et des restrictions imposées par l'État hébreu pour tous leurs échanges commerciaux. D'autres donateurs envisagent eux aussi de développer des parcs industriels dans les Territoires palestiniens.

Le parc agro-industriel de Jéricho devrait offrir aux petites et moyennes entreprises palestiniennes opérant aujourd'hui dans les différentes villes du territoire l'opportunité d'étendre leurs activités. Le parc est situé près du pont Allenby, seul point de passage frontalier vers la Jordanie. Les entreprises locales pourront donc exporter leur production via le

Royaume hachémite, ce qui devrait nettement améliorer les opportunités économiques pour l'ensemble des Territoires palestiniens.

Aide en faveur des services publics, de l'éducation et du tourisme

Outre son appui au secteur agricole, la JICA mène différents programmes visant à développer les capacités des administrations locales, à renforcer les services sociaux et à promouvoir le tourisme dans les Territoires palestiniens.

L'Agence entend améliorer le secteur social par les activités suivantes : développement des capacités des administrations locales, modernisation des équipements publics (routes, hôpitaux, écoles, etc.), gestion de l'élimination des déchets et lancement de guides de santé maternelle et infantile afin d'améliorer les services médicaux. Dans le secteur du tourisme, la JICA s'emploie à attirer davantage de visiteurs dans la plus vieille ville du monde, Jéricho, par diverses activités : exploitation du potentiel touristique du patrimoine culturel, soutien au festival Jéricho 10 000, organisation régulière de bazars pour les touristes. De plus, l'Agence a mis sur pied un comité de promotion du tourisme s'appuyant sur un partenariat public-privé.



Rencontre entre le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et la présidente de la JICA Sadako Ogata en février 2010



Maquette numérique du parc agro-industriel de Jéricho (phase 1)

Tunisie

Renforcer la compétitivité de l'industrie

La Tunisie est parvenue à instaurer une croissance économique stable. Or, avec la suppression progressive des barrières tarifaires sur les produits en provenance de l'UE depuis 2008, les industries locales se voient contraintes d'améliorer leur compétitivité.

Outre ses activités en faveur de la réduction de la pauvreté, de l'atténuation des disparités et de la protection de l'environnement, la JICA appuie des projets destinés à améliorer la compétitivité de l'industrie. Ces projets portent notamment sur le développement de l'infrastructure de transport (routier, ferroviaire, etc.), la construction d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche grâce à des prêts d'APD, la formation d'effectifs scientifiques et techniques, et la revitalisation des économies locales. La JICA mise également sur la formation pour les pays tiers dans le cadre de programmes en faveur de l'Afrique francophone, du Moyen-Orient et du Maghreb.



Chantier du parc technologique de Borj Cedria, à proximité de Tunis

Pleins feux sur

L'écomusée de Jordanie – Valoriser le potentiel touristique du patrimoine culturel vivant

Nouvelle ressource pour l'industrie touristique, le patrimoine vivant de Jordanie mobilise l'attention. L'intégration au sein d'un écomusée des vieilles rues pittoresques et chargées d'histoire, et des modes de vie locaux est une approche destinée à séduire les touristes.

La Jordanie attire de nombreux visiteurs, pour l'essentiel européens et états-uniens, désireux de découvrir la mer Rouge, le site de Petra – classé au patrimoine mondial de l'humanité – et le désert de Wadi Rum. Dans ce pays, le tourisme représente 20 % de la balance des invisibles. Depuis 1999, la JICA contribue à promouvoir ce secteur d'activité via des prêts d'APD consacrés à la valorisation des zones touristiques et des musées dans quatre régions : Amman, la mer Morte, Karak et Salt. Par ailleurs, l'Agence assure depuis 2004 une coopération technique pour renforcer les capacités de l'administration indépendante en charge des musées.

Parallèlement à ces initiatives, la JICA soutient la création d'un nouvel écomusée à Salt. Il s'agit de transformer les jolies ruelles de cette ville construite sur les flancs de plusieurs collines, en un musée à ciel ouvert. « Salt, une ville de marchands, regorge d'attraits, à commencer par ses fleurons de l'architecture islamique et par ses souks » : c'est ainsi que la décrit Noriaki Nishiyama, un professeur de l'Université de Hokkaido qui participe au programme de développement touristique de la JICA à Salt. « Je suis sûr que ce site touristique offrira un décor idéal à tous ceux qui souhaitent découvrir l'âme et la culture du peuple jordanien ».

En 2008, la JICA a envoyé des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) en mission d'étude, afin de faire avancer cette idée d'écomusée. Outre l'élaboration d'un plan global, Kayo Murakami et les autres membres de l'équipe ont arpenté les rues de Salt,

observé et inventorié les édifices en pierre calcaire jaune (caractéristique de la ville), les vergers et les souks, et se sont entretenus avec des aînés connaissant parfaitement l'histoire de la ville.

« Au début, les habitants nous demandaient pourquoi nous faisons cela ; aujourd'hui, quand nous réalisons des entretiens, il nous demandent parfois si nous voulons partager leur déjeuner. J'ai envie de créer un musée qui soit capable de restituer la chaleur de ces gens. »

Kayo Murakami et son équipe ont recueilli des données sur plus de 1 000 édifices, et organisé une exposition de photos sur Salt. Le ministère jordanien du Tourisme et des antiquités et le personnel du musée ont été formés à ces méthodes, et la JICA continuera à fournir une aide permettant de poursuivre ces activités quand l'étude sera terminée.



La ville de Salt, dans son écrin de collines



Madame Murakami dresse un état des lieux de la ville



Échanges avec des enfants de la ville

Étude de cas

Promotion des énergies durables pour concilier essor économique des pays en développement et protection de l'environnement mondial
Égypte : Projets de parcs éoliens de Zafarana et du golfe d'El Zayt

La JICA soutient activement le développement des énergies renouvelables en Égypte. Après avoir financé par un prêt d'APD le projet de parc éolien de Zafarana (parc d'une capacité totale de 120 MW mis en service en juillet 2009), la JICA a accordé en mars 2010 un prêt d'APD pour un autre projet de parc éolien dans le golfe d'El Zayt.

Appui à la construction de la plus grande ferme éolienne du monde

En Égypte, où la croissance économique a fait exploser la demande d'électricité, le gouvernement se concentre sur la valorisation des énergies nouvelles et renouvelables pour préserver l'environnement. Il ambitionne de produire 20 % de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2020, dont 12 % d'origine éolienne.

Le parc éolien de Zafarana, situé au bord de la mer Rouge, au sud-est du Caire, a servi de site pilote pour la production d'électricité d'origine éolienne. Cette région où le sens et la vitesse du vent sont stables tout au long de l'année a attiré des projets éoliens à grande échelle, réalisés en collaboration avec des pays comme le Danemark, l'Allemagne et le Japon.

Fort des succès obtenus, le gouvernement égyptien a prévu d'aménager un parc éolien dans le golfe d'El Zayt, au sud de la région de Zafarana. La vitesse moyenne annuelle du vent y étant supérieur à 10 m par seconde, c'est l'un des sites qui se prête le mieux à la production d'électricité d'origine éolienne. Ainsi, en mars 2010, la JICA a signé un accord de prêt d'APD avec le gouvernement égyptien pour la construction d'une centrale éolienne d'une capacité maximale de 220 MW, la plus vaste installation de ce type sur le territoire égyptien ; elle pourra produire trois fois plus d'électricité que le parc éolien de Shin Izumo, au Japon (capacité totale de 78 MW). Ce projet accroîtra d'environ 1 % la capacité de production électrique totale de l'Égypte, et réduira les émissions de CO² de 490 000 tonnes par an par rapport à une quantité équivalente d'électricité produite à partir de combustibles fossiles.

Le projet de la JICA a été suivi par les apports d'APD de pays comme l'Allemagne et l'Espagne, et d'autres projets d'initiative privée ont également été engagés dans cette région qui, à l'avenir, devrait abriter la plus vaste ferme éolienne de la planète (capacité totale de plus de 900 MW).

Pour atteindre ses objectifs stratégiques, l'Égypte doit attirer l'investissement privé. C'est pourquoi la promotion des partenariats public-privé joue un rôle essentiel. Le gouvernement et les organismes concernés sont censés concevoir des plans de base et entreprendre

des projets pilotes pour démontrer la faisabilité du projet, avant d'aménager des installations à grande échelle en s'appuyant sur des capitaux privés. Les projets de la JICA jouent un rôle très important à cet égard, car ils jettent les bases de ces partenariats public-privé.

Un projet MDP mobilise l'attention de la communauté internationale

Le projet de parc éolien de Zafarana est le premier projet relevant du Mécanisme de développement propre (MDP)* à être financé par des prêts d'APD à grande échelle. La JICA contribue également à préparer l'élaboration de la composante MDP du projet de parc éolien dans le golfe d'El Zayt, dans la perspective de l'après Kyoto.

À l'échelle mondiale, il devient de plus en plus nécessaire d'adopter de nouvelles sources d'énergie pour bâtir des sociétés à faible intensité de carbone (c'est-à-dire émettant moins de gaz à effet de serre). Même les économies émergentes déploient des efforts pour développer et promouvoir les énergies renouvelables afin de faire face à la demande croissante d'électricité. Les projets MDP réalisés avec l'appui de pays développés suscitent ainsi un intérêt croissant. Actuellement, les projets MDP se concentrent dans des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil, qui possèdent un vaste marché et un fort potentiel économique, mais le développement des énergies renouvelables via des partenariats public-privé en Égypte pourrait également tirer parti des possibilités croissantes offertes par le MDP.

Par ailleurs, la JICA soutient d'autres grands projets liés aux énergies renouvelables – comme la centrale solaire intégrée à cycle combiné (ISCC) de Kuraymat. L'Agence continuera également à appuyer les efforts déployés dans de multiples secteurs en vue de concilier développement économique égyptien et protection de l'environnement mondial ; elle fournit notamment une aide pour la construction de nouvelles centrales éoliennes, la réalisation d'études de faisabilité pour des centrales photovoltaïques et le développement de biocarburants.

* Le Mécanisme de développement propre (MDP) est l'un des mécanismes créés dans le cadre du protocole de Kyoto pour permettre aux pays développés et aux pays en transition vers une économie de marché de mener à bien des projets destinés à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces réductions (crédits d'émissions de CO²) sont portées au crédit d'un pays qui peut les utiliser pour atteindre ses propres objectifs d'émissions. Ce cadre contribue également au développement durable des pays en développement.

Le point de vue de notre partenaire
**Abd El Rahman Salah El Din
Président de l'Autorité des énergies
nouvelles et renouvelables (NREA)**

Cette centrale éolienne financée par des prêts d'APD du Japon est entrée progressivement en service en 2009. Ce prêt était indispensable pour mener le projet à son terme et renforcer son potentiel économique, et nous sommes très reconnaissants de la coopération assurée par le gouvernement japonais et la JICA.



Les éoliennes de Zafarana dominent le littoral de la mer Rouge.

Afrique



Appui au développement autonome pour accélérer la croissance

Conséquence des crises financière et économique mondiale et de l'évolution erratique des prix du baril de brut, le taux de croissance africain n'aura été que de 2,5 % en 2009 (contre 5,6 % en 2008), celui de l'Afrique subsaharienne atteignant à peine 2,1 % (contre 5,5 % en 2008). Toutefois, le continent africain étant richement doté en ressources naturelles comme le pétrole, le gaz naturel et les métaux rares, il devrait connaître une croissance régulière. D'autant qu'il dispose d'un énorme marché potentiel de plus de 900 millions de consommateurs répartis dans 53 pays. On a d'ailleurs noté des signes de reprise économique en 2010. Certes, l'Afrique doit faire face à de multiples problèmes comme la réduction de la pauvreté, mais elle progresse dans l'appropriation de ses propres défis, et des initiatives conjointes voient le jour un peu partout sur le continent et entre ses différentes sous-régions.

Le Japon, qui soutient activement le processus de la TICAD (conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique), déploie des efforts destinés à promouvoir la croissance durable de l'Afrique depuis les années 1990. Lors de la quatrième TICAD (TICAD IV) qui s'est tenue à Yokohama en 2008, le gouvernement japonais s'est engagé devant la communauté internationale à doubler son aide en faveur de l'Afrique d'ici 2012. Pour concrétiser cet engagement, la JICA assure une aide axée sur le développement autonome de l'Afrique.

Principales stratégies d'aide

Suivi des engagements de la TICAD IV et mise en œuvre du plan d'action de Yokohama

Le plan d'action de Yokohama adopté lors de la TICAD IV en mai 2008 privilégie trois enjeux via l'extension des partenariats entre la communauté internationale et l'Afrique.

1. Accélération de la croissance économique en Afrique

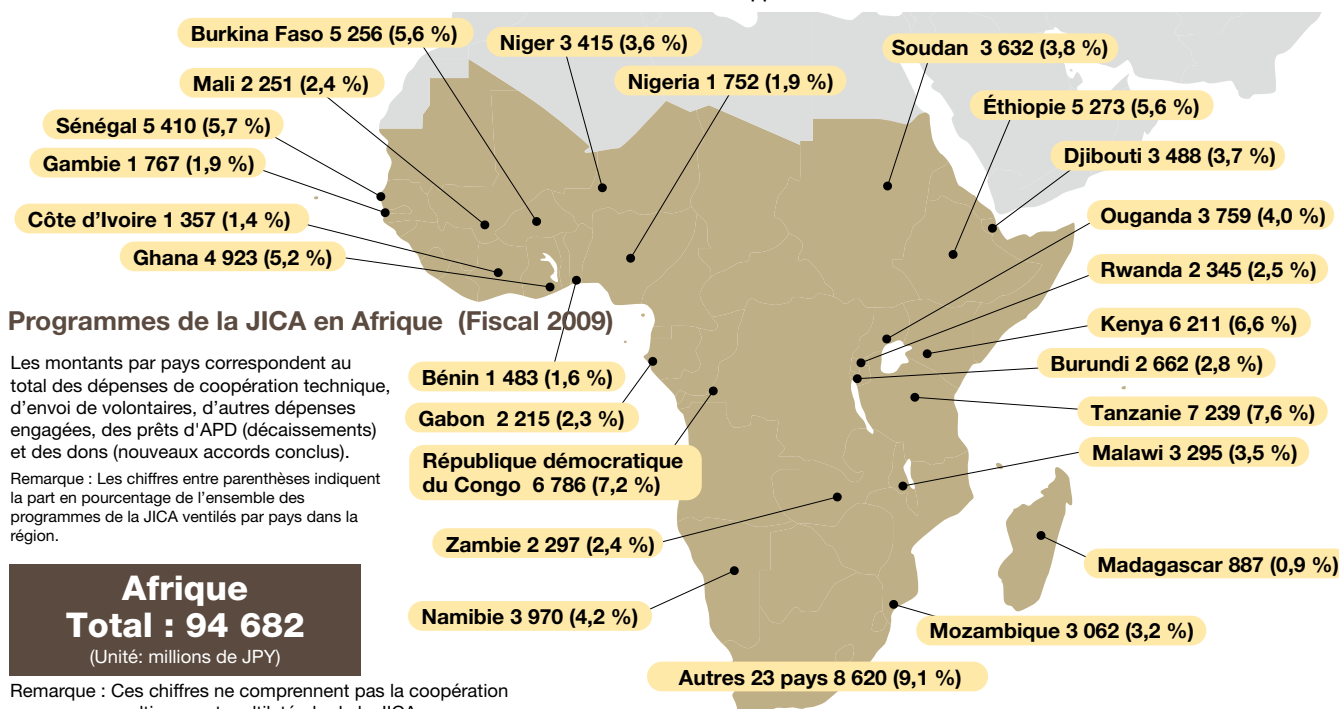
- Mise en place d'infrastructures régionales, notamment énergétiques et de transport ; extension de l'appui au projet de poste frontière à guichet unique.
- Soutien à l'amélioration de la productivité agricole, plus particulièrement rizicole ; accroissement de la production alimentaire via la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (Coalition for African Rice Development ou CARD).

2. Garantie de la sécurité humaine

- Appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : construction d'écoles primaires, lutte contre les maladies infectieuses, etc.
- Appui aux projets de développement et de reconstruction qui favorisent la stabilité régionale, une paix durable et une bonne gouvernance.

3. Prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques

- Élaboration et mise en œuvre de projets visant à renforcer les capacités des pays africains en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.
- Gestion des ressources hydriques, et notamment approvisionnement en eau salubre.



L'Afrique a connu une croissance économique stable ces dernières années ; elle a en effet bénéficié de l'augmentation des investissements étrangers après l'achèvement de plusieurs conflits régionaux, ainsi que de l'envolée des prix du brut et des minerais, qui comptent parmi ses ressources. Ces dix dernières années, elle a enregistré un taux de croissance annuel moyen de plus de 5 %, certains pays dépassant même les 10 %. Cela étant, les crises financière et économique survenues à la fin de 2008 ont fragilisé la planète sur les plans politique et socioéconomique, et elles ont eu des répercussions particulièrement graves sur le continent africain, déjà confronté à des problèmes comme la pauvreté, la faiblesse de la productivité agricole et le manque d'infrastructures.

Questions et actions prioritaires

Concrétiser l'engagement du Japon de doubler l'APD en faveur de l'Afrique d'ici 2012

Le gouvernement japonais s'est engagé à doubler son aide à l'Afrique d'ici 2012, par rapport à la moyenne de ses contributions pour la période 2003-2007.

Pour permettre l'obtention de résultats tangibles à l'échéance annoncée, la JICA a entrepris de réexaminer de manière exhaustive les besoins d'aide des différents pays et régions d'Afrique, et de concentrer ses ressources sur les domaines prioritaires, en conformité avec les objectifs du plan d'action de Yokohama.

Accélérer la croissance de l'économie africaine

Les initiatives spécifiques pour parvenir à cet objectif sont : (1) l'aménagement d'infrastructures vitales : transports, télécommunications, énergie électrique ; (2) la mise en place de cadres régissant le commerce et les investissements, afin de tirer la croissance ; (3) la relance de l'agriculture, dont dépend 70 % de la population africaine ; et (4) le développement de ressources humaines capables d'instaurer une croissance durable, l'accent étant mis sur l'enseignement scientifique, mathématique et technique.

1. Promouvoir le développement des infrastructures régionales

Beaucoup de pays africains sont privés d'accès à la mer. Ainsi, plus on tarde à construire des infrastructures transfrontières et à rationaliser les procédures de douane, plus on freine l'intégration des économies régionales, l'extension des marchés et la revitalisation des économies rurales.

La JICA privilégie le développement d'infrastructures régionales comme les routes et les lignes électriques transfrontières. Son aide ne se limite pas à la construction des infrastructures physiques : elle contribue également au développement des ressources humaines qui assureront la maintenance, la gestion et l'exploitation de ces équipements, ainsi qu'au développement communautaire.

Par exemple, le projet d'amélioration du réseau routier entre le Kenya et la Tanzanie, financé par un prêt d'APD, comportait un volet formation du personnel des douanes dans une optique de simplification des procédures de passage des frontières (poste

face à cette situation difficile, la JICA a doté son département Afrique d'un bureau de suivi de la TICAD IV en octobre 2008. Cette structure rebaptisée « bureau du processus de la TICAD » en mai 2009 est chargée de vérifier l'efficacité de l'aide fournie par le biais de la TICAD IV, et d'élaborer et de coordonner les plans généraux de la JICA pour le suivi des initiatives de la TICAD IV. Ce bureau doit aider la JICA à identifier et analyser avec davantage de précision les nouveaux besoins d'aide de chaque pays d'Afrique, et assurer la mise en œuvre continue du plan d'action de Yokohama.

frontière à guichet unique). Signalons que le premier poste de ce type a commencé à fonctionner en décembre 2009 à Chirundu, à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe. Au Mozambique, des aires de repos multifonctions (*michinoeki*) ont été aménagées au bord des routes pour permettre aux résidents locaux de profiter des retombées économiques de ces projets.

2. Encourager le commerce et les investissements étrangers directs

Les investissements étrangers directs ont fortement progressé sur le continent africain, passant de 10 milliards USD en 2000 à 90 milliards USD en 2008. Les investissements en provenance de pays comme la Chine, l'Inde et la Malaisie, notamment, sont en hausse, ce qui génère des emplois et des opportunités de croissance en Afrique.

Toutefois, de nombreux pays africains ne se sont pas encore dotés des politiques et des systèmes nécessaires pour promouvoir le développement du secteur privé, le commerce et les investissements. De plus, le secteur privé étant constitué pour l'essentiel de petites et moyennes entreprises (PME), la compétitivité liée aux compétences techniques et au développement de produits nouveaux reste médiocre, entre autres problèmes.

La JICA apporte une aide dans plusieurs directions : (1) aide destinée à créer un climat propice aux investissements et à promouvoir des activités de RSE (responsabilité sociale d'entreprise) de la part d'entreprises japonaises ; (2) appui au secteur privé local ; et (3) soutien à la promotion des exportations de produits africains – renforcement du développement de produits et amélioration de l'environnement d'importation, notamment.

L'Agence soutient le projet de promotion des investissements en Zambie – Triangle de l'espoir, destiné à instaurer un environnement propice à l'investissement dans ce pays, en collaboration avec la Malaisie. Douze groupes de travail ont été mis sur pied pour améliorer l'impact du projet ; chaque groupe comprend des représentants des secteurs public et privé et se concentre sur des questions comme les zones économiques multi-services, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ou le tourisme.

Par ailleurs, les entreprises privées du continent africain ont bénéficié de 300 millions USD de prêts et d'investissements via la Banque africaine de développement.



3. Accroître la production alimentaire en revitalisant l'agriculture

Les pénuries alimentaires provoquées par l'envolée des prix mondiaux des denrées alimentaires et par les sécheresses, inondations et autres catastrophes naturelles sont un grave problème en Afrique. Compte tenu d'un renchérissement des importations céréalières de 3 à 4 % par an et d'un taux de croissance démographique élevé (de l'ordre de 2 %), il est urgent d'accroître la production alimentaire.

Or l'agriculture africaine pâtit de techniques de production médiocres, d'une utilisation insuffisante des engrais et autres intrants agrochimiques, et de systèmes d'irrigation inadaptés. Autant de raisons qui expliquent la faible productivité des terres. Ainsi, les cultivateurs sont dans l'impossibilité d'accroître leurs revenus, et d'affecter des ressources à l'amélioration des techniques de production. Cette situation engendre des problèmes d'ordre socioéconomique comme la hausse des importations alimentaires, la détérioration des ressources naturelles, la désertification et l'afflux massif de population rurale vers les villes – phénomène qui va de pair avec l'abandon des activités agricoles.

La JICA soutient le développement du NERICA (nouveau riz pour l'Afrique), une variété adaptée au climat africain, et elle assure une aide plus particulièrement axée sur la promotion de la riziculture en Afrique. Le lancement de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) a été annoncé lors de la TICAD IV, avec l'objectif de doubler la production de riz sur ce continent d'ici 2018. Pour parvenir à cet objectif, la JICA collabore avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), la FAO, le Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO), l'Institut international de recherche sur le riz (IIRR) et d'autres organisations au développement et à la diffusion de techniques adaptées à différentes formes de riziculture. Il s'agit notamment de la riziculture pluviale et de la riziculture irriguée, priorité étant donnée à des techniques culturales et méthodes d'exploitation agricole validées par de précédents projets d'aide. Ces activités, qui ont démarré en Ouganda, au Ghana et en Tanzanie, sont en cours de diffusion vers les pays voisins.

4. Développement scientifique et technologique pour renforcer la compétitivité internationale

Dans le contexte actuel, marqué par la mondialisation et l'économie du savoir, l'Afrique doit prendre des initiatives afin de développer un large éventail de ressources humaines capables de porter la croissance économique.

Les efforts doivent porter non seulement sur l'éducation de base, mais aussi sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques d'enseignement supérieur en phase avec les politiques nationales et les besoins de l'industrie. Par ailleurs, l'Afrique doit instaurer un environnement qui permette d'enrayer la fuite des cerveaux et d'encourager le retour des talents expatriés. La JICA contribue à développer l'infrastructure des ressources humaines, qui englobe l'ensemble du secteur éducatif.

Par exemple, pour répondre aux besoins des pays d'Afrique subsaharienne en matière de développement scientifique, technologique et industriel, l'Agence s'emploie à diffuser des technologies vers les pays voisins de l'Ouganda et du Sénégal, qui ont bénéficié de sa coopération en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle. De plus, la JICA entend aider le Rwanda à évoluer vers une économie du savoir en formant des techniciens qualifiés dans les TIC. Par conséquent, l'Agence

appuie des projets visant à valoriser les ressources humaines dans les domaines scientifiques et techniques à tous les niveaux du système éducatif (formation technique, professionnelle et pédagogique pour l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau secondaire et supérieur).

La JICA soutient également la revitalisation de l'industrie comme moteur de développement économique.

Garantie de la sécurité humaine

Pour contribuer au développement et à la réduction de la pauvreté, la JICA ambitionne d'aider les pays concernés à se libérer de la pauvreté et de la faim, et à compenser leur déficit éducatif ainsi que l'accès insuffisant aux services sanitaires et médicaux. S'agissant de la paix et de la sécurité, la JICA déploie des activités devant permettre aux populations de vivre à l'abri de la peur suscitée par les conflits, le terrorisme, la criminalité, les violations des droits humains, les épidémies, la destruction de l'environnement, les crises économiques et les catastrophes naturelles. De plus, en apportant un soutien au développement communautaire, à l'éducation, à la santé et à la consolidation de la paix, la JICA veille à ce que ses programmes de coopération bénéficient effectivement aux individus auxquels ils sont destinés.

1. Développement communautaire pour améliorer les conditions d'existence

La JICA réalise de nombreux projets répondant à une approche communautaire, intégrée et intersectorielle.

Le développement de la province orientale du Rwanda a pour objectif d'améliorer les conditions de vie et les revenus des habitants des villages ruraux. Le développement de la communauté obéit à une approche intégrée qui combine plusieurs aspects : adduction d'eau et assainissement, développement agricole et rural, transports. Au Kenya, la JICA mène le programme sur l'autonomisation des communautés rurales et celui sur l'autonomisation des petits exploitants et la création d'activités rémunératrices – à l'appui de la production horticole et rizicole. En Tanzanie et en Ouganda, l'Agence met en œuvre le programme de développement du secteur agricole, axé sur la promotion de la riziculture. Elle appuie par ailleurs le développement de l'agriculture et des villages ruraux, qui englobe des efforts pour accroître la productivité agricole, ainsi que des initiatives visant à améliorer l'accès à l'eau en Éthiopie et à Madagascar.

Le programme « Un village, un produit » (UVUP), qui s'appuie sur des expériences japonaises, gagne du terrain dans de nombreux pays. Au Malawi, grâce à l'ingéniosité des habitants, une vingtaine de produits nouveaux ont fait leur apparition sur les marchés locaux. Le beurre de karité est désormais commercialisé au Ghana et exporté au Japon et ailleurs sous forme de savon et de crème pour les mains. La JICA apporte une aide adaptée à la situation et aux systèmes de chaque pays afin de diffuser largement le programme UVUP.

2. Améliorer l'éducation de base et l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire

La JICA déploie des efforts pour élargir l'accès à l'instruction de base, faire progresser la qualité de l'éducation et améliorer la gestion scolaire.

Le Niger est situé dans une région, l'Afrique de l'Ouest, où l'on déplore

le plus faible taux d'accès à l'éducation primaire. Dans le cadre du projet d'École pour tous qu'elle met en œuvre dans ce pays, la JICA encourage les résidents à participer à l'administration de leurs écoles, et elle promeut

la collaboration avec les communautés locales pour inciter les enfants à aller à l'école. Impressionné par les résultats obtenus dans la région pilote, le gouvernement nigérien a adopté des mesures pour faire appliquer le

Étude de cas
La réfection de routes prépare l'avenir du corridor économique de Nacala
Mozambique : Projet de rénovation de la route Nampula-Cuamba

Le corridor économique de Nacala s'étend du port mozambicain de Nacala à la Zambie en traversant le Malawi. Ce grand axe routier revêt une importance primordiale pour le développement intégré de la région.

En mars 2010, la JICA a accordé un prêt d'APD d'environ 6 milliards JPY destiné à améliorer la route Nampula-Cuamba. Ce projet est cofinancé avec la Banque africaine de développement et d'autres organismes au titre de l'initiative d'Assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA for Africa).

Réfection des grands axes endommagés durant la guerre civile

Baignée par les eaux de l'océan Indien, la ville de Nacala est située dans la région nord du Mozambique. Elle constitue un important centre de distribution pour le pays, comme pour le Malawi et la Zambie, ses voisins enclavés. Deux liaisons parallèles, une routière, l'autre ferroviaire, partent de Nacala vers le Malawi. Mais 17 années de guerre civile (1975-1992) ont ravagé le territoire mozambicain et détruit les principales voies routières et ferrées. Au Mozambique, la réhabilitation de l'infrastructure routière est essentielle pour faire reculer la pauvreté. De ce fait, depuis les années 1990, la Banque mondiale et l'UE se sont attelées à des programmes de gestion des routes et des ponts.

Le tronçon de la route nationale 13 (RN13) reliant Nampula et Cuamba s'étire sur 353 km et constitue un maillon vital du corridor économique de Nacala. Malgré son importance, cet axe n'est pas bitumé et devient difficilement praticable durant la saison des pluies. La RN13 est une voie de communication majeure pour le développement économique tant régional que transnational notamment dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Des travaux de réhabilitation ont donc été planifiés par le gouvernement

mozambicain, et la JICA a octroyé un prêt d'APD japonaise en cofinancement avec la Banque africaine de développement. Le Fonds coréen de coopération pour le développement économique a également soutenu ce projet qui constitue, à ce titre, le premier prêt d'APD cofinancé par le Japon et la Corée.

Soutien à l'agriculture, aux installations portuaires, à l'éducation et aux soins médicaux pour un développement intégré

En 2006, la JICA a réalisé une étude d'élaboration de projet. L'objectif des travaux routiers est de permettre un trafic régulier même durant la saison des pluies. Ceci contribuera à revitaliser les activités commerciales le long du corridor de Nacala. À son tour, la relance économique des provinces de Niassa et Nampula – dont le développement est particulièrement à la traîne au Mozambique – sera fortement impulsée induisant un recul de la pauvreté. Le prêt d'APD du Japon s'inscrit dans cette démarche.

L'étude conduite par la JICA porte sur la rénovation d'un tronçon routier de 150 km, entre Cuamba et la frontière occidentale avec le Malawi, à vocation de corridor international. La JICA projette également de réaliser une étude sur la réhabilitation et l'extension du port de Nacala, en prévision de l'augmentation du volume de fret transitant par ce port après la mise en place du corridor économique de Nacala. De plus, la JICA envisage un soutien intégré – développement agricole via un partenariat avec le Brésil, éducation et santé – afin de promouvoir le développement des régions traversées par le corridor économique de Nacala.

Un point de vue local

Aderito A. Guilamba

Directeur, Département des projets, Administration nationale des routes (Administração Nacional de Estradas, ANE)

Bitumer la route Nampula-Cuamba est une priorité du gouvernement. Les résidents, les travailleurs agricoles et les petites et moyennes entreprises, tous ont vraiment hâte que les travaux commencent. Après la mise en service de la route, la durée du trajet sera réduite de neuf à cinq heures et le coût sera également moindre. Je participe à ce projet depuis la phase de planification et je suis convaincu qu'une meilleure distribution permettra non seulement d'accroître les retombées économiques mais qu'elle améliorera aussi beaucoup les conditions de vie des populations pauvres vivant dans la région.

Un point de vue local

Ioustauturo Antonio

Maire de la ville de Ribáuè, district de Ribáuè, province de Nampula, Mozambique

Le bitumage du corridor économique de Nacala aura un impact considérable sur l'accélération du développement de la ville. Il favorisera non seulement l'essor économique, mais améliorera aussi les conditions d'existence des habitants, alors nous en sommes très reconnaissants...

Saimon Nburma

Professeur de l'enseignement secondaire de la ville de Ribáuè, district de Ribáuè, province de Nampula, Mozambique

Les populations des régions voisines ainsi que les habitants de la ville attendent avec impatience que la route soit terminée. La liaison routière avec l'hôpital de Nampula est tellement mauvaise que les voitures quittent la route à mi-chemin, si bien que beaucoup de personnes ont trouvé la mort en allant à l'hôpital. La pluie est essentielle pour l'agriculture mais la seule pensée de ne pouvoir utiliser la route quand il pleut nous décourage. Tout ce que nous pouvons faire c'est prier afin qu'il n'arrive rien de grave. Grâce à ces travaux d'amélioration de la route, nous n'aurons plus à redouter le début de la saison des pluies.



La route non revêtue du corridor économique de Nacala devient souvent impraticable durant la saison des pluies. (Photo : Mika Tanimoto)



Un portique de stockage empile les conteneurs dans le port de Nacala



modèle développé dans le cadre de ce projet à toutes les écoles primaires du pays. La JICA envisage d'étendre ces activités à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Au Kenya, l'Agence mène depuis 1998 un projet destiné à renforcer l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire. Ce projet a mobilisé l'attention des pays voisins, donnant lieu à la création d'un réseau régional en 2002. Il concerne aujourd'hui 34 pays.

3. Prévention des maladies infectieuses, amélioration de la santé maternelle et infantile et renforcement des systèmes de santé

Les maladies infectieuses, les complications liées à la grossesse ou à l'accouchement, la dénutrition et les retards de croissance chez les enfants sont autant de menaces concrètes pour la santé humaine.

La JICA contribue à la lutte contre les maladies infectieuses en se concentrant sur certaines maladies – activités de prévention, d'éducation et de sensibilisation au VIH/sida, notamment –, et elle assure une aide en faveur de la santé génésique et de la santé maternelle et infantile dans des pays comme l'Angola et le Sénégal. Ces mesures doivent contribuer à la réalisation des OMD (objectifs du Millénaire pour le développement) liés à la santé : réduction de la mortalité des moins de cinq ans, amélioration de la santé des femmes enceintes, prévention de la propagation des maladies infectieuses.

Les initiatives liées au renforcement du système de santé visent à développer les capacités des administrations sanitaires locales et à étayer les activités de santé communautaire. La JICA espère étendre des activités de ce type à une vaste zone géographique dans le cadre de son projet de développement des capacités de l'administration publique au Ghana.

4. Consolidation de la paix

La paix et la sécurité sont des conditions préalables au développement socioéconomique de l'Afrique. La situation politique se stabilise aujourd'hui, après l'achèvement de nombreux conflits sur ce continent. Dans des pays comme le Mozambique, l'Angola et le Rwanda, qui sont sortis d'un conflit, la paix se consolide à mesure que l'État de droit et le processus de réconciliation interethnique progressent.

La JICA contribue à la consolidation de la paix par diverses activités telles que (1) l'appui à la planification urbaine de Juba, la principale ville du Sud-Soudan, et à la reconstruction des infrastructures de base les plus urgentes comme les ponts ; (2) la formation pour la démocratisation de la police en RDC (République démocratique du Congo), en collaboration avec les Nations unies ; et (3) l'aide à la réintégration sociale des enfants meurtris par la guerre civile en Sierra Leone, ainsi qu'à la remise en état des réseaux de distribution d'eau et d'électricité de ce pays.

Prise en compte des problèmes environnementaux et climatiques

Face à la lourde menace que représente le changement climatique pour le développement africain, la JICA déploie de nombreux efforts à l'appui de mesures d'atténuation et d'adaptation. Le Japon utilise plusieurs mécanismes de financement pour aider les pays en développement à concilier croissance économique et protection de l'environnement. Les mesures qui bénéficient de ce soutien visent à : (1) réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de lutter contre le changement climatique ; (2) prendre en compte les impacts négatifs de ce

Transposer en Afrique les expériences asiatiques réussies dans le cadre du processus de la TICAD soutenu par le Japon

À la différence de nombreux pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, dont la croissance économique a démarré vers le milieu des années 1970, l'Afrique a longtemps connu la stagnation.

En Asie, près de 60 % de l'APD bilatérale du Japon a servi à financer le développement des infrastructures. La communauté internationale s'est félicitée de cette aide qui a créé des conditions favorables à l'investissement privé et fait naître des synergies. Certes, les expériences des pays asiatiques ne peuvent être transposées directement en Afrique, car ces deux continents ont chacun leur histoire, leur environnement naturel et leurs caractéristiques socioéconomiques. Mais il importe que l'Afrique comprenne comment le « miracle est-asiatique » s'est produit, qu'elle reconsidère le rôle joué par l'État, la répartition des revenus et le développement durable, et qu'elle prenne conscience de la nécessité d'élaborer ses propres stratégies de développement.

Depuis la tenue de la première TICAD en 1993, le Japon n'a cessé de souligner l'importance de l'appropriation par les pays africains de leur processus de développement, et celle des partenariats avec la communauté internationale. C'est l'un des fondements du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un

concept de développement intégré élaboré par les Africains eux-mêmes en 2001.

Pour contribuer au NEPAD, la JICA facilite le recours aux partenariats public-privé (PPP) reposant sur le déploiement d'APD et de capitaux privés, en coopération avec des pays asiatiques qui s'inspirent de leurs propres expériences.

Dans le cadre de la coopération Asie-Afrique, la JICA appuie des efforts destinés à appliquer

la méthode des 5S (« *Seiri, Seiton, Seiso, Seiketsu, Shitsuke* » : débarrasser, ranger, nettoyer, standardiser, être rigoureux) – une méthode japonaise de gestion de la qualité – à la gestion hospitalière dans les pays africains (Sri Lanka), au développement de l'agriculture à Madagascar (Indonésie), et à la mise en place d'un environnement favorable aux investissements en Zambie (Malaisie).

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) : rappel des grandes étapes

TICAD I Octobre 1993 (Tokyo)	Y participent 48 pays africains, 12 pays donateurs et des organisations internationales. Adoption de la déclaration de Tokyo, par laquelle la communauté internationale s'accorde à considérer le développement africain comme un enjeu prioritaire.
TICAD II Octobre 1998 (Tokyo)	Y participent 51 pays africains, 29 pays donateurs et des organisations internationales. Adoption du Programme d'action de Tokyo, qui définit des objectifs communs et des mesures à prendre pour favoriser le développement socioéconomique, la bonne gouvernance, la prévention des conflits et le développement post-conflictuel.
TICAD III Septembre 2003 (Tokyo)	Y participent 50 pays africains, 39 pays donateurs et des organisations internationales. Adoption de la déclaration du dixième anniversaire de la TICAD, qui met l'accent sur la consolidation de la paix, le développement centré sur l'être humain et la réduction de la pauvreté par la croissance économique.
TICAD IV Mai 2008 (Yokohama)	Y participent 51 pays africains, 34 pays donateurs et des organisations internationales. Adoption de la déclaration de Yokohama : le Japon s'engage à doubler son aide, en se concentrant sur le développement agricole, le commerce et les investissements, la promotion du tourisme et la valorisation des ressources humaines. Le plan d'action de Yokohama fournit un carnet de route pour l'aide à l'Afrique au cours des cinq années à venir. Un mécanisme de suivi de la TICAD est mis en place.

changement pour pouvoir s'y adapter ; et (3) promouvoir le recours aux énergies propres – énergie solaire, hydraulique ou géothermique, notamment.

Les activités de la JICA appuient en priorité les mesures d'adaptation, telles que la lutte contre les inondations, la sécheresse, la désertification et les pénuries d'eau, la coopération en vue de développer et de généraliser l'adoption du riz NERICA (Nouveau riz pour l'Afrique) – une variété de riz résistante à la sécheresse –, la construction de systèmes d'irrigation et la lutte antipaludique.

De plus, dans les pays bordant le Sahara, la JICA intensifie ses efforts en faveur du développement des ressources forestières afin de prévenir la désertification, et du développement et de la diffusion des énergies renouvelables (hydraulique et solaire, notamment).

L'Agence a octroyé son premier prêt d'APD au titre de la lutte contre le changement climatique en Afrique subsaharienne à un projet d'extension de la centrale géothermique d'Olkaria.

Étude de cas

Appui à la santé des nourrissons et des femmes enceintes

Ghana : Projet de mise en œuvre en vraie grandeur du CHPS

Les efforts du Ghana pour réduire la mortalité des mères et celle des enfants de moins de cinq ans ont progressé lentement du fait de l'accès insuffisant aux services sanitaires de base. Dans les zones rurales du nord du pays, par exemple, le taux de mortalité infantile est deux fois supérieur au taux de mortalité moyen de la population ghanéenne.

Pour remédier à cette situation, la JICA collabore depuis 2006 avec le Service de Santé du Ghana - l'agence d'exécution du ministère de la Santé. La JICA assure un appui destiné à renforcer les services sanitaires de base dans la région du Haut Ghana occidental, dans le nord du pays.

Mesures destinées à améliorer l'environnement sanitaire au niveau local

Le Ghana a élaboré une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur la croissance économique, et désigné comme prioritaires l'accès aux services de santé, la prévention du paludisme et celle du VIH/sida. Dans le cadre de ces efforts, le gouvernement prévoit de se doter d'une politique de planification des services de santé communautaire (CHPS) afin d'élargir l'accès des Ghanéens aux services sanitaires de base et d'améliorer l'environnement sanitaire au niveau local.

À cet effet, le gouvernement ghanéen, et plus particulièrement ses équipes de gestion sanitaire de district, ont joué un rôle central en découpant le territoire national en aires de santé de 3 000 à 5 000 personnes, et en dotant chacune de ces aires d'un comité de santé communautaire. En collaboration avec les habitants, des agents de santé communautaire (ASC) effectuent des visites médicales à domicile, proposent des bilans de santé dans les écoles, promeuvent la planification familiale et émettent un premier diagnostic ; ils font le lien avec les institutions médicales de niveau supérieur. Or en 2004, selon un rapport, seules 84 aires dans l'ensemble du pays avaient atteint la dernière étape, et seulement 1,9 % de la population

ghanéenne bénéficiait de ces efforts.

En réponse à une demande du gouvernement ghanéen, la JICA a assuré une coopération technique et mis en œuvre dès 2006 le lancement d'un projet (phase 1) dans deux districts de la région du Haut Ghana occidental.

Combinaison de l'aide sous forme de dons et de l'envoi de JOCV

Dès la phase 1, la JICA a assuré une aide visant à étendre les services sanitaires de base assurés par les ASC. De plus, parallèlement au projet, des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ont mis en place des activités d'amélioration de la santé fondées sur la participation de la population locale.

La JICA a également fourni des supports pédagogiques pour les écoles d'infirmières en santé communautaire, des équipements médicaux pour les hôpitaux et centres de santé, et du matériel destiné à renforcer et promouvoir la politique CHPS via une aide sous forme de dons dès 2007. Par ailleurs, l'Agence a contribué à renforcer les systèmes visant à améliorer les services sanitaires de base à travers ses projets de coopération technique. Durant la phase 2 (qui a démarré en 2008), le Ghana a lancé des activités visant à étendre les résultats de la phase 1 aux six districts restants du Haut Ghana occidental. En 2010, date d'achèvement du projet, 81 aires disposaient de services de santé communautaire opérationnels, contre 24 lors du lancement en 2006 ; de plus, 160 ASC avaient été formés.

« Les ASC font des miracles. La maladie que je m'étais résignée à endurer a été guérie comme par magie ! », nous confie une vieille dame. La JICA poursuivra ses efforts pour que les Ghanéens puissent continuer à se réjouir d'avoir accès à des soins de santé.



JOCV conduisant des activités de sensibilisation.

Le point de vue de notre partenaire

Dr Sylvester Anemana
Vice-ministre de la Santé (précédemment directeur des services de santé du Ghana, division du personnel)

Après la réussite du projet pilote dans le Haut Ghana occidental, cette politique devait être appliquée en vraie grandeur avec l'appui de la JICA. En 2008, les indicateurs de la région du Haut Ghana occidental se sont améliorés grâce aux efforts de l'équipe régionale de gestion sanitaire, des équipes de district et de la population locale. D'autres régions ont même organisé des voyages d'étude pour tirer parti de nos expériences. Le ministère de la Santé est allé jusqu'à modifier sa politique pour prendre en compte les remarques du personnel de terrain. Dès 2010, les ASC ont commencé à bénéficier officiellement d'une formation en soins obstétricaux, et un système permettant de leur fournir des téléphones portables a été mis en place pour qu'ils puissent appeler une ambulance en cas d'urgence.



Soutenir l'adhésion à l'UE et la coexistence interethnique dans les Balkans occidentaux

La mosaïque complexe que forme l'Europe résulte d'un long processus de développement économique et culturel. Si la plupart des pays de la région ont déjà rejoint l'Union européenne (UE), les autres poursuivent leur développement économique et social dans la perspective d'y adhérer à l'avenir. L'aide de la JICA en Europe se concentre sur le développement infrastructurel, sur l'amélioration de l'environnement naturel et sur l'essor du secteur privé. Dans la région des Balkans occidentaux, notamment, marquée par les conflits interethniques consécutifs à l'éclatement de la Yougoslavie à la fin des années 1990 et au début des années 2000, il est essentiel d'instaurer des conditions propices à la coexistence des différents groupes ethniques et à la stabilité sociale. En Bosnie-Herzégovine, la JICA déploie des efforts en faveur de la coexistence interethnique. L'Agence a également commencé à déployer une aide bilatérale en faveur du Kosovo, qui a déclaré son indépendance en 2008.

Principales stratégies d'aide

Appui à la protection de l'environnement, au développement du secteur privé et à la consolidation de la paix

La JICA a commencé à opérer en Europe pour soutenir les pays de l'ancien bloc de l'Est et les nouveaux États indépendants issus de l'ex-Union soviétique dans leur transition vers la démocratie et l'économie de marché, après le sommet du Groupe des Sept (G7) de 1989.

Quand le traité de Maastricht sur l'Union européenne est entré en vigueur en 1993, les pays de l'ancien bloc de l'Est ont tenu à poursuivre leurs réformes socioéconomiques avec l'aide de la communauté internationale, dans le but d'intégrer ultérieurement cette entité. En 2004, l'UE a accueilli en son sein les quatre pays de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie), les trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), ainsi que la Slovénie, Malte et Chypre. En 2007, elle s'élargissait à la Roumanie et à la Bulgarie. Les nouveaux États membres de l'UE ont été retirés de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le Comité d'aide au développement (CAD) en 2006. Les projets de coopération technique en faveur d'États membres de l'UE ont pris fin au cours de l'exercice 2008. Seule exception : la coopération a

été poursuivie pour les projets financés par des prêts d'APD du Japon et les activités de suivi.

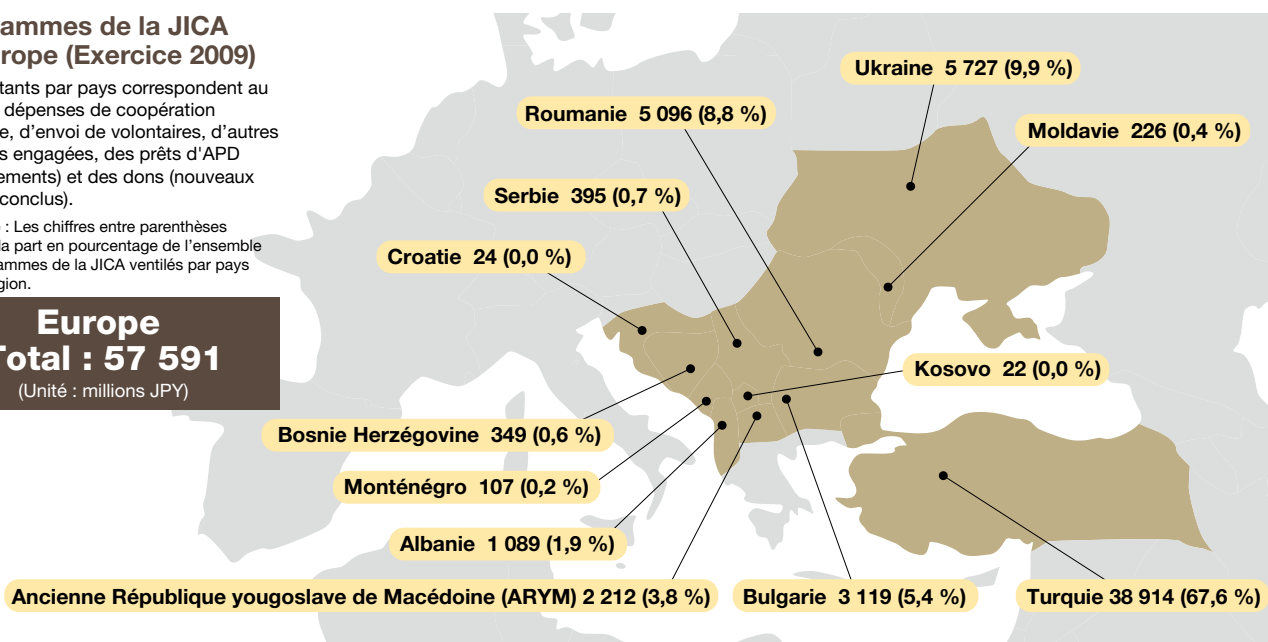
La région des Balkans occidentaux – qui comprend les pays de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie – s'est en partie relevée des conflits interethniques et des guerres civiles qui ont suivi l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, durant les années 1990. Mais les pays de cette région demeurent confrontés à de nombreux défis, tels qu'un taux de chômage élevé et des tensions interethniques latentes. Pour pouvoir être acceptés au sein de l'UE, ils doivent poursuivre leurs efforts de développement économique et améliorer leur gouvernance. Si bon nombre d'entre eux ont atteint un niveau de développement équivalent à celui des économies nouvellement industrialisées (ENI), des efforts restent cependant à accomplir pour instaurer des conditions sociales stables, permettant la coexistence paisible des différents groupes ethniques, et pour prendre en compte les enjeux environnementaux, longtemps négligés. La JICA se concentre sur l'amélioration de l'environnement et

Programmes de la JICA en Europe (Exercice 2009)

Les montants par pays correspondent au total des dépenses de coopération technique, d'envoi de volontaires, d'autres dépenses engagées, des prêts d'APD (décaissements) et des dons (nouveaux accords conclus).

Remarque : Les chiffres entre parenthèses indiquent la part en pourcentage de l'ensemble des programmes de la JICA ventilés par pays dans la région.

Europe
Total : 57 591
(Unité : millions JPY)



Remarque : Ces chiffres ne comprennent pas la coopération multi-pays et multilatérale de la JICA.

sur l'appui au développement du secteur privé, afin d'aider les pays de la région à progresser vers leur objectif d'adhésion à l'UE, tout en contribuant à la prise en compte des enjeux de portée mondiale.

En Bosnie-Herzégovine, la politique et la société restent marquées par la ségrégation ethnique issue du conflit des années 1990. La JICA privilégie par conséquent les initiatives susceptibles d'encourager la coexistence des différentes communautés. Indépendamment depuis 2008, le Kosovo a noué des relations diplomatiques avec le Japon en 2009, et les gouvernements kosovar et japonais ont exprimé leur volonté de s'engager dans une coopération à l'avenir. Dans ce contexte, la JICA a inauguré son aide bilatérale en 2010 par l'envoi d'experts au Kosovo et par l'organisation de formations dans l'archipel nippon.

L'Ukraine et la Moldavie occupent une position géopolitique essentielle, à la jonction de l'UE et de la Russie. Ces deux pays poursuivent leurs efforts pour accélérer leur développement et accéder à l'indépendance économique. L'Ukraine, qui a subi de plein

fouet les crises financière et économique ayant ébranlé la planète à la fin de 2008, a cruellement besoin qu'on l'aide à développer ses infrastructures et à attirer les investissements, afin de renforcer les bases de son économie. Avec un revenu national brut (RNB) par habitant de 1 590 USD (Banque mondiale 2009), la Moldavie est le pays le moins développé d'Europe. Elle a besoin d'une aide soutenue. Bien qu'ayant atteint un niveau de développement plus enviable, la Turquie continue à avoir besoin d'aide, surtout pour prendre en compte les enjeux environnementaux, corriger les disparités et mettre en œuvre la coopération Sud-Sud, qui est l'une des priorités de la coopération internationale.

Questions et actions prioritaires

Maximiser l'efficacité de l'aide pour aider les pays à s'affranchir plus rapidement de l'APD

Douze pays européens bénéficient actuellement d'une aide de la JICA. La coopération sous forme de dons arrive quasiment à son terme dans la région, sauf en Moldavie, en Ukraine et au Kosovo ; seuls des projets culturels, au niveau local et liés à la sécurité humaine sont encore en cours. La JICA entend poursuivre ses actions via la coopération technique et les prêts d'APD. En Roumanie et en Bulgarie, l'Agence octroie des prêts d'APD et met en œuvre des activités de suivi, tandis que les efforts en faveur de la Moldavie et du Kosovo continuent à s'appuyer sur la coopération technique et les dons.

Dans ses actions, la JICA entend capitaliser sur ses propres compétences et sur les atouts du Japon, tout en tenant compte des liens qu'entretient le pays bénéficiaire avec l'UE et de son aptitude à s'affranchir de l'APD à l'avenir. La JICA déploie une coopération

technique très ciblée et privilégie les projets susceptibles d'être poursuivis localement grâce à des activités de formation et de suivi dans le pays bénéficiaire. Il importe par ailleurs de mener des projets capables de produire des résultats à l'échelle de la région.

Beaucoup de pays européens éligibles à des prêts d'APD affichent des performances équivalentes à celles des ENI. Dans ces pays, les projets bénéficiant de prêts d'APD concernent surtout l'amélioration de l'environnement, enjeu planétaire qui nécessite des efforts de longue haleine.

La JICA assure une coopération technique associée à des prêts d'APD et à des dons, tout en étudiant les possibilités de collaboration avec d'autres organismes d'aide et avec le secteur privé. Ces initiatives visent à maximiser l'impact de l'APD.



Production de fraises à Srebrenica, en Bosnie-Herzégovine



L'enseignement des TI au lycée de Mostar, en Bosnie-Herzégovine, bénéficie de l'appui du Japon. Des bus ont également été fournis à la ville dans le cadre de dons japonais

Centre des échanges commerciaux en Turquie, Istanbul s'étend sur les deux rives du Bosphore, détroit qui marque la limite géographique entre l'Europe et l'Asie. Du fait de son dynamisme économique, la ville a connu une croissance rapide de sa population ces dernières années. Elle abrite aujourd'hui 12 millions d'habitants, ce qui entraîne une congestion permanente du trafic au niveau des deux ponts franchissant le Bosphore, et de graves problèmes de pollution atmosphérique dus aux gaz d'échappement.

Pour remédier à cette situation, la Turquie a entrepris de construire un tunnel ferroviaire sous le Bosphore. Elle a bénéficié pour cela de prêts d'APD du Japon d'un montant total de 111,2 milliards JPY, et des compétences de pointe de ce pays en matière de génie civil. Ce tunnel construit grâce à l'expertise et à l'ingénierie du Japon permettra de réunir symboliquement l'Europe et l'Asie.

Tunnel immergé par 60 m de fond

Le Bosphore, qui fait le lien entre la mer Noire et la Méditerranée, ne mesure pas plus de 700 m de large en son point le plus étroit. Les deux ponts qui l'enjambent relient le centre d'Istanbul, côté occidental, aux banlieues situées sur la rive orientale du détroit. Le Japon avait octroyé des prêts d'APD à la Turquie pour bâtir le second pont du Bosphore – le pont Fatih Sultan Mehmet –, achevé en 1988.

L'afflux récent de population a eu un impact sur la fréquentation des ponts, qui voient défiler en moyenne 400 000 véhicules par jour (chiffre cumulé), ce qui se traduit par des embouteillages sans fin. Certes, des navires de transbordement permettent aussi de passer d'une rive à l'autre, mais cela prend du temps. D'où la nécessité de disposer d'une solution ferroviaire.

On a donc envisagé de construire un tunnel sous le Bosphore. Il a d'abord fallu creuser une tranchée dans le lit du détroit – d'une profondeur d'eau moyenne de 60 m –, sur le fond de laquelle on a déposé 11 énormes tubes, assemblés par la suite pour former un tunnel. Quand le projet sera achevé, il s'agira du tunnel immergé le plus profond de ce type au monde.

Capitaliser sur l'expertise japonaise

Les entreprises nippones de génie civil possèdent



Second pont du Bosphore en Turquie

une vaste expérience en matière de tunnels immergés ; elles ont en effet pris part au quart des projets de construction de ce type dans le monde. De plus, à l'instar du Japon, la Turquie est une région à forte sismicité. Ce projet a donc été attribué à une société japonaise spécialisée dans l'ingénierie et la construction de tunnels urbains au Japon, ouvrages qui sont fréquemment construits sur des sols meubles. L'expérience de cette entreprise en matière de conception parasismique (ouvrages capables de résister à un séisme de 7,5 sur l'échelle de Richter) et son expertise en étanchéité pour le génie civil ont été déterminantes.

Les tubes utilisés, d'une largeur de 15,3 m et d'une hauteur de 8,6 m, ont été construits au sec puis transportés sur le site de l'ouvrage. Leur immersion a nécessité de véritables prouesses techniques, car le Bosphore est parcouru de violents courants marins, qui de surcroît changent de sens selon la profondeur à laquelle on se trouve. Un autre défi consistait à préserver l'écosystème du Bosphore pendant toute la durée du chantier.

La partie immergée du tunnel est presque achevée, et les travaux de construction de la liaison ferroviaire (tunnels creusés) progressent simultanément aux deux extrémités. L'ouverture à la circulation est prévue pour 2013. Signalons que ce projet a été récompensé en 2009 par le prix de la Société des ingénieurs civils du Japon.

Un point de vue local

Dr Haluk Ibrahim Ozmen

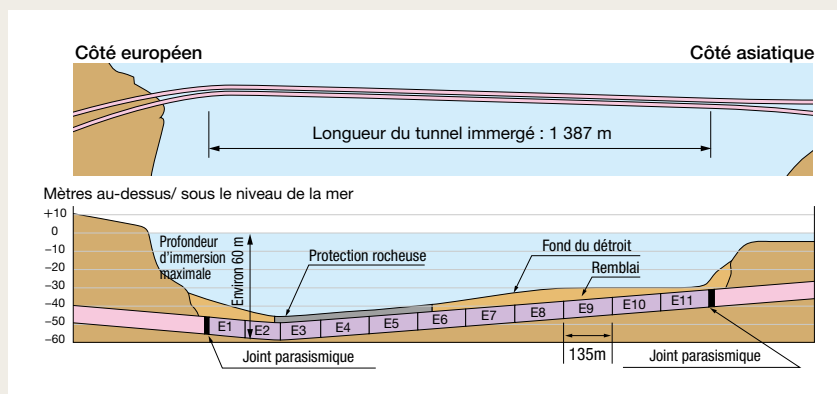
Directeur régional, Direction générale de la construction ferroviaire, portuaire et aéroportuaire du ministère des Transports et des communications, Turquie

Istanbul est la plus grande ville de Turquie. Cela fait plus de 150 ans que l'on ambitionne de réunir l'Europe et l'Asie. Ce tunnel, dont la construction respecte l'équilibre historique et culturel de la ville, devrait servir à acheminer un million de voyageurs par jour. Nous allons en outre le raccorder au réseau ferroviaire existant afin de relier des parties éloignées de l'Europe au continent asiatique.



À l'intérieur d'un des tubes immergés. Selon Fumio Koyama, chef du projet de tunnel immergé de la Taisei Corporation, « Les ingénieurs du monde entier considéraient ce projet comme quasiment impossible à réaliser. La Turquie entretient des relations étroites avec le Japon, et nous étions fermement décidés à montrer que nos ingénieurs japonais pouvaient y parvenir. Nous ne sommes pas du genre à baisser les bras devant les difficultés ! »

Construction du tunnel



Étude de cas

Bâtir l'avenir ensemble

Dès 1992, la Bosnie-Herzégovine a été le théâtre de violents conflits interethniques, qui ont fait plus de 200 000 morts et entraîné le déplacement interne de près de deux millions de personnes, devenues des réfugiés dans leur propre pays. Plus de quinze ans après la fin des hostilités, le pays reste marqué par la ségrégation ethnique. La JICA assure une aide post-conflictuelle à long terme en faveur de la Bosnie-Herzégovine pour soutenir la reconstruction et la réconciliation interethnique dans ce pays.

Faciliter la coexistence des trois groupes ethniques

La Bosnie-Herzégovine était l'une des six entités qui composaient la République fédérale socialiste de Yougoslavie. En 1992, les dissensions au sujet de la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine ont débouché sur un conflit armé mettant aux prises les trois groupes ethniques de la région : les Bosniaques (Musulmans), les Serbes et les Croates. Après la fin de la guerre en 1995, la Bosnie-Herzégovine a été divisée en deux entités politiques : la Fédération de Bosnie et Herzégovine, peuplée essentiellement de Croates et de Bosniaques (Musulmans), et la République serbe de Bosnie (Republika Srpska), où vivent principalement des Bosno-Serbes. La Fédération de Bosnie et Herzégovine est elle-même découpée en 10 cantons. En plus du gouvernement central bosnien, chacune des deux entités et chacun des dix cantons ont leurs propres mécanismes administratifs, qui dénotent la persistance de la ségrégation ethnique.

Réorientation des priorités de l'aide : de la reconstruction à la réconciliation interethnique
La stabilité de la Bosnie-Herzégovine est déterminante pour la sécurité de l'Europe en général. Le Japon s'est attaché à aider ce pays en tant que membre du Conseil de mise en œuvre de la paix institué par la communauté internationale.

Au cours des années 1990, la JICA a entrepris de soutenir la reconstruction du pays via des dons et des prêts d'APD. Elle a par exemple fourni des bus à la capitale, Sarajevo, dans le cadre de dons. Ces bus continuent à desservir



Les bus fournis par le Japon continuent de transporter les habitants de Sarajevo.

la ville, symboles de l'aide dispensée au pays par le Japon. Par ailleurs, la JICA a contribué à réhabiliter le réseau électrique et à construire des écoles. Elle a également fourni du matériel et des équipements médicaux, et contribué à la réparation, à l'entretien et à la gestion de routes.

Les retours de réfugiés et de personnes déplacées internes ont commencé au début des années 2000. La JICA a alors réorienté ses efforts vers une coopération technique visant à instaurer des conditions sociales propices à la coexistence des trois groupes ethniques. L'Agence déploie des activités destinées à faciliter la réconciliation interethnique aux niveaux local et régional, ainsi qu'au niveau du gouvernement et des organisations.

Aux niveaux local et régional, l'Agence soutient les échanges entre résidents ou entre élèves dans les régions qui ont été au centre des affrontements interethniques lors du dernier conflit, et revêtent à ce titre une importance symbolique. L'objectif est de faire naître des relations de confiance au niveau local. À titre d'exemple, la JICA a envoyé des experts japonais à Srebrenica, théâtre d'un massacre tristement célèbre, pour y relancer l'agriculture et y promouvoir la production de fraises, de champignons, d'herbes aromatiques et de miel, et pour aider les habitants à développer des circuits de distribution et à remettre les champs en état. Ces initiatives redonnent vie à des villages qui avaient été abandonnés par leurs habitants. Par ailleurs, la JICA a aidé à construire un jardin d'enfants destiné à accueillir ensemble Serbes et Bosniaques, ce qui a renforcé les échanges entre ces deux communautés.

Mostar est marquée par la ségrégation entre les Bosniaques et les Croates. Dans cette ville, la JICA a fourni du matériel et des équipements pour l'enseignement des TI dans un lycée, en



Ces jeunes Bosniaques et Croates apprennent les uns à côté des autres au laboratoire d'informatique du lycée de Mostar.

 Bosnie-Herzégovine
Programme de consolidation de la paix

combinant coopération technique et dons pour des projets au niveau local. Elle a également assuré une coopération technique pour intégrer les manuels et les programmes d'apprentissage des TI, contribuant à créer un environnement dans lequel les élèves issus des deux groupes ethniques puissent apprendre ensemble.

Au niveau du gouvernement et des organisations, la JICA s'appuie sur les bons résultats obtenus dans les régions pilotes pour encourager le dialogue et la collaboration entre gouvernements et organisations. Par exemple, le programme et les manuels d'apprentissage des TI sont en cours d'adoption dans les écoles pilotes de différentes régions, ce qui a pour effet d'intensifier les échanges entre enseignants et le partage d'informations.

Par ailleurs, le projet d'écotourisme mis en œuvre avec succès par la JICA dans les régions pilotes de Bosnie-Herzégovine, est actuellement déployé par différentes entités de ce pays. L'Agence prévoit de lancer un projet de développement du tourisme qui devrait favoriser une collaboration accrue entre organisations gouvernementales.

Un point de vue local

Un membre du projet de modernisation des programmes d'enseignement de l'informatique en Bosnie-Herzégovine, JICA

Nous avons réussi à créer des liens entre enseignants de différentes entités en organisant des ateliers à leur intention en Bosnie et des formations au Japon. L'une des grandes réussites de ce projet est d'avoir créé un contexte permettant aux enseignants de partager leurs problèmes et de réfléchir collectivement à des solutions, au lieu de devoir se débrouiller chacun de leur côté.